

COOPÉRATION POUR LES EAUX INTERNATIONALES EN AFRIQUE

RAPPORT ANNUEL 2022

PHOTO DE COUVERTURE :

Femme marchant dans une tempête de sable au Soudan.

Crédits photo : yiannisscheidt/Shutterstock

ATTRIBUTIONS

Le présent rapport a été préparé par plusieurs collaborateurs de CIWA sous la direction de Ai-Ju Huang et d'Anders Jagerskog : Edoardo Borgomeo, Carine Durand, Charles Gilman, Anna Kim, Karen Schneider, et Svetlana Valieva. La Banque mondiale a également apporté sa contribution par l'intermédiaire des membres de ses services et des consultants suivants : Richard Abdulnour, François Bertone, Anna Cestari, Thierry Davy, Nathan Engle, Ellen Hagerman, Shyam KC, Victor Osei Kwadwo, Kimberly Lyon, Palesa Mokorosi, Angelica V. Ospina, Sanjay Pahuja, Chantal Richey, Nicolas Salazar-Godoy, Simon Sottsas, Yeli Mariam Sou, Yukio Tanaka, Noosha Tayebi, Piet Theron, Jorge Trevino, Victor Vazquez, Malala Wakunguma, et Melissa Williams. La conception graphique du document a été réalisée par Blossom.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Cet ouvrage a été préparé par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

DROITS ET AUTORISATIONS

Le contenu du présent ouvrage fait l'objet d'un dépôt légal. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses études et autorise la reproduction partielle ou intégrale à des fins non commerciales du présent ouvrage, à condition d'en mentionner la source.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, notamment sur les droits dérivés, s'adresser à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ; fax : +1 (202) 522-2422 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES	4
AVANT-PROPOS	6
L'EXERCICE 2022 EN BREF	8
IMPACT DE CIWA	9
INTRODUCTION	10
AFRIQUE DE L'EST	14
AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE	26
CORNE DE L'AFRIQUE	38
AFRIQUE AUSTRALE	46
THÈMES TRANSVERSAUX	54
<hr/>	
POINT DE VUE DU TERRAIN	
Des mesures en faveur de la sécurité et de la résilience des ressources en eau dans le bassin du Nil	24
Promouvoir la sécurité de l'eau pour sortir du piège des conflits et des risques climatiques dans le bassin du lac Tchadn	32
Former la prochaine génération de spécialistes des eaux souterraines au Sahel	36
L'approche révolutionnaire adoptée par le bassin du Nil pour promouvoir la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale	58
<hr/>	
ANNEXES	66
Portefeuille de CIWA	68
Cadre de résultats	70
Analyse des risques	79
Informations financières	81
Optimisation de l'emploi des ressources	87

Acronymes

ABN	Autorité du bassin du Niger
ABV	Autorité du bassin de la Volta
AFD	Agence française de développement
Asdi	Agence suédoise pour le développement international
BAfD	Banque africaine de développement
BASM	Bassin aquifère sénégal-mauritanien
BIOPALT	Projet Biosphère et patrimoine du lac Tchad
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CBLT	Commission du bassin du lac Tchad
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIWA	Coopération pour les eaux internationales en Afrique
COP	Conférence des Parties
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CUVECOM	Commission des cours d'eau de Cuvelai
DANIDA	Agence danoise de développement international
DfID	Ministère du développement international du Royaume-Uni
ECMWF	Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme
ELRP	Programme de réponse d'urgence aux invasions acridiennes
ENTRO	Bureau technique régional du Nil oriental
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FF-Bén.	Fonds fiduciaire exécuté par le bénéficiaire
FF-BM	Fonds fiduciaire exécuté par la Banque mondiale
FCV	Situation de fragilité, de conflits et de violence
FIDA	Fonds international de développement agricole
GEMS	Initiative de géoactivation pour le suivi et la supervision
GEOGlow	Groupe sur l'observation de la Terre pour la durabilité des ressources mondiales en eau
GEOSFM	Modèle géospatial de débit des cours d'eau
GESI	Parité femmes-hommes et inclusion sociale
GFDRR	Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement
GIZ	Agence allemande pour la coopération internationale
GRID	Développement vert, résilient et inclusif
GWSP	Projet mondial sur les systèmes hydriques
GW4R	Programme régional de la Banque mondiale sur la mise en valeur des eaux souterraines pour la résilience de la Corne de l'Afrique
IBN	Initiative du bassin du Nil
ICPAC	Centre de prévision et d'application du climat de l'IGAD
IDA	Association internationale de développement
IFC	Société financière internationale
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement

LIMCOM	Commission du bassin du Limpopo
LVBC	Commission du bassin du lac Victoria
LVEMP	Projet de gestion de l'environnement du lac Victoria
MDTF	Fonds d'affectation spéciale multidonateurs
NBD	Discours du bassin du Nil
NBDF	Forum pour le développement du bassin du Nil
NBSP	Programme d'appui pour le bassin du Nil
NCCR	Projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil
NCORE	Projet de coopération à l'appui de résultats dans le bassin du Nil
NELIP	Programme d'investissement des pays des lacs équatoriaux du Nil
NELSAP-CU	Unité de coordination du programme d'action subsidiaire des pays des lacs équatoriaux du Nil
Nile-Sec	Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil
NORAD	Agence norvégienne de coopération pour le développement
ODP	Objectifs de développement du programme
OMVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
OKACOM	Commission permanente des eaux du bassin de l'Okavango
ORASECOM	Commission de l'Orange-Senqu
PRAPS2	Deuxième phase du projet d'appui au pastoralisme dans la région du Sahel
PRODEBALT	Projet de développement durable du bassin du lac Tchad
PROLAC	Projet pour la relance et le développement de la région du lac Tchad
RAOB	Réseau africain des organismes de bassin
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe
SADC-GIP	Portail d'information sur les eaux souterraines de la SADC
SADC-GMI	Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement d'Afrique australe
SADRI	Initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse
SAPP	Pool énergétique d'Afrique australe
SIPRI	Institut international de recherche sur la paix de Stockholm
SIWI	Institut international de l'eau à Stockholm
T-RES	Cadre de résilience transfrontalière
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
WICA	Communauté de pratique pour l'information et la communication sur l'eau en Afrique
WOCAT	Panorama mondial des approches et technologies de conservation
ZAMCOM	Commission du bassin du Zambèze
ZRA	Autorité du fleuve Zambèze

Avant-propos



Ai-Ju Huang



Anders Jagerskog

Les chocs se succèdent — et persistent — en Afrique subsaharienne.

L'année dernière, les retombées incessantes de la pandémie de COVID-19, la multiplication des conflits et l'aggravation de la fragilité, conjuguées aux effets du changement climatique, ont fortement ébranlé l'économie du continent. L'extrême pauvreté augmente, la croissance économique ralentit et les risques financiers induits par des niveaux d'endettement élevés fragilisent le capital humain et les acquis du développement.

L'Afrique se réchauffe à un rythme plus rapide que la moyenne mondiale et risque de connaître des épisodes de canicule, de sécheresse, d'inondation et des cyclones plus intenses, plus imprévisibles et plus fréquents, autant de facteurs qui favorisent la fragilité, l'insécurité alimentaire et hydrique, la perte de revenus, les inégalités, les conflits et les déplacements. Les épisodes de sécheresse sont trois fois plus fréquents en Afrique depuis 20 ans. La sécheresse qui sévit dans la Corne de l'Afrique est sans précédent depuis au moins 40 ans. Elle décime le bétail et détruit les récoltes, aggrave la pauvreté et la malnutrition infantile et contraint un million de personnes à quitter leur foyer en quête de nourriture et d'eau. Plus de 18 millions de personnes en Éthiopie, au Kenya et en Somalie souffrent ainsi d'une insécurité alimentaire aiguë. Le Sahel est lui aussi confronté à une grave pénurie d'eau. Le Soudan, qui se remet à peine des inondations dévastatrices de 2020, subit des pluies torrentielles. Les répercussions économiques des catastrophes météorologiques et climatiques sont profondes — les dommages occasionnés par les inondations de 2021 au Soudan du Sud ont coûté à eux seuls plus de 670 millions de dollars. Les ressources en eau sont non seulement essentielles au développement durable, mais aussi à la prévention des maladies en Afrique, où 300 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 700 millions ne disposent pas d'installations sanitaires adéquates, ce

qui compromet les efforts déployés pour atténuer les effets des maladies infectieuses, comme la COVID-19, et en freiner la propagation.

Le programme de Coopération pour les eaux internationales en Afrique (CIWA) s'est efforcé, au cours de l'exercice 2022, de répondre aux besoins considérables du continent. Ces formidables défis ne font que renforcer notre détermination à aider les pays à collaborer sur les eaux transfrontalières de manière à partager les coûts et les avantages du renforcement de la résilience, à s'attaquer aux facteurs de fragilité, de conflits et de violence, à favoriser un développement vert, résilient et inclusif et à se remettre des effets de la pandémie.

La pénurie croissante des eaux de surface a conduit CIWA à redoubler ses efforts pour promouvoir une utilisation et une gestion durables des eaux souterraines. Au Botswana et au Zimbabwe, nous renforçons la mise en valeur des eaux souterraines en soutenant la remise en état de petites infrastructures. Dans la région du Sahel, nous nous efforçons d'éliminer les obstacles à l'irrigation de proximité à partir des eaux souterraines et nous étudions la meilleure façon de soutenir la gestion concertée du bassin aquifère sénégal-mauritanien (BASM). Les activités soutenues par CIWA en Afrique de l'Ouest ont permis de mobiliser des financements très importants de l'IDA, au profit de trois projets nationaux et deux projets régionaux visant à promouvoir la gestion des ressources en eau et la coopération transfrontalière. Dans la Corne de l'Afrique, nous mettons notre expertise dans le domaine des eaux transfrontalières au service du Programme régional de la Banque mondiale sur la mise en valeur des eaux souterraines pour la résilience de la Corne de l'Afrique (GW4R), qui se chiffre à 385 millions de dollars. Nous renforçons en outre les capacités et les institutions pour améliorer la gestion des eaux souterraines en Afrique australe grâce à l'assistance technique apportée par CIWA à l'Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC GMI).

Il est essentiel d'aider nos pays partenaires à se préparer au changement climatique et à en atténuer les effets pour renforcer la résilience. Nous nous efforçons d'y parvenir au travers d'initiatives telles que la Coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR), qui favorise la gestion et la mise en valeur concertées des ressources en eau, renforce les capacités nécessaires à la sécurité des barrages et améliore les prévisions concernant la qualité de l'eau, ou encore dans le cadre de projets d'assistance technique tels que l'Initiative pour la résilience face à la sécheresse en Afrique australe (SADRI), qui s'attaque aux risques de sécheresse transfrontalières, améliore la coopération et met au point un plan intégré de gestion des risques de sécheresse. Nous avons par ailleurs fait valoir l'importance que revêt la résilience climatique pour les eaux transfrontalières d'Afrique lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) organisée en Écosse, et lors du Forum mondial de l'eau au Sénégal.

Nous établissons un lien plus étroit entre la gestion des eaux transfrontalières et la conservation de la biodiversité des eaux douces en soutenant les activités visant à lutter contre le recul de la biodiversité, indispensable au maintien des moyens de subsistance, à la promotion d'un développement économique durable et à l'atténuation des effets du changement climatique.

Les inégalités de genre en Afrique restent nombreuses, et les progrès enregistrés en faveur de la parité femmes-hommes piétinent. CIWA intensifie son action en faveur de la parité femmes-hommes et de l'inclusion sociale (GESI) ; il organise des formations, produit des notes d'apprentissage et lance, en collaboration avec l'Institut international de l'eau à Stockholm (SIWI), l'initiative pour l'appui des hommes afin d'encourager ces derniers à promouvoir un environnement favorable aux femmes pour qu'elles deviennent des chefs de file dans les organisations transfrontalières.

Comme un pays ne peut pas gérer ce qu'il ne peut pas mesurer, CIWA poursuit son appui au programme d'assistance technique lancé par la Banque, « Révolution des données sur l'eau : combler le déficit de données sur les eaux transfrontalières en Afrique », en identifiant les lacunes existantes dans les données des organisations qui pourraient être comblées par l'utilisation de données satellitaires de télédétection.

Nous avons intensifié nos communications externes, en particulier sur les médias sociaux, pour souligner l'importance de la coopération transfrontalière. Nous avons notamment lancé le compte Twitter de CIWA et élaboré des campagnes numériques afin de promouvoir notre travail et celui de nos partenaires.

Nous avons clos deux financements concluants dans le bassin du Nil, pour le projet de participation de la société civile au renforcement de la résilience sociale et climatique dans le bassin du Nil et le programme d'appui pour le bassin du Nil, et trois autres dans la Corne de l'Afrique, au titre du projet d'appui à la gestion des ressources en eaux transfrontalières (Somalie), du projet de renforcement de la résilience dans la Corne de l'Afrique, et de l'Initiative pour les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique. Ces trois opérations ont préparé le terrain au nouveau financement de 5 millions de dollars de CIWA pour le projet de gestion et d'étude des eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique pour promouvoir la résilience, et au nouveau projet de résilience des eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique de la Banque mondiale financé par l'IDA à hauteur de 385 millions de dollars. Ces deux projets s'inscrivent dans le cadre d'un effort régional visant à favoriser un accès durable aux eaux souterraines dans les zones frontalières de la région, et plus largement à en assurer la gestion.

Ce dernier exercice a aussi été l'occasion de réaliser des changements et de dresser un bilan pour CIWA. Nous tenons à remercier Erwin De Nys, ancien directeur du programme CIWA,

qui assume désormais de nouvelles fonctions à la Banque mondiale, pour son excellent leadership. Anders Jagerskog, spécialiste principal en gestion des ressources en eau et point focal de la Banque pour les questions liées aux eaux transfrontalières, se réjouit de prendre sa relève et de superviser le travail déterminant de son équipe.

Au moment de célébrer dix années consacrées à l'amélioration de la coopération, de la gestion et de la mise en valeur des eaux transfrontalières, nous avons demandé que soit réalisée une évaluation externe à mi-parcours du programme CIWA. Les derniers éléments de cette évaluation doivent être incorporés dans un rapport qui sera examiné avec nos bailleurs et nos autres parties prenantes au cours du prochain exercice.

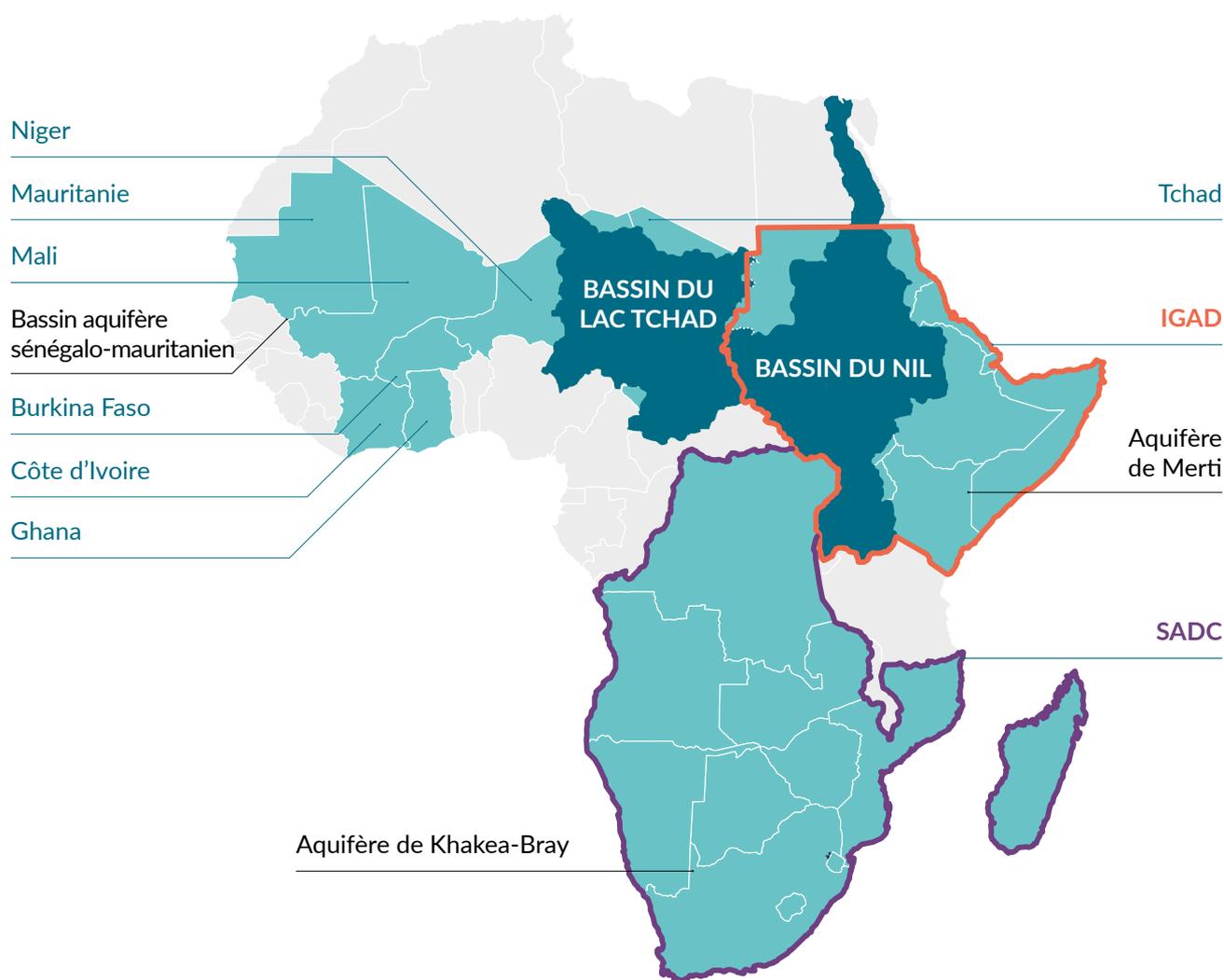
Nous remercions nos bailleurs de fonds pour leur soutien constant, ainsi que nos partenaires nationaux pour leur détermination et leur dévouement, sans lesquels l'avenir de l'Afrique serait un peu moins brillant.

Ai-Ju Huang

Anders Jagerskog

Responsables du Programme

CIWA : L'EXERCICE 2022 EN BREF



■ **Appui durable :**
bassin du Lac Tchad, bassin du Nil

■ **Appui stratégique :**
SADC, IGAD, Sénégal et Soudan du Sud, Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger, Ghana, et Côte d'Ivoire

— IGAD

— SADC

Impact de CIWA

Personnes qui bénéficient d'investissements mobilisés avec l'appui de CIWA

53,89 millions

(grâce à des investissements mobilisés et potentiels)



Investissements

pour gérer les bassins versants, mettre en valeur les eaux souterraines, renforcer les capacités de stockage, etc.

18,05 milliards de dollars

→ potentiels

11,7 milliards de dollars

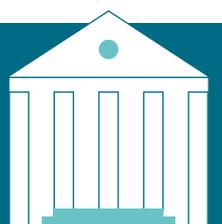
→ mobilisés

6,34 milliards de dollars

Institutions

pour instaurer un climat de confiance, coordonner les activités de planification et gérer les ressources partagées

Institutions transfrontalières bénéficiant d'une assistance technique et du financement de CIWA



19

Information

pour comprendre les risques, prendre de meilleures décisions et s'assurer du respect des prescriptions

Analyses stratégiques et produits du savoir exposant les raisons d'être de la coopération



110

Introduction

Sachant qu'en Afrique, 90 % de l'eau se déverse dans des bassins hydrographiques transfrontaliers, la gestion et la mise en valeur de cette ressource doivent, par définition, se faire dans le cadre d'efforts concertés. La vocation première de CIWA est de rassembler les pays pour leur permettre de coopérer plus efficacement et plus harmonieusement sur des projets et des infrastructures qui ont des impacts au-delà de leurs frontières. CIWA s'efforce de promouvoir la coopération, de protéger la biodiversité, d'aider les pays en proie à des situations de conflits et de fragilité, et de stimuler la résilience climatique. Pour ce faire, il favorise l'assistance technique et développe des projets articulés autour de trois piliers : **l'information — pour permettre de comprendre les risques, de prendre de meilleures décisions et de s'assurer du respect des prescriptions ; les institutions — pour instaurer un climat de confiance, coordonner les activités de planification et gérer les ressources partagées ; et les investissements — pour gérer les bassins versants, mettre en valeur les eaux souterraines, renforcer les capacités de stockage.** Les financements de CIWA visent :

1) Une collaboration de longue durée avec les bassins prioritaires. CIWA contribue au renforcement d'éléments fondamentaux comme les données, les accords juridiques, les institutions et les plans opérationnels et d'investissement.

2) Une collaboration stratégique. CIWA contribue à la réalisation de projets ayant un fort impact grâce à ses travaux d'analyses, ses activités de renforcement des capacités et son assistance technique.

3) Des initiatives de production et de gestion des connaissances qui renforcent les observations recueillies pour appuyer la conception d'outils et de ressources utiles à la gestion des eaux internationales.

CIWA offre une plateforme pour apporter un soutien aux pays, aux organisations régionales ainsi qu'à la société civile et, ce faisant, veiller à la prise en compte de leurs préoccupations et au partage équitable des avantages.

Ce rapport est organisé comme suit : l'introduction dresse un tableau d'ensemble du programme de travail de CIWA suivant

ses axes stratégiques — situations de fragilité, de conflits et de violence (FCV), biodiversité et résilience — pour montrer comment CIWA contribue, notamment par ses différents mécanismes, aux évolutions positives enregistrées dans de multiples domaines interconnectés. Les sections suivantes, consacrées aux régions, permettent d'examiner plus avant les différents financements de CIWA. Les résultats présentés sont essentiellement ceux de l'exercice 2022, ceux d'années précédentes pouvant être mentionnées pour établir le contexte. Les projets et leurs résultats sont décrits si ceux-ci ont pris fin au cours de l'exercice 2022. Le rapport fait ensuite le point sur les progrès réalisés par CIWA en ce qui concerne les thèmes transversaux, notamment la révolution des données sur l'eau, la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale (GESI) et les communication. Il récapitule la récente évaluation externe à mi-parcours du programme CIWA. La section Perspectives décrit l'évolution actuelle du portefeuille de CIWA et les tendances prévues pour le prochain exercice. Les annexes contiennent : i) des analyses des allocations cumulées de CIWA, ii) les résultats annuels et cumulés mesurés par les indicateurs de CIWA, iii) une analyse des risques qui souligne les évolutions récentes ou les mesures d'atténuation envisagées, iv) les états financiers détaillés cumulés de CIWA, et v) une analyse de l'optimisation des ressources du portefeuille cumulé.

Fragilité, conflits et violence

CIWA a intensifié son soutien aux pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence, en élargissant la couverture géographique de ses activités pour la porter de 11 pays durant l'exercice 2021 à 17 pays en 2022. Il intervient donc désormais dans presque tous les pays africains classés parmi les pays FCV (20). CIWA maintient son engagement dans trois régions prioritaires touchées par ces situations : la Corne de l'Afrique, le Sahel et les Grands Lacs. Il s'agit notamment de suivre les situations de fragilité, de conflits et de violence qui ont une incidence sur la coopération transfrontalière en matière d'eau, de renforcer la résilience face au

changement climatique, d'améliorer la sécurité de l'eau et de rendre les eaux souterraines plus accessibles.

Dans la Corne de l'Afrique, les programmes de soutien exécutés par la Banque mondiale ont donné lieu à un nouveau programme de CIWA, intitulé *Untaping Resilience : Groundwater Management and Learning in the Horn of Africa's Borderlands* qui concerne la gestion et l'étude des eaux souterraines dans les régions frontalières de la Corne de l'Afrique pour promouvoir la résilience, et au programme complémentaire de la Banque mondiale sur la mise en valeur des eaux souterraines pour la résilience (GW4R), conçus pour renforcer la capacité de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et des populations à faire face et à s'adapter aux chocs climatiques. Pour y parvenir, les efforts ont visé à améliorer la gestion et l'utilisation des ressources en eaux souterraines transfrontalières et à accroître les connaissances sur la coopération dans le domaine de l'eau. L'initiative sur les eaux souterraines au Sahel contribue de la même manière à permettre d'exploiter les eaux souterraines dans les zones frontalières d'Afrique de l'Ouest touchées par la fragilité, les conflits et la violence. Au Soudan du Sud, au Soudan et en Éthiopie, le projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR) renforce les capacités de prévision des sécheresses et des inondations afin d'atténuer les risques climatiques dans des environnements fragiles.

En Afrique de l'Ouest, où les pays du Sahel font face à des défis dus aux situations de FCV, CIWA a abandonné son approche traditionnelle de gestion intégrée des ressources en eau au profit de l'établissement d'un cadre pour la sécurité de l'eau à l'échelle de la région. Cette approche permet de faire face aux problèmes locaux résultant de l'exclusion sociale, de la marginalisation des femmes et des filles, de l'insécurité énergétique et alimentaire, des déplacements forcés, des conflits et du changement climatique. À titre d'exemple, le projet d'assistance technique visant à améliorer la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et

dans le Sahel occidental est essentiellement axé sur l'apport d'un soutien aux infrastructures hydrauliques décentralisées, de petite taille et gérées par les populations.

Ces investissements décentralisés contribuent de manière déterminante à permettre aux clients de fournir des services dans les régions touchées par les situations de FCV, notamment pendant les conflits. Ils cadrent en outre avec la stratégie de la Banque mondiale pour ces situations, qui vise désormais à assurer la poursuite des opérations durant les situations de conflits. Le projet visant à améliorer la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental a donné lieu à une cartographie des organisations de la société civile (OSC) en Afrique de l'Ouest. L'objectif était d'augmenter le nombre de partenaires de CIWA dans les zones reculées en situation de FCV et de consolider les canaux de communication avec les populations locales. Sachant qu'il est essentiel d'impliquer les femmes dans la gestion des ressources en eau des régions transfrontalières touchées par les situations de FCV, CIWA soutient la réalisation d'analyses et de travaux de recherche afin de déterminer les disparités qu'il importe de cibler afin de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes.

En Afrique australe, CIWA a soutenu la réhabilitation d'infrastructures hydrauliques à petite échelle au Zimbabwe et au Botswana afin de faciliter l'accès aux eaux souterraines. Il a également consolidé les mécanismes de partage des informations qui ont amélioré la coopération dans le domaine de l'eau entre les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Les activités de l'initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse (SADRI), qui portent essentiellement sur l'énergie, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, ont permis de renforcer les mesures d'atténuation des sécheresses tout en atténuant les effets des facteurs de fragilité et de conflits au sein des populations.

CIWA a collaboré avec l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) à une étude sur les situations de FCV et la coopération dans le domaine de l'eau, dans le but de mieux comprendre la fragilité et la coopération dans le domaine de l'eau au niveau local. L'étude du SIPRI, qui s'appuie sur trois études de cas concernant des bassins transfrontaliers de la Corne de l'Afrique touchés par des situations de FCV (le bassin Sio-Malaba-Malakisi, la rivière et l'aquifère Dawa, et le bassin de Bahr el Ghazal et de Baggara), présente les enseignements dégagés des initiatives de coopération dans des contextes de fragilité¹.

CIWA publie par ailleurs, toutes les deux semaines, un bulletin d'information sur les situations de FCV traitant des principaux faits survenus. CIWA a également lancé des produits d'information sur les eaux internationales dans trois sous-régions africaines.

Biodiversité

CIWA soutient une série d'activités concernant la biodiversité en Afrique subsaharienne et a réalisé une évaluation pour mieux comprendre les liens entre les activités du programme et la préservation de cette dernière. L'évaluation a permis de i) recenser les principaux apports de l'eau, des rivières et autres écosystèmes d'eau douce à la biodiversité et aux services et avantages procurés par des systèmes naturels sains et performants ; ii) déterminer les principales menaces pour les écosystèmes d'eau douce ; et iii) mettre au point une méthodologie et une approche pour mesurer la contribution des futures activités du programme à la sauvegarde de la biodiversité.

L'évaluation a permis d'établir que le soutien de CIWA aux activités axées sur la biodiversité appuie directement et indirectement les efforts déployés pour préserver cette dernière. Le programme a ainsi contribué directement à l'adoption d'approches intégrées et novatrices permettant de mieux comprendre les

liens entre l'amélioration de l'intégrité des écosystèmes et la connectivité des rivières, le rôle de l'adaptation au changement climatique dans la planification et la gestion des ressources en eau douce, et la fourniture de services écosystémiques. L'évaluation a également mis en évidence la possibilité de mettre au point une approche plus structurée et intégrée pour assurer la prise en compte des questions de conservation de la biodiversité dans la conception et la mise en œuvre des activités et des initiatives. CIWA a élaboré un projet de cadre conceptuel pour les actions visant les eaux transfrontalières et la préservation de la biodiversité.

Le programme a en outre participé directement à la conception d'une analyse des opportunités d'investissement multisectoriel, qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de la Commission permanente des eaux du bassin de l'Okavango (OKACOM), et du modèle perfectionné² des services écosystémiques du delta intérieur du Niger. Il importe aussi de citer la réalisation d'études de faisabilité des pratiques optimales et les évaluations des impacts environnementaux et sociaux ; l'élaboration de stratégies et de plans de gestion intégrée des bassins versants ; le soutien à l'amélioration de la qualité de l'eau dans les lacs, les systèmes fluviaux et les projets de restauration des berges ; et les travaux d'analyse visant à faciliter une meilleure compréhension des écosystèmes dépendant des eaux souterraines. Le programme a ainsi contribué de manière indirecte au renforcement d'organismes de bassins fluviaux et d'agences nationales de gestion de l'eau, à la fourniture d'un soutien aux organisations de la société civile pour promouvoir une prise de décision éclairée, à la conception de plateformes de partage d'informations et à l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural afin de réduire la dépendance à l'égard de pratiques non viables d'exploitation des ressources naturelles.

CIWA a identifié quatre possibilités de renforcement des activités consacrées aux eaux transfrontalières et à la

1 https://www.ciwaprogram.org/wp-content/uploads/Water_Cooperation_In_Hoa_CIWA_SIPRI.pdf

2 <https://www.ciwaprogram.org/blog/enhancing-niger-basins-ecosystem-through-modeling-and-improved-decision-making/>

conservation de la biodiversité. Il s'agit notamment i) d'améliorer la situation environnementale et économique du lac Victoria, des communautés environnantes ainsi que la santé de ces dernières en adoptant une approche intégrée, rentable et de longue durée de l'assainissement à l'échelle du bassin ; ii) d'accroître la résilience face aux inondations dans certaines régions du Soudan du Sud et du Soudan, en privilégiant des solutions basées sur la nature pour atténuer les risques d'inondation ; iii) de promouvoir des investissements résilients visant à favoriser les opportunités économiques, l'accès aux terres et le contrôle de ces dernières, les ressources de la biodiversité et d'autres biens de production compte tenu des différences de genre ; visant à favoriser le pouvoir de décision ; et visant à lutter contre la vulnérabilité face à la perte de biodiversité, au changement climatique et aux catastrophes naturelles dans le bassin du fleuve Cubango-Okavango afin d'améliorer les conditions des vies des pauvres et d'accroître les avantages pour les hommes et les femmes ; et iv) de rechercher les solutions pouvant faciliter la mise en place d'un mécanisme institutionnel durable pour la gestion transfrontalière concertée du bassin aquifère sénégal-mauritanien.

CIWA a également recensé quatre domaines thématiques pouvant présenter un intérêt : i) l'intégration de la biodiversité des eaux douces dans le cycle de planification du développement ; ii) la réalisation d'investissements dans des solutions basées sur la nature pour assurer une gestion rentable des ressources en eau, la réduction des risques de catastrophe et l'atténuation des effets du changement climatique ; iii) la protection et la gestion durable des « châteaux d'eau » naturels, qui sont essentiels à la fourniture de volumes relativement importants d'eau de ruissellement dont ont besoin les plaines en aval ; et iv) l'aménagement de zones de conservation transfrontalières, grands espaces de préservation et de mise en valeur, importants pour la gestion intégrée des ressources en eau, la résilience climatique et la sécurité alimentaire.

Résilience

CIWA renforce la capacité des pays riverains à gérer les ressources en eau et à se remettre des chocs et s'adapter à ces derniers. Ses projets jouent un rôle de premier plan dans les efforts déployés

aux niveaux local et national pour se relever des crises et mieux reconstruire à la suite de celles-ci. Face aux multiples répercussions de la pandémie mondiale, du changement climatique, des conflits, de la fragilité, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de la récession économique, les pays riverains doivent exploiter leurs ressources en eau partagées pour en tirer un maximum d'avantages mutuels.

Les efforts de coopération régionale et les solutions adaptées au contexte sont des éléments importants des stratégies que les partenaires de CIWA mettent en œuvre dans la Corne de l'Afrique, au Sahel et dans la région du lac Tchad. Ces partenaires utilisent les ressources en eau pour répondre aux besoins et tirent parti des possibilités créées par le changement afin d'améliorer l'accès aux eaux souterraines, de traiter les causes de la fragilité, de renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes et d'améliorer la préservation de la biodiversité.

CIWA continue d'orienter ses activités sur la promotion d'une utilisation plus systématique et plus durable des eaux souterraines afin de préserver l'accès à l'eau et, partant, la sécurité alimentaire, ce qui est crucial pour permettre aux populations locales de résister et s'adapter aux chocs. Le soutien de CIWA à l'Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC-GMI) a ainsi permis de renforcer la mise en valeur durable des eaux souterraines grâce à la poursuite de projets pilotes d'approvisionnement en eau dans des villages du Botswana (Gobojango et Tsetsebjwe) et du Zimbabwe (Dite et Whunga). Dans une région où 11 millions de personnes au moins sont confrontées à de sérieuses pénuries alimentaires dues à la sécheresse, la résilience de ces dernières dépend fondamentalement de la possibilité d'avoir accès à l'eau à des fins domestiques et agricoles (par exemple, pour l'horticulture). L'initiative sur les eaux souterraines au Sahel permet à CIWA de proposer des solutions pour éliminer les obstacles à l'utilisation des eaux souterraines pour la petite irrigation dans le Sahel occidental.

CIWA a lancé un projet d'assistance technique sur la qualité de l'eau des Grands Lacs afin de mieux comprendre les effets de la mauvaise qualité de l'eau sur les populations de cette région et d'améliorer

la conception et l'impact de futurs projets. Il s'agissait notamment de réaliser une vaste analyse des indicateurs socio-économiques, d'examiner les documents de projets et des ouvrages scientifiques, et de conduire des consultations auprès de la population sur la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale (GESI), et plus particulièrement sur les moyens de subsistance. Le projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR) s'appuie sur ces travaux pour contribuer à l'amélioration de la qualité de l'eau au niveau régional. L'initiative de CIWA sur les eaux souterraines au Sahel a adopté une méthode semblable pour s'assurer que les besoins des femmes et des autres populations vulnérables sont correctement pris en compte, notamment en trouvant des moyens de concevoir un système d'irrigation utilisant les eaux souterraines qui soit plus accessible aux femmes.

En renforçant le lien entre la gestion transfrontalière de l'eau et la conservation de la biodiversité des eaux douces, CIWA appuie des communautés résilientes au changement climatique et contribue de manière décisive à la planification des mesures prises pour faire face au changement climatique et atténuer ses chocs, à soutenir les moyens de subsistance et à préserver la santé et le développement économique. En Afrique de l'Est, il a aidé les pays et les organismes des bassins fluviaux à consolider les mécanismes de gouvernance et la base de connaissances nécessaires à la prise de décisions mieux fondées et plus inclusives dans le domaine de la biodiversité, notamment en procédant à l'analyse multicritères du Programme d'investissement des pays des lacs équatoriaux du Nil (NELIP) financé par le Programme d'appui pour le bassin du Nil (NBSP). Le projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR) utilisera également l'analyse multicritères pour recenser les possibilités d'améliorer la qualité de l'eau dans le bassin du lac Victoria et de lutter contre la dégradation de l'environnement régional. L'initiative sur les eaux souterraines au Sahel a présenté la première typologie des écosystèmes dépendant des eaux souterraines, qui fait ressortir leur importance économique et montre comment une gestion des ressources en eaux souterraines qui tient compte des écosystèmes dépendants offre le meilleur moyen de contribuer à un développement équitable et durable.

CIWA s'efforce d'améliorer la gestion de l'eau et la coopération afin de réduire les causes profondes de la fragilité. Son soutien à la collaboration transfrontalière et au renforcement des capacités institutionnelles aide à apaiser les tensions transfrontalières suscitées par des ressources limitées, et atténue ainsi les risques de conflits. Par exemple, les zones frontalières de la Corne de l'Afrique, qui sont des voies importantes pour le commerce et le pastoralisme, ont peu d'institutions formelles capables de réguler et de faciliter l'activité économique, de gérer les conflits et de fournir des services de base, ce qui aggrave les inégalités et l'insécurité. Le soutien au nouveau projet GW4R de la Banque mondiale, auquel participent l'Éthiopie, la Somalie, le Kenya et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), donne lieu à des travaux de recherche appliquée et à l'utilisation d'un système de surveillance de pointe, qui fait appel à l'initiative de géoactivation pour le suivi et la supervision (GEMS) pour suivre et comprendre le rôle des eaux souterraines dans les zones frontalières, notamment dans le but de réduire la fragilité et les conflits et de renforcer la résilience.

Presque tous les pays du Nil subissent de manière récurrente des inondations saisonnières qui menacent les moyens de subsistance et la croissance économique dans tout le bassin. La saison des pluies de 2020 a montré la gravité des conséquences que pouvaient avoir

ces crues : le Nil bleu à Khartoum (au Soudan) a atteint un niveau sans précédent depuis 100 ans, et les inondations ont provoqué des dégâts considérables en Éthiopie et au Soudan du Sud, qui ont touché plus de 1,5 million de personnes. Le soutien systématique apporté par CIWA aux pays du Nil dans le cadre du projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR) tire parti des avantages procurés par l'Initiative du bassin du Nil (IBN), le Discours du bassin du Nil (NBD) et la Commission du bassin du lac Victoria (LVBC) pour privilégier l'amélioration de la résilience face aux inondations et à la sécheresse. Le projet NCCR vise à développer et à renforcer les systèmes d'alerte précoce des épisodes de sécheresse, des inondations et des crues éclaircies ; à élaborer des stratégies d'installation de tels systèmes et à mener des programmes pour informer les populations de leur existence ; à créer un plan d'action pour les investissements dans la gestion des inondations ; et à organiser des activités de renforcement des capacités des autorités nationales.

CIWA a porté son soutien à l'élaboration d'un cadre destiné à améliorer la conception et la mise en œuvre d'initiatives visant à promouvoir la résilience dans les zones frontalières fragiles. L'initiative pour le renforcement de la résilience dans la Corne de l'Afrique s'est servie du cadre de résilience transfrontalière (T-Res) pour apporter des éléments utiles à la

conception du GW4R et renforcer celui-ci. Cette approche a permis de recenser les liens existants entre les eaux souterraines et les principaux « facteurs de résilience » dans la Corne de l'Afrique (par exemple, les moyens de subsistance, les marchés et le commerce, les institutions locales et la gouvernance, et la cohésion sociale). Il est ainsi devenu plus facile de déterminer les activités du projet qui optimisent la résilience pour y recourir dans le cadre de futures opérations dans les zones frontalières.

CIWA envisage le renforcement de la résilience comme un processus continu et de longue durée qui se déroule aux niveaux régional, national, infranational et communautaire, dans de multiples secteurs et parmi de nombreuses parties prenantes. À cette fin, le travail de CIWA s'inscrit dans le droit fil des objectifs de lutte contre le changement climatique pour 2025 de la Banque mondiale. Il insiste notamment sur la poursuite de mesures d'adaptation et la promotion d'une action climatique dans des secteurs clés. La contribution de CIWA à la résilience cadre également avec le Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025 de la Banque mondiale, qui a pour objet de promouvoir les aspects liés au changement climatique de l'approche de développement vert, résilient et inclusif (GRID), sachant l'importance vitale que revêtent le capital naturel, la biodiversité et les services écosystémiques pour l'atténuation et l'adaptation.



© Jeremy Bezanger/Unspaaag – Le Nil, Louxor, Égypte

AFRIQUE DE L'EST

Participation de la société civile au renforcement de la résilience sociale et climatique dans le bassin du Nil	16
Programme d'appui pour le bassin du Nil	19
Projet de coopération à l'échelle du bassin pour la résilience climatique dans le bassin du Nil	21
Des mesures en faveur de la sécurité et de la résilience des ressources en eau dans le bassin du Nil	24



© Yukio Tanaka/CIWA – Visite de l'équipe CIWA sur le site du projet des chutes de Rusumo, Tanzanie, avril 2022

L'Afrique de l'Est est confrontée à une multitude de difficultés, notamment l'insécurité alimentaire et hydrique, la montée de la violence et des conflits, sans oublier les effets du changement climatique. CIWA est né des progrès réalisés par le Fonds fiduciaire du bassin du Nil en matière de gestion et de mise en valeur des ressources en eau dans le bassin du Nil. Il s'efforce aujourd'hui de renforcer la résilience de la région face à l'aggravation du changement climatique et de l'insécurité hydrique, en associant la société civile à la prise de décisions relatives aux ressources en eau, en encourageant le dialogue entre les pays riverains et en favorisant la diplomatie de l'eau.

Participation de la société civile au renforcement de la résilience sociale et climatique dans le bassin du Nil

Contexte

Le projet de participation de la société civile au renforcement de la résilience sociale et climatique dans le bassin du Nil a permis au Discours du bassin du Nil (NBD) de mieux associer les populations aux processus et aux programmes de développement afin de garantir le partage équitable des avantages, de contribuer au renforcement de la résilience climatique de ces dernières et de répondre à leurs priorités. Le Discours du bassin du Nil est la seule organisation de la région à disposer du réseau, de l'expertise technique et des ressources nécessaires pour instaurer un dialogue au niveau communautaire. Il a forgé des partenariats avec des gouvernements et des organisations de développement régional pour faire des préoccupations sociales un aspect déterminant des investissements d'importance transfrontalière concernant l'eau.

Fort de son réseau de plus de 640 organisations membres dans 11 pays riverains, le Discours du bassin du Nil a travaillé aux côtés des populations pour leur permettre de se faire entendre, les aider à s'adapter aux risques et à les gérer, promouvoir la coopération, surveiller les effets des projets d'investissement et partager les connaissances sur les stratégies de renforcement de la résilience. Le projet

a pris fin au cours de l'exercice 2022, mais le soutien de CIWA au Discours du bassin du Nil (NBD) se poursuivra dans le cadre du projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR).

Progrès réalisés

Les réalisations du projet depuis sa création en 2014 jusqu'à sa clôture sont résumées ci-dessous, et le rapport d'achèvement et de résultats de la mise en œuvre est accessible au public³.

Renforcement des capacités des membres du NBD à participer aux projets d'investissement dans le bassin du Nil

Le NBD a pour rôle de faciliter le dialogue sur les investissements transfrontaliers en offrant aux membres de la communauté la possibilité de faire part de leurs préoccupations concernant les projets proposés et de leurs priorités ; il leur permet aussi de faire valoir leur point de vue auprès des décideurs et des équipes de projet afin d'optimiser les avantages qu'ils leur procurent. Le projet a financé la réalisation de dix consultations dans le cadre des projets suivants :

1. Projet polyvalent de mise en valeur des ressources en eau de Nyimur-Aswa (entre l'Ouganda et le Soudan

du Sud). Le NBD a fourni un appui aux consultations organisées avec les parties prenantes. Celles-ci ont fait ressortir les préoccupations des populations locales quant aux perturbations de leur mode de vie et de leurs moyens de subsistance ainsi que la nécessité de disposer d'une route permanente pour faciliter le commerce entre les deux pays. Ces consultations ont influencé le choix de l'emplacement des installations d'irrigation et ont conduit à la construction d'une route d'accès permanente entre l'Ouganda et le Soudan du Sud pour faciliter le commerce des produits agricoles et du poisson.

2. Projet hydroélectrique régional des chutes de Rusumo (entre le Burundi, le Rwanda et la Tanzanie). Le projet, d'un montant de 470 millions de dollars, principalement financé par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, devrait produire 80 mégawatts d'énergie hydroélectrique et améliorer à d'autres égards les moyens de subsistance.

Le NBD a demandé aux populations d'indiquer les projets dont elles jugeaient le financement prioritaire dans le cadre du programme de développement local. Ce dernier devait financer la construction de canalisations d'eau potable, d'écoles, d'installations sanitaires, de centres



©Petr Kapuscinski - Bateaux de pêche sur le lac Victoria à Kisumu, Kenya

commerciaux, de pompes pour l'irrigation et la réalisation d'activités visant à protéger le bassin versant.

Ces consultations ont aussi permis de ramener le nombre de ménages qui auraient dû être réinstallés de 6 700 (40 000 personnes), selon les estimations, à seulement 664 (4 000 personnes). Cette décision a été prise après que les habitants se soient prononcés en faveur de la construction de la centrale au fil de l'eau en lieu et place d'un projet de développement intermédiaire qui aurait généré plus d'énergie et aurait nécessité un réservoir de stockage d'eau. Les autorités nationales ont ainsi pu réduire les montants versés à titre d'indemnisation et les perturbations subies par les populations.

3. *Projet LEAF II (entre l'Ouganda et la République démocratique du Congo).* Le NBD a permis aux représentants des communautés d'exposer leurs priorités à l'organisme chargé de la

mise en œuvre de pêcheries, dont la construction pourrait contribuer à la paix et à la sécurité dans la région. Les décideurs des deux pays ont autorisé la construction de trois axes routiers d'une longueur totale de 223 kilomètres reliant l'Ouganda et la République démocratique du Congo (Mpondwe-Kasindi-Beni : 80 km, Beni-Butembo : 54 km, et Bunagana-Rutshuru-Goma : 89 km) en réponse à la demande des habitants. Le NBD a par ailleurs tenu compte du rôle des femmes dans la chaîne de valeur de la pêche et a mené des consultations qui ont permis d'améliorer les résultats en matière d'égalité femmes-hommes. Cette dimension a été prise en compte lors de l'harmonisation des réglementations sur la pêche de manière à garantir un cadre législatif favorable à la parité femmes-hommes puis, au niveau opérationnel, en facilitant la participation des femmes à la prise de décisions concernant la gestion des lacs et des pêcheries.

4. *Projet polyvalent d'étude sur l'exploitation des ressources en eau de Baro-Akobo-Sobat (entre l'Éthiopie et le Soudan du Sud).* Le NBD a aidé les communautés à comprendre les possibilités de production d'hydroélectricité dans le bassin de Baro-Akobo-Sobat et les avantages qui en découlent. Les débats leur ont également permis d'indiquer les projets qu'elles souhaitaient voir financer en priorité, notamment les activités permettant de protéger les écosystèmes et de réduire la pauvreté grâce à la réhabilitation des moyens de subsistance après un conflit.

5. *Projet de mise en valeur des ressources en eau du fleuve Mara (entre le Kenya et la Tanzanie).* En décembre 2021, le NBD a facilité le dialogue entre le Kenya et la Tanzanie pour permettre aux populations locales de s'informer de l'état d'avancement du projet et de ses avantages potentiels et de faire part de leurs priorités et leurs préoccupations. Les questions abordées ont notamment

porté sur la création de réservoirs de stockage polyvalents pour l'irrigation, l'approvisionnement en eau des ménages, les petites centrales hydroélectriques et la mise en œuvre de solutions de gestion intégrée des bassins versants pour protéger l'environnement et promouvoir d'autres moyens de subsistance.

Près de 900 personnes ont participé aux dialogues transfrontaliers, soit 17 % de plus que l'objectif initial. Les parties prenantes qui ont participé à ces échanges étaient constituées à parts égales d'hommes et de femmes, alors que le projet anticipait une participation à 65 % féminine.

Les activités du NBD ont bénéficié directement à 4 001 personnes (1 853 femmes, 2 148 hommes)⁴. Le NBD a cherché à sensibiliser le plus grand nombre possible de femmes en organisant des sessions de formation qui leur étaient réservées et s'est efforcé d'assurer leur représentation lors des dialogues transfrontaliers afin que les décideurs tiennent compte de leurs priorités.

Renforcement du secrétariat du NBD : mise en œuvre de stratégies et de mesures clés favorisant l'efficacité et la pérennité du secrétariat

Le projet a financé en 2015 un exercice de cartographie des parties prenantes⁵ dans 11 pays du Nil afin de recenser les organisations, les réseaux et les relations entre les parties prenantes impliquées dans les initiatives de coopération et de développement. Cet exercice a permis de déterminer la représentation géographique, l'orientation thématique et les capacités des organisations de la société civile membres des Forums de discours nationaux.

En 2016, le projet a financé la formulation de stratégies pour la communication et la

sensibilisation, le suivi et l'évaluation, et pour la viabilité financière. Il a également appuyé la stratégie du NBD 2018-2022.

Le secrétariat du NBD a mis en œuvre un grand nombre des recommandations stratégiques, notamment des mesures visant à renforcer la communication et la sensibilisation ainsi que le suivi et l'évaluation.

Le projet a financé le plan de collecte de fonds 2022-2025 du NBD, destiné à guider les efforts déployés pour assurer la viabilité financière de l'organisation. Cette dernière étudie les recommandations de ce plan afin de mobiliser des ressources auprès de partenaires de développement et d'organisations non gouvernementales.

Le NBD a déjà mis en œuvre plusieurs mesures, notamment en proposant des services de conseil rémunérés, en assurant des formations et en mettant à disposition des données sur les risques d'inondation recueillies dans le cadre d'activités scientifiques de membres de la population.

Le NBD et CIWA ont levé des fonds auprès de trois bailleurs partenaires, et non quatre selon l'objectif qu'ils s'étaient fixé. La Fondation Coca-Cola et l'Institut IHE Delft pour l'éducation relative à l'eau ont apporté des fonds de 2017 à 2019 et la Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ) en Allemagne a contribué en 2022 à la mise en œuvre du projet *Women and Water in Communities for Change* qui promeut le rôle joué par les femmes dans le domaine de l'eau en tant qu'agents de changement au sein des communautés. Malgré le soutien apporté par CIWA au NBD dans le cadre du projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR), les financements dont il dispose actuellement ne lui permettront d'assurer les opérations du secrétariat que pendant deux années supplémentaires.

Améliorer la communication et la sensibilisation afin de mieux répondre aux besoins des membres

L'amélioration des canaux de communication a permis de renforcer les capacités des organisations de la société civile et des citoyens et de faciliter la coordination entre les organisations travaillant sur des questions connexes, ce qui accroît l'influence de la société civile dans les projets de développement.

Le NBD a également renforcé sa visibilité grâce à 36 mentions dans les médias, dont 7 au cours de la dernière année du projet.

Prochaines étapes

Malgré les efforts déployés pour lever des fonds, le NBD peine à assurer sa viabilité financière et doit impérativement s'emparer de ce problème. Les synergies existant entre le NBD et l'IBN permettent d'envisager des collectes de fonds conjointes. Toutefois, les accords de financement conjoints doivent garantir l'indépendance du NBD pour que celui-ci reste un interlocuteur de confiance pour les communautés et les investisseurs.

Le partenariat établi entre le NBD et l'IBN dans le contexte du NCCR permet aux deux organisations de contribuer plus efficacement à la coopération sur les eaux partagées. L'IBN identifie et prépare les projets transfrontaliers auxquels les pouvoirs publics accordent la priorité, tandis que le NBD dialogue avec les communautés pour évaluer leurs besoins et obtenir leur adhésion à ces projets. Il est indispensable que le NBD trouve rapidement des ressources supplémentaires, puisque le financement accordé au titre du NCCR lui permettra seulement de financer deux activités thématiques et ses fonctions essentielles pendant les deux prochaines années.

Amener tous les pays du Nil à poursuivre un même objectif de croissance et procurer des bénéfices tangibles à la population du bassin

4 Y compris les personnes participant aux formations, aux ateliers, aux réunions de gouvernance du Discours du bassin du Nil ou des Forums de discours nationaux et aux échanges transfrontaliers.
5 <https://nilebasindiscourse.org/e-resource-center/workshop-research-reports/nbd-nile-basin-countries-stakeholder-mapping-of-csos-network-members-and-their-partners,-2015.html>

Programme d'appui pour le bassin du Nil

Depuis son lancement en 2013 jusqu'à sa conclusion en 2022, le Programme d'appui pour le bassin du Nil a mené à bien trois projets grâce à un financement de CIWA de 1,66 million de dollars exécuté par la Banque mondiale : le projet de coopération à l'appui des résultats dans le bassin du Nil (NCORE), le projet de participation de la société civile au renforcement de la résilience sociale et climatique dans le bassin du Nil, et le projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR). Ce programme a ouvert des perspectives que ne permettaient pas les structures institutionnelles existantes, notamment la poursuite de dialogues entre pays riverains, l'adoption de technologies innovantes et de rupture, et la planification des investissements.

L'expertise mondiale et le soutien technique du programme ont également aidé l'IBN et les pays du Nil à promouvoir la formation de partenariats public-privé pour les projets d'investissement⁶, l'emploi de données de télédétection, l'adoption de mesures de sauvegarde environnementales et sociales, et la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans la conception des projets du NCCR. Les principaux résultats du programme sont les suivants :

Diplomatie de l'eau

Le programme d'appui pour le bassin du Nil a organisé des voyages d'études internationaux pour le personnel chargé de la gestion des ressources en eau pour leur permettre de se familiariser avec les pratiques optimales dans ce domaine ; il a fourni une assistance technique dans le cadre d'ateliers régionaux et de formations destinées aux médias et il a facilité des consultations. Les consultations, auxquelles l'Égypte a notamment participé, ont porté sur les moyens de guider la coopération conjointe, à l'échelle du bassin, pour la gestion des réservoirs et la prévision des inondations. Cette approche flexible a permis à la Banque mondiale de prêter son

concours pour encourager la coopération et d'appliquer de nouvelles technologies pour mieux déterminer l'état des ressources en eau dans le bassin. Ce soutien a donné accès à des outils d'analyse novateurs qui renforcent les capacités d'analyse spatiale et de télédétection, améliorent la durabilité environnementale et accroissent les avantages économiques et financiers grâce à la coopération.

Planification des investissements

Il s'est révélé nécessaire, durant l'examen par NCORE de nombreuses possibilités d'investissement dans la mise en valeur des ressources en eau, de définir un cadre stratégique pour établir l'ordre des priorités en ce domaine. Le Programme d'appui pour le bassin du Nil a apporté son soutien à l'IBN afin qu'il puisse i) élaborer un cadre de soutien à la coopération (par exemple, pour définir les orientations du programme d'investissement du Nil), ii) identifier des mesures de renforcement des institutions régionales, iii) établir l'ordre de priorité et de réalisation des projets d'investissement régionaux coopératifs, et iv) contribuer à la base de connaissances nécessaire pour étayer les investissements régionaux prioritaires. La planification du programme d'investissement du Nil se poursuit avec le soutien de l'Union européenne.

En parallèle du programme d'investissement du Nil, l'Unité de coordination du Programme d'action subsidiaire des lacs équatoriaux du Nil (NELSAP-CU) a regroupé les projets d'investissement préparés séparément par les pays membres en un seul Programme d'investissement des lacs équatoriaux du Nil (NELIP)⁷. Les deux portefeuilles pourraient alors se composer de projets d'investissement multisectoriels à forte visibilité, pilotés par les pays, amenant tous les pays du Nil à poursuivre un même objectif de croissance et procurer des bénéfices tangibles à la population du bassin. Ils devraient permettre de faire

efficacement face aux graves difficultés économiques, environnementales, et géopolitiques de la région, grâce à des investissements coordonnés au niveau des bassins et des sous-bassins tenant compte des interactions eau-énergie-alimentation-écosystèmes de plus en plus marquées.

La NELSAP-CU a désigné et examiné 15 critères de sélection régionaux des investissements en collaboration avec les pays membres. Ces critères ont été appliqués, au moyen d'un outil d'aide à la décision créé par l'IBN, pour classer par ordre de priorité 128 projets potentiels.

Les parties prenantes nationales (Comité consultatif technique et Conseil des ministres) ont comparé les avantages et les inconvénients des différentes combinaisons d'options de développement, en privilégiant la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire, l'emploi, les bénéficiaires, le coût des investissements et les revenus. L'addition des priorités des différents projets, dans chaque scénario, montre que c'est celui de la sécurité alimentaire – qui comporte 17 projets et a une bonne représentation géographique – qui arrive en tête.

Le programme de soutien dans le bassin du Nil a également soutenu les efforts déployés par la NELSAP-CU pour aider les États membres (Burundi, Éthiopie, Kenya, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Soudan et Tanzanie) à relever les défis liés à la mobilisation des ressources. Il les a aidés à cette fin à mener un processus de sélection de partenariats public-privé afin de renforcer leur capacité à forger de tels partenariats. Bien que cette activité n'ait encore donné lieu à aucun investissement concret, ce type de partenariat est un élément central de la démarche de la NELSAP-CU.

L'innovation au service du développement

Les pays du bassin du Nil ont impérativement besoin d'enrichir leurs données hydrologiques afin d'éclairer

6 <https://blogs.worldbank.org/ppps/harnessing-nile-s-potential-through-private-finance>

7 <https://nelsap.nilebasin.org/index.php/en/media-items/factsheets/36-nelip-program-brief-april-2020/file>

les processus de gestion des ressources en eau et de prise de décision. Des technologies innovantes et de rupture peuvent aider les pays à mieux comprendre les inondations et à améliorer le fonctionnement des infrastructures, même en l'absence de données de terrain et d'accords de partage des données.

Avec l'aide du programme NBSP, le Bureau technique régional du Nil oriental (ENTRO) a pu utiliser les cartes satellites des zones antérieurement inondées et des cartes des zones touchées par des inondations récurrentes pour enrichir sa connaissance de la dynamique des inondations et de leurs répercussions.

Le modèle et les bulletins mensuels sur les inondations qu'ENTRO publie à l'intention des États membres ont ainsi gagné en précision. Le projet pilote mené dans le Nil oriental ayant donné des résultats satisfaisants, le projet NCCR élargit la portée des activités poursuivies dans son cadre pour calibrer les modèles d'inondation de la région des lacs équatoriaux du Nil.

Le programme d'appui pour le bassin du Nil a également mis en œuvre un projet pilote Water Accounting+ (WA+)⁸ pour mettre à disposition un ensemble d'outils permettant de

déterminer les sources, la disponibilité et les utilisations de l'eau grâce à des technologies d'observation de la Terre accessibles à tous, produisant des données de télédétection et des séries de données mondiales. Cet outil permet à un modélisateur de procéder à des estimations du bilan hydrique d'un bassin sans données de terrain et, parce qu'il nécessite moins de données primaires, de le faire de manière bien plus économique. Cette activité a également intégré le Open Data Cube, une plateforme d'archivage et d'analyse des données d'observation de la Terre en libre accès, grâce à laquelle la mise en œuvre du projet WA+ sera plus efficace et son déploiement à grande échelle plus facile.

Employé surtout comme un outil d'estimation de l'utilisation et de la planification, WA+ peut vérifier les incidences et les bénéfices liés à des investissements dans la disponibilité d'eau au niveau du bassin ou du sous-bassin, ce qui est l'une des prescriptions du cadre environnemental et social de la Banque mondiale. Le projet pilote a été mis en œuvre dans le sous-bassin de Mara, que se partagent le Kenya et la Tanzanie. WA+ et d'autres plateformes de connaissances sont accessibles

à partir du portail de connaissances intégré de l'IBN⁹.

Prochaines étapes

L'aide apportée dans le cadre de ce programme a été un catalyseur important pour le projet NCORE, exécuté par le bénéficiaire, et pour le développement ultérieur du projet NCCR. En effet, elle a donné lieu à des innovations et à l'emploi de nouveaux outils et a largement contribué à la poursuite d'un dialogue plus inclusif au niveau du bassin, en particulier dans le contexte plus général d'une situation hydropolitique délicate. Les outils déployés dans le cadre du programme d'appui pour le bassin du Nil ont servi, lors de la prise de décisions conjointes par le Conseil des ministres, à la détermination des investissements réalisés et à la constitution de portefeuilles de projets. En outre, le projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR) a bénéficié de l'arrivée de nouveaux partenaires, le NBD et la Commission du bassin du lac Victoria (LVBC), ce qui a permis d'élargir la portée du soutien accordé. Le programme d'appui pour le bassin du Nil a pris fin en octobre 2021, mais une nouvelle phase pourra être envisagée si les financements le permettent.



Deuxième promotion de stagiaires du NCCR et équipe d'ENTRO, Addis Abeba, Éthiopie, juin 2022

8 <https://www.wateraccounting.org/>
9 <http://ikp.nilebasin.org/>

Projet de coopération à l'échelle du bassin pour la résilience climatique dans le bassin du Nil

Contexte

Lancé en 2021, le projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR) s'inscrit dans le prolongement de l'engagement de longue date de CIWA dans le bassin du Nil en renforçant la résilience face à l'insécurité hydrique et en transformant les infrastructures de gestion de l'eau afin d'atténuer les retombées de plus en plus intenses du changement climatique. Le projet apporte un soutien direct aux trois centres de l'Initiative du bassin du Nil (le Secrétariat du Nil [Nile-Sec], la NELSAP-CU et ENTRO), au Discours du bassin du Nil (NBD) et à la Commission du bassin du Lac Victoria (LVBC) afin de mettre en œuvre, de manière concertée les composantes relatives à l'atténuation des risques d'inondation et de sécheresse, au renforcement des capacités en matière de sécurité des barrages, à la planification et à la hiérarchisation des investissements dans le domaine de la qualité de l'eau, à la plateforme de coopération et à des services d'information innovants pour la planification d'investissements favorables à la résilience face au climat. Malgré l'aggravation de la violence et des conflits intérieurs et intraétatiques, les conséquences de la pandémie de COVID-19 et l'insécurité alimentaire et hydrique dans la région, le projet continue à renforcer le développement inclusif. Le soutien de CIWA au bassin du Nil renforce les processus itératifs sur lesquels repose la coopération, notamment l'instauration d'un climat de confiance, la création de capital social et l'adoption d'une vision stratégique commune à long terme.

Progrès réalisés

Plateforme de coopération

La plateforme de coopération permet aux pays de prendre des décisions concertées dans différents domaines (par exemple l'approbation des réserves de projets d'investissement, des programmes à

l'échelle du bassin et des stratégies régionales), notamment en ce qui concerne les plans d'investissement dans les bassins et la gestion des ressources en eau. Elle regroupe tous les mécanismes de l'IBN qui facilitent la coopération en proposant un espace pour la consultation, la planification et la prise de décision au niveau régional. Elle permet également de sensibiliser un public plus large aux bénéfices de la coopération. L'IBN a organisé des consultations pour faire le point de la situation en République démocratique du Congo, au Burundi, au Kenya et en Tanzanie dans le but d'estimer l'efficacité des plateformes dans les centres de l'IBN et du NBD. Il a également pris part au Forum mondial de l'eau à Dakar, à la Semaine de l'eau du Caire et à la Semaine de l'eau et de l'environnement en Ouganda.

Il est indispensable de renforcer les communications de l'IBN avec les pays et la société civile afin d'améliorer la réputation de prestataire de services de l'organisation dans le cadre du NCCR. La NELSAP-CU de l'IBN a développé des supports de communication institutionnelle (par exemple, des bulletins d'information, des notes de projet et des affiches), elle a organisé une réunion pour les médias en Ouganda et des formations pour les médias en Ouganda et au Rwanda, et elle a formé le personnel aux technologies de l'information et aux mesures de sauvegarde. La NELSAP-CU a en particulier organisé un atelier pour les trois centres de l'IBN dans le but de produire des rapports sur les avantages de la coopération en matière de ressources en eau transfrontalières pour la République démocratique du Congo et le Burundi. Ces activités devraient aboutir à la prise de décisions conjointes qui témoigneront d'une coopération plus étroite dans les domaines de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau, car elles donnent lieu à la poursuite de politiques communes, au partage de systèmes et

à l'échange d'informations par les États membres, autant de facteurs nécessaires à la prise de décision dans ce domaine.

Services d'information pour la planification d'investissements favorables à la résilience face au climat

Un projet de services d'analyse et de données pour le bassin du Nil est actuellement mené dans le cadre du projet NCCR. L'objectif est de faciliter l'accès à un grand volume de données en ligne (en ayant notamment recours aux puissants services en ligne d'observation de la Terre et aux données publiées par des institutions mondiales et régionales, dont l'IBN et ses membres) et d'analyses en nuage. D'importantes lacunes devraient ainsi pouvoir être comblées, en particulier grâce à la transmission d'informations synoptiques et multisectorielles sur le bassin du Nil et de les intégrer dans des tableaux de bord personnalisés, des outils d'aide à la décision et des documents électroniques interactifs. Les services de données et d'analyse dont ont besoin le Kenya, le Burundi et la Tanzanie ont été déterminés ; certains systèmes informatiques de l'IBN ont été renforcés ; et un contrat est sur le point d'être conclu avec un consultant qui sera chargé de fournir une assistance technique supplémentaire.

En octobre 2021, le Secrétariat de l'initiative du bassin du Nil (Nile-SEC) a organisé à l'intention de 286 participants un programme de formation hybride sur le mode de calcul des débits d'eau (sur le cloud et au moyen du langage Python) permettant d'analyser des données hydrologiques, issu des travaux du Groupe sur l'observation de la Terre pour la durabilité des ressources mondiales en eau (GEOGloWS) et du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (ECMWF)¹⁰. Cette formation a aussi porté sur les outils et systèmes utilisés

par le Nile-SEC (par exemple, le système de prévision du débit des cours d'eau, le portail intégré de connaissances et le suivi et la prévision des sécheresses), ainsi que sur l'accès aux données des services ECMWF et GEOGloWS et la correction des biais (en Python). L'IBN a diffusé des bulletins trimestriels de surveillance des bassins et des bulletins mensuels de surveillance et de prévision de la sécheresse. Le Nile-SEC a également procédé à la détermination des données et des services d'analyse concernant le bassin du Nil dont ont besoin le Burundi, le Kenya et la Tanzanie ; d'autres évaluations seront réalisées l'année prochaine.

Planification et ordre de priorité des investissements dans la qualité de l'eau

Le nouveau groupe de travail technique sur la qualité de l'eau a tenu sa première réunion en décembre 2021 afin d'examiner et d'adopter des critères d'identification des sites régionaux sensibles en matière de qualité de l'eau.

Le rapport d'analyse documentaire, la liste complète des sites sensibles et les critères de sélection ont été finalisés en avril 2022¹¹. Les consultations nationales visant à collecter des données pour l'étude de référence des sites sensibles répertoriés pour la piètre qualité ou la pollution de l'eau dans le bassin du lac Victoria, dans les baies du lac à Kagera/Akagera, et dans le lac Tana à la confluence entre le Nil blanc et le Nil bleu devraient commencer au début de l'exercice 2023.

Atténuation des risques d'inondation et de sécheresse

Les conflits et le climat d'instabilité dans le Nil oriental n'ont pas permis de mener à bien les évaluations de la situation des populations locales et de la parité femmes-hommes, mais la Banque mondiale a eu recours au financement du Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR) pour mettre à l'essai une évaluation communautaire de la parité femmes-hommes et de l'inclusion sociale dans les zones inondables de Juba, au Soudan du Sud. Les résultats du projet

pilote ont permis d'établir que les inégalités se manifestent principalement au niveau du taux d'alphabétisation, en particulier dans certaines tranches d'âge, ce qui pourrait réduire l'utilité d'un futur système d'alerte précoce des inondations. La portée de ce projet devrait être élargie et ses résultats devraient être regroupés avec ceux d'évaluations de plus grande envergure de manière à apporter des éléments d'information pour la conception de futurs systèmes d'alerte précoce des inondations plus pertinents. Le bureau technique régional du Nil oriental (ENTRO) va mettre en place un atelier de consultation régional afin d'évaluer les besoins en matière de prévision de la sécheresse et de procéder à une étude topographique de référence ainsi qu'à la collecte de données dans le but d'améliorer le système de prévision des inondations et d'alerte précoce. La NELSAP-CU a également demandé la mise au point d'un système d'alerte précoce des crues éclaircies pour l'ensemble du bassin.

L'IBN a publié des bulletins mensuels de suivi et de prévision de la sécheresse et trois bulletins de surveillance des bassins à l'intention de ses parties prenantes.

Renforcement des capacités en matière de sécurité des barrages

ENTRO et la NELSAP-CU ont mené à bien cinq des six formations prioritaires sur la sécurité des barrages prévues pour la première année du projet. Ces dernières ont porté sur la gestion globale de la sécurité des barrages, la surveillance, l'instrumentation et l'analyse des modes de défaillance. Les deux principales activités de la composante, menées à l'échelle du bassin consistent i) à élaborer un cadre de sécurité des barrages, et les directives correspondantes (sous la direction du bureau technique régional du Nil oriental [ENTRO]), et ii) à dresser un inventaire des barrages et des cadres de gestion des risques (sous la direction de la NELSAP-CU).

ENTRO coordonne le groupe de travail technique sur la sécurité des barrages, qui s'est réuni pour la première fois en mars 2022. Un financement complémentaire, au titre d'activités

exécutées par la Banque mondiale dans le cadre du programme conjoint Japon/Banque mondiale pour l'intégration de la gestion des risques de catastrophes dans les pays en développement, appuie également le renforcement des capacités en matière de sécurité des barrages. Les compétences spécialisées supplémentaires et les technologies innovantes mobilisées permettront d'accroître l'efficacité et l'impact des activités financées par CIWA.

Prochaines étapes

Le NCCR a obtenu un financement du Fonds fiduciaire coréen pour la croissance verte, exécuté par la Banque mondiale, qui servira à la préparation d'une stratégie régionale pour l'assainissement inclusif du lac Victoria. Ce financement permettra d'étudier les possibilités de promouvoir la participation du secteur privé et la création d'emplois, l'adoption de technologies et une plus grande efficacité de l'assainissement et de la réutilisation de l'eau.

Au début de l'exercice 2023, le NBD lancera un réseau régional de femmes sur le terrain, qui permettra de faire participer les femmes à la gestion intégrée des ressources en eau et, ainsi, d'orienter les projets en cours de préparation et de mise en œuvre. L'identification des représentants des réseaux nationaux et les premières réunions devraient commencer en septembre 2022, et la première réunion du réseau régional devrait se tenir en février 2023.

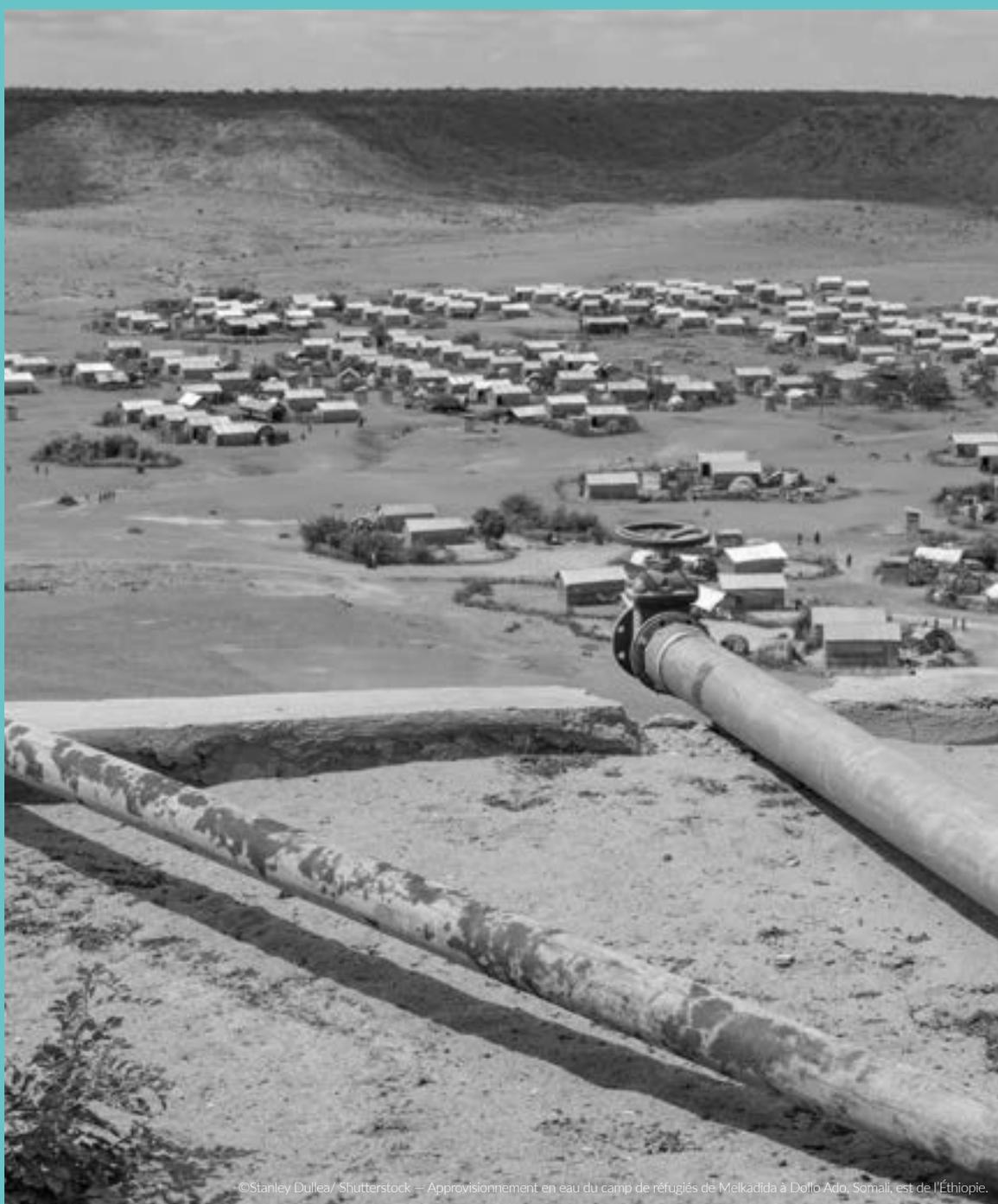
Le succès du projet dépendra de la qualité de la collaboration entre les organismes de mise en œuvre. Si les organismes ont dûment coordonné leur action dans les domaines thématiques, beaucoup reste à faire pour formaliser les modalités. Les réunions des groupes de travail techniques (qui comprennent également un groupe sur les inondations et les sécheresses) et les activités de renforcement des capacités ont contribué à améliorer la collaboration entre les groupes de travail et leurs homologues nationaux. Cependant, les groupes de travail doivent s'approprier les objectifs et les activités du projet afin de pouvoir travailler avec leurs systèmes nationaux respectifs et atteindre les objectifs du projet.

Évaluer les besoins en matière de prévision de la sécheresse et procéder à une étude topographique de référence ainsi qu'à la collecte de données dans le but d'améliorer le système de prévision des inondations et d'alerte précoce



Point de vue du terrain

Des mesures en faveur de la sécurité et de la résilience des ressources en eau dans le bassin du Nil



Insécurité hydrique, alimentaire et énergétique. Rapidité de la croissance démographique et de l'urbanisation. Conflits et tensions politiques. Ces tensions, toutes exacerbées par le changement climatique, existent dans de nombreuses régions du monde en développement, mais nulle part au même degré que dans le bassin du Nil.

Demandez à Isaac Alukwe, coordinateur régional de la NELSAP-CU, qui travaille en étroite collaboration avec l'équipe du projet NCCR. « La plupart des projections des modèles climatiques montrent que les températures de surface vont augmenter dans la région des lacs équatoriaux du Nil et que cela va accroître la demande en eau », explique-t-il. « Les pénuries d'eau seront, dans les décennies à venir, un obstacle majeur à la sécurité alimentaire et énergétique et à la réalisation des plans de développement des pays. »

Toujours selon M. Alukwe, « des écosystèmes, des habitats et des éléments de la biodiversité essentiels à l'échelle de la planète seront menacés, voire disparaîtront si les pays n'interviennent pas à temps ». Les pays doivent collaborer pour sécuriser les ressources en eau et protéger l'environnement, mais, ajoute-t-il « la politique, les tensions et la méfiance entre les États du bassin du Nil », sans parler des conflits armés en Éthiopie et au Soudan, entravent fortement la coopération.

C'est pourquoi le projet NCCR est si important pour la sécurité hydrique de la région.

« Il promeut et renforce la confiance et l'interaction entre les pays grâce au renforcement conjoint des capacités », explique M. Alukwe.

Le projet soutient la formation au renforcement des capacités régionales nécessaires pour consolider les compétences et améliorer la collaboration et encourage le dialogue de sorte que, par exemple, lorsqu'un pays en amont subit de fortes précipitations, il avertit le pays en aval des risques d'inondation.

M. Alukwe évoque le succès des rapprochements facilités par CIWA (et son prédécesseur, le Fonds fiduciaire du bassin du Nil) entre le Rwanda, la Tanzanie et le Burundi, qui ont permis de renforcer la coopération et de surmonter les tensions pour mener à bien le projet hydroélectrique régional des chutes de Rusumo. Le projet NCORE mené antérieurement par CIWA, a contribué à la mise en œuvre de l'investissement, qui est en voie d'achèvement.

Malgré les difficultés auxquelles est confrontée la région, M. Alukwe est optimiste quant aux opportunités qui découleront des efforts déployés par le NCCR pour promouvoir le dialogue et la coopération.

« Les États du bassin du Nil ont la possibilité de coopérer pour parvenir à des résultats de développement favorables pour tous dans les domaines de la gestion de l'environnement, des bassins versants, des eaux souterraines, des zones humides, des barrages et des problèmes de sécurité des barrages, de la prévision et de l'alerte précoce en cas d'inondations et de sécheresse, ainsi que de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets », explique M. Alukwe. « Il existe de nombreuses opportunités de développement qui, si elles sont bien exploitées, produiront des résultats bénéfiques pour tous au niveau transfrontalier. »

Le projet NCCR, qui devrait déboucher sur des investissements dans les prochaines années, représente « un guichet de financement très important pour promouvoir la collaboration ; il permettra en outre d'améliorer les capacités de préparation et de résilience des pays face aux chocs du changement climatique ».

Pour M. Alukwe, ce qui compte plus que tout, c'est que les efforts déployés par CIWA pour encourager la coopération transfrontalière « contribueront à la stabilité, à la paix et à la prospérité dans tous les pays riverains ».

AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE

Améliorer la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental	28
Initiative sur la sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad	31
Promouvoir la sécurité de l'eau pour sortir du piège des conflits et des risques climatiques dans le bassin du lac Tchad	32
Initiative sur les eaux souterraines au Sahel	34
Former la prochaine génération de spécialistes des eaux souterraines au Sahel	36



L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale font face à l'aggravation des effets du changement climatique, notamment à des épisodes de sécheresse prolongés et à des saisons des pluies imprévisibles qui provoquent des inondations dans le Sahel, déjà marqué par la fragilité, la violence, la faiblesse des institutions et l'instabilité politique. Ces phénomènes touchent plus durement les femmes que les hommes dans une région caractérisée par de profondes inégalités entre les sexes. CIWA s'est efforcé d'améliorer la gestion des ressources en eau en identifiant des investissements et l'action à mener et en comblant des lacunes au niveau des connaissances et des capacités. Il a par ailleurs entrepris une évaluation de la sécurité de l'eau dans la région du lac Tchad, première étape de l'élaboration d'un cadre de sécurité de l'eau qui aidera la région à surmonter ces difficultés.

Améliorer la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental

Contexte

La coopération technique pour l'amélioration de la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental est une initiative triennale qui vise à identifier des investissements et des actions stratégiques concrètes et à combler des lacunes fondamentales au niveau des connaissances et des capacités. Elle permet de recommander des investissements et des actions stratégiques susceptibles d'être soutenus par de futures opérations ainsi que par des évaluations et une assistance technique adaptées à la gestion des ressources en eau. Bien que cette initiative ait surtout pour objet de résoudre les difficultés que pose cette gestion, elle a été conçue compte tenu de l'interdépendance entre les ressources en eau et les activités d'autres secteurs. Les différentes interventions menées dans le cadre de cette initiative tiennent compte de manière proactive des effets du changement climatique et des difficultés inhérentes aux situations de FCV, comme l'instabilité et la violence, le manque de capacité des institutions publiques et les crises politiques prolongées.

Sept interventions ont été retenues au terme de consultations tenues entre le client et les unités de gestion de pays en 2020 : trois interventions nationales

(Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Ghana), une intervention régionale et trois activités thématiques régionales. Ces dernières, cofinancées par les unités de gestion de pays, concernaient le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana et les pays du G5 Sahel.

Progress réalisés

Burkina Faso – Exploiter les ressources en eau pour le développement

La note d'orientation sur l'exploitation des ressources en eau au Burkina Faso (*Burkina Faso—Mobilizing Water Resources Policy Note*), préparée pendant l'exercice 2021, a servi de point de départ aux discussions engagées entre la Banque mondiale et les autorités nationales sur les stratégies susceptibles de répondre aux grands défis que pose la sécurité de l'eau. Cette note a apporté des éléments d'information utiles à l'examen de la performance et des enseignements tirés du cadre de partenariat national et a été à l'origine d'un nouveau programme axé sur les résultats financé par l'IDA (en cours de préparation) sur la sécurité de l'eau, y compris ses dimensions transfrontalières.

La note d'orientation traite aussi des difficultés rencontrées et des possibilités offertes par la gestion des eaux transfrontalières, en particulier dans le

bassin de la Volta, et elle présente des recommandations, notamment un plan d'action préliminaire chiffré et l'ordre de priorité des investissements. Ces recommandations ont permis de concevoir un nouveau projet de prêt intégré sur la sécurité de l'eau qui sera financé par la Banque mondiale.

Côte d'Ivoire – Évaluation des carences au niveau de la gestion des ressources en eau

Les difficultés rencontrées par la Côte d'Ivoire pour gérer ses ressources en eau tiennent notamment à la nécessité de procéder à une nouvelle évaluation des réserves et de la demande en eau.

Le système national d'hydrométrie a subi de sérieux dommages pendant la longue période de conflits internes et est progressivement remis en état.

Bien que le pays dépende fortement de ses eaux souterraines, il ne dispose pas d'informations suffisantes sur les aquifères, sur leurs débits d'exploitation durables et sur les prélèvements actuels. Une première étude de l'exploitation des ressources en eau pour le développement en Côte d'Ivoire (*Mobilization of Water Resources for Development in Côte d'Ivoire*) présente un cadre utile pour relever les défis que posent, notamment, la gestion des besoins croissants des secteurs consommateurs d'eau, des arbitrages

requis par l'allocation de ressources aux différents secteurs, de la répartition inégale des ressources en eau entre les régions et à l'intérieur de celles-ci, de la qualité de l'eau et de la conservation des ressources en eau pour les générations futures.

Le rapport préliminaire présente une vue d'ensemble de la situation géographique et climatique de la Côte d'Ivoire, de l'examen des questions concernant les ressources en eau, des ressources physiques, ainsi que des connaissances et des problèmes institutionnels. Il donne aussi des informations utiles à la conception des composantes de gestion des ressources en eau qui doivent être incluses dans le projet intégré de sécurité de l'eau, en préparation, qui pourrait être financé par la Banque mondiale.

Ghana – Relever les principaux défis de la gestion des ressources en eau

Un diagnostic rapide a été réalisé dans le but de guider les interventions de gestion des ressources en eau qui permettent de renforcer durablement les moyens de subsistance dans le nord du Ghana, étant donné la contribution de la sécurité de l'eau à la croissance économique et à la réduction des migrations et des conflits.

Ce diagnostic a permis d'identifier les sept principaux obstacles¹² auxquels se heurte le Ghana dans la gestion et l'utilisation de ses ressources en eau, compte tenu notamment du changement climatique et des situations de FCV. Il a servi de cadre aux discussions entre le pays et la Banque mondiale sur les investissements qui devront être effectués en priorité à l'avenir et sur les actions stratégiques et institutionnelles connexes. Le diagnostic a également permis de recenser les défis que pose la coopération transfrontalière dans le bassin de la Volta et les possibilités de promouvoir cette dernière, en particulier les possibilités de coopération avec le Burkina Faso. Il a fourni les analyses et les travaux préparatoires nécessaires à une nouvelle opération concernant la sécurité de l'eau (notamment ses aspects transfrontaliers) qui appuiera le développement rural et la croissance dans le nord du Ghana.

Rétrospective sur les interventions de la Banque mondiale dans les eaux transfrontalières en Afrique de l'Ouest

Le rapport sur la rétrospective des interventions de la Banque mondiale dans le domaine des eaux transfrontalières en Afrique de l'Ouest (*World Bank Engagement in Transboundary Waters in West Africa: Retrospective and Lessons Learned*)¹³, publié en 2021, analyse les interventions menées par la Banque mondiale au cours des 20 dernières années, et en tire des enseignements susceptibles de guider les interventions futures. Le rapport aboutit à la conclusion que les activités de production de connaissances ont privilégié les évaluations techniques des ressources en eau et de leur gestion, au détriment d'analyses économiques poussées du rôle et de l'importance du secteur pour l'économie en général et pour les différentes parties prenantes. Cela vaut en particulier pour les pays en situation de fragilité, de conflits et de violence, car si le lien entre les ressources en eau et les conflits est généralement admis, il n'a pas encore fait l'objet d'une analyse approfondie. Selon le rapport, une telle analyse pourrait permettre de mieux intégrer ces questions dans les diagnostics régionaux et nationaux et de trouver des pistes pour poursuivre les interventions dans le domaine des eaux transfrontalières.

Il ressort de cette rétrospective que, bien que les organismes de bassins fluviaux aient été les partenaires de choix lorsqu'il s'est agi de faciliter la collaboration au sujet des eaux transfrontalières, leurs activités ont pu amener la Banque mondiale à limiter sa contribution par le passé, et à réexaminer à la fois son rôle et ses priorités dans la région. Une solution pourrait consister à intégrer les actions menées par ces organismes, les autorités nationales et la société civile et à préciser l'imbrication et l'enchaînement de leurs interventions tant au niveau des grandes orientations que des programmes ou des projets, afin de les rendre plus efficaces.

Le rapport a débouché sur la formulation d'une nouvelle approche de la conception des projets. Décrite dans le rapport sur le renforcement de la sécurité hydrique régionale pour accroître la résilience dans le G5 Sahel (*Strengthening Regional Water Security for Greater Resilience in the G5 Sahel*) celle-ci part du principe que le

contexte se caractérisera par l'instabilité et des conflits, et place leur gestion au premier plan (l'approche de gestion intégrée par problème¹⁴). Il faudra donc, pour les nouveaux projets, privilégier des investissements plus modestes et décentralisés, notamment dans des pratiques de maintien de l'humidité du sol et de stockage et de gestion des eaux souterraines.

Renforcer la sécurité hydrique régionale pour accroître la résilience dans les pays du G5 Sahel (projet régional)

La Banque mondiale a considérablement consolidé son portefeuille de projets concernant l'eau en Afrique en 2019-2020, ce qui montre qu'il lui faut revoir sa stratégie pour la prochaine phase de ses opérations dans la région. Le G5 Sahel a la possibilité d'améliorer la sécurité de l'eau pour stimuler le développement socio-économique et réduire la fragilité et les conflits dans la région. L'application d'un cadre de sécurité de l'eau à tous les niveaux est parfois un moyen plus approprié pour relever ces défis que des interventions menées dans une perspective axée sur un fleuve ou un organisme de bassin.

Cette activité a permis de compléter le rapport sur la sécurité de l'eau au cours de l'exercice 2022¹⁵, et d'élargir la portée des interventions dans le domaine de l'eau. Les mesures prises : i) concernent l'ensemble des ressources en eau, y compris les eaux souterraines, les cours d'eau et les eaux de pluie et de ruissellement, au lieu de se limiter aux bassins fluviaux transfrontaliers ; ii) améliorent l'intégration des utilisations multiples de l'eau (approvisionnement en eau et assainissement en milieu urbain et rural, irrigation, agriculture pluviale, pastoralisme et pêche) ; et iii) traitent des questions plus générales de fragilité et de conflits.

Le rapport présente une analyse générale des défis liés à la sécurité de l'eau et de leurs effets sur le développement socio-économique et la stabilité et propose des orientations pour les interventions de la Banque mondiale. Il sert de base à la poursuite de discussions plus poussées avec les interlocuteurs de la région, mais aussi à la définition des grandes lignes d'un projet concernant l'eau à l'échelle de la

12 1. Absence de prise de décision fondée sur des éléments probants ; 2. Mauvaise gestion du bassin ; 3. Gestion transfrontalière inefficace ; 4. Mauvais approvisionnement en eau ; 5. Services d'assainissement défectueux ; 6. Accès insuffisant aux services d'irrigation et inefficacité de ces derniers ; 7. Gestion des risques de catastrophes liées à l'eau

13 https://www.ciwaprogram.org/wp-content/uploads/CIVA_World-Bank-Engagement-Transboundary-Waters-West-Africa.pdf

14 <https://blogs.worldbank.org/water/integrated-problemshed-solution-water-security-g5-sahel>

15 <https://www.ciwaprogram.org/wp-content/uploads/Strengthening-Regional-Water-Security-for-Greater-Resilience-in-the-G5-Sahel.pdf>

région du G5 Sahel. Des travaux menés en concertation sont maintenant consacrés à la formulation d'une vision pragmatique qui tient compte de toute une gamme de besoins (par exemple, l'augmentation du stockage, l'action à mener face aux inondations et aux sécheresses, et la prestation de services de base) en soutenant des interventions appropriées aux niveaux local, national et du bassin/de l'aquifère.

Mise en place d'un stockage stratégique dans le Sahel occidental (activité thématique)

Les solutions à petite échelle et basées sur la nature contribuent de manière essentielle à la constitution de réserves d'eau fiables pour les populations rurales.

La Banque mondiale, appuyée par CIWA, et en collaboration avec un groupe de partenaires internationaux, a mis au point l'Explorateur de la collecte d'eau, un outil d'aide à la décision permettant de gérer le stockage de l'eau à petite échelle. Cet outil, disponible dans sa version bêta, utilise les données sur les conditions biophysiques locales, notamment les précipitations, la pente et la couverture du sol pour indiquer les possibilités de collecte d'eau disponibles en tout point. Il emploie des séries de données mondiales et s'appuie sur le répertoire de gestion durable des terres, WOCAT, pour déterminer les interventions possibles ; il est ensuite possible de préciser ces dernières en consultant les populations locales et en les validant localement.

Cet outil est maintenant utilisé dans le cadre de la formation des membres des agences d'exécution au Niger et au Nigéria, qui apprennent ainsi à l'utiliser pour identifier des projets

d'investissement et consulter les populations locales sur de nouveaux projets d'investissement. Il n'est actuellement utilisé qu'au Sahel occidental, mais d'autres régions souhaiteraient y avoir accès et le doter de nouvelles fonctionnalités.

Identifier des organisations de la société civile partenaires pour participer au dialogue sur l'eau dans le Sahel occidental

Les parties prenantes, y compris la société civile doivent impérativement coordonner leur action parce qu'elles dépendent toutes de ressources en eau transfrontalières limitées. Les organisations de la société civile peuvent promouvoir le programme de sécurité de l'eau et contribuer au développement socio-économique de la région, notamment en mettant l'accent sur la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale. Un rapport préliminaire sur la cartographie des organisations de la société civile au Sahel couvre deux aspects de la question : i) le recensement des organisations de la société civile, leurs liens institutionnels et l'analyse de leurs paysages politiques et juridiques et ii) la création d'outils permettant de mobiliser les associations communautaires.

Selon l'étude, qui a été achevée au cours de l'exercice 2022, si de nombreuses organisations de la société civile sont présentes au Sahel, la portée et la qualité de l'environnement juridique dans lequel elles évoluent varient considérablement, et les conditions nécessaires à leur participation à l'élaboration des politiques nationales et sectorielles ne sont remplies qu'au Burkina Faso. L'Autorité du bassin

du Niger est un partenaire naturel pour CIWA, puisqu'elle s'acquitte avec succès de certaines fonctions, mais son champ d'action est limité dans certains pays.

Il sera nécessaire de mieux comprendre les besoins des associations communautaires et de mieux collaborer avec les organisations non gouvernementales de manière à faciliter les échanges avec les pouvoirs publics pour pouvoir reproduire le modèle du Discours du bassin du Nil. Il est envisagé de faciliter la mise en œuvre du modèle : a) en collaborant étroitement avec certaines organisations de la société civile/organisations non gouvernementales partenaires dans quelques pays ; et b) en entamant dans le même temps des discussions avec des homologues au niveau du bassin (tels que l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal [OMVS] et l'Autorité du bassin du Niger) pour inscrire cette large participation dans leurs programmes de base.

Prochaines étapes

Les études menées au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Ghana, ont donné lieu à la préparation de nouveaux projets au niveau national, qui pourraient éventuellement soutenir la gestion des eaux transfrontalières (au Burkina Faso et au Ghana). De nouveaux projets bénéficiant d'un soutien de CIWA sont en préparation. Il s'agit notamment d'un projet régional transfrontalier dans la région du bassin du fleuve Niger/G5 Sahel et d'un projet transfrontalier dans le bassin du fleuve Sénégal qui vise à soutenir le développement communautaire autour des infrastructures d'eau.



©Basile Ouedraogo/ WaterAid - Femme ouest-africaine relevant un compteur d'eau

Initiative sur la sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad

Contexte

Les inondations provoquées par des saisons des pluies plus courtes, mais plus intenses et moins prévisibles ont fait des ravages dans la région du Sahel et devraient s'aggraver. Le changement climatique accroît la fragilité et les conflits liés aux ressources en eau et les populations se retrouvent dans un cercle vicieux marqué par l'insécurité et la fragilité des ressources en eau. Le lac Tchad, en particulier ses marais d'eau douce, permanents et saisonniers, les rivières et les deltas situés dans les zones humides du lac revêt une importance considérable pour les moyens de subsistance, la santé et l'écologie au Sahel. Il entretient un système socio-écologique diversifié et abondant qui relie les personnes et la nature. CIWA soutient une nouvelle série de discussions consacrées, dans le cadre du projet de sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad, aux menaces découlant des conflits, de l'instabilité, de la migration/du déplacement des populations et du changement climatique.

L'initiative doit principalement donner lieu à une évaluation de la sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad qui exploitera les leçons tirées des actions menées au cours des 20 dernières années dans la région par des institutions nationales et internationales, dont la Banque mondiale. Elle permettra ainsi de définir un cadre de sécurité de l'eau porteur de transformation en élargissant le champ des interventions pour englober l'ensemble des ressources en eau, y compris les eaux souterraines, et en intégrant mieux les multiples systèmes/niveaux de gouvernance de l'eau au-delà des organismes de bassins, en particulier dans les régions sensibles à la fragilité et aux conflits.

Progrès réalisés

Dans le cadre de l'évaluation de la sécurité de l'eau, CIWA, en collaboration avec la Commission du bassin du lac

Tchad (CBLT), a élaboré une matrice détaillée afin d'identifier les principaux problèmes et de cartographier les organisations et les projets permettant de les résoudre. Au cours du premier trimestre de 2022, CIWA a lancé une consultation auprès de plusieurs organisations clés travaillant sur les problèmes liés à l'eau dans le bassin, notamment l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement. Les analyses approfondies de problématiques spécifiques et l'évaluation de la surveillance hydrométrique entreprises durant l'année se poursuivront aussi l'année prochaine à un rythme soutenu.

Cette assistance technique permet également à la CBLT d'évaluer ses capacités en matière de surveillance hydrométéorologique et de gestion des données. Ces activités sont menées à la demande des clients qui souhaitent utiliser les informations sur l'eau pour la planification, les investissements, les systèmes d'alerte précoce, la recherche et la communication.

Prochaines étapes

L'équipe s'est fixé pour objectif de terminer une première ébauche de l'évaluation de la sécurité de l'eau en juillet 2022 afin d'en débattre avec les parties prenantes internes et externes. Une première version complète, prévue pour septembre 2022, permettra d'orienter l'élaboration d'analyses poussées des solutions envisagées pour résoudre des problèmes concernant notamment les eaux souterraines, les systèmes hydrométriques et les conflits liés à l'eau. Ces analyses seront ensuite partagées avec les parties prenantes, dans le cadre d'un séminaire organisé en étroite collaboration avec la CBLT en octobre afin de classer les recommandations par ordre de priorité.

Les analyses approfondies et l'évaluation de la surveillance hydrométrique donneront lieu à des consultations avec les autorités nationales et avec les organisations de la société civile dans la seconde moitié de 2022. L'analyse des questions relatives à l'eau et du piège climat-conflit s'appuiera sur les conclusions du Mémoire économique régional et examinera le rôle que peut jouer l'eau dans le développement régional et l'atténuation des risques liés au climat et aux conflits. L'analyse des eaux souterraines portera sur les activités qu'il est recommandé de mettre en œuvre et sur les aspects juridiques et institutionnels susceptibles de faciliter la mise en œuvre du mandat de la CBLT. L'analyse des organisations de la société civile permettra d'évaluer la possibilité de mettre en place une plateforme de discussion calquée sur le modèle du NBD en vue de donner à la société civile les moyens de participer aux discussions sur les investissements. L'évaluation des capacités de surveillance hydrométéorologique et de gestion des données donnera lieu à la consultation des agences nationales afin d'identifier les lacunes à combler dans la collecte et l'échange d'informations.

Une réunion régionale des parties prenantes devrait être organisée fin 2022 ou début 2023 dans le but de passer en revue l'évaluation sur la sécurité de l'eau et les analyses approfondies, et de formuler des recommandations sur les priorités dans le domaine de l'eau. Il est prévu d'organiser une série d'ateliers plus ciblés pour recueillir les retours du terrain et finaliser ces outils au début de 2023. Cela permettra de mieux comprendre les perspectives et les priorités des pays et du bassin dans son ensemble. Les ateliers serviront également à obtenir les commentaires des parties prenantes et susciter leur adhésion de manière à identifier les principaux besoins en matière de sécurité de l'eau, à améliorer le modèle de soutien à la gestion des eaux transfrontalières et à poursuivre le déroulement des projets exécutés par les bénéficiaires.

Promouvoir la sécurité de l'eau pour sortir du piège des conflits et des risques climatiques dans le bassin du lac Tchad

La richesse de la biodiversité du lac Tchad, de ses zones humides et de ses cours d'eau produit d'importants services écosystémiques et contribue aux moyens de subsistance, en particulier des pêcheurs, des éleveurs et des agriculteurs des pays qui bordent le lac (Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad) et des régions de la République centrafricaine qui se trouvent dans le bassin hydrographique actif du lac.

Malgré tout, ce vaste bassin productif connaît également de sérieuses difficultés. Outre les chocs climatiques, cette région affiche l'un des taux les plus élevés au monde d'extrême pauvreté, de conflits et de terrorisme, lesquels provoquent des déplacements massifs de population et fragilisent le tissu économique et social des communautés. La population du bassin est prise au piège des conflits et des risques climatiques. D'une



part, les facteurs de stress politiques, sociaux et sécuritaires accablent les pouvoirs publics et, d'autre part, le changement climatique accroît la variabilité du climat, notamment celle des régimes des précipitations, l'incertitude et, par conséquent, les risques de conflits.

Hycinth Banseka, directeur technique de la CBLT, participe aux côtés d'autres membres de la Commission et de CIWA à une évaluation visant à mettre au point une approche transformatrice de la sécurité de l'eau. Il explique comment les effets conjoints du changement climatique, du manque d'accès à l'eau et des conflits nuisent aux communautés locales. L'élévation des températures et l'évapotranspiration diminuent les ressources en eau auxquelles peuvent avoir accès les populations pour assurer leurs moyens de subsistance et leurs activités économiques, ce qui entraîne des conflits. Au Cameroun, par exemple, la diminution des ressources en eau a conduit certains pêcheurs à détourner des cours d'eau par des canaux afin de créer de petits étangs dans lesquels ils élèvent des poissons. Les animaux en pâture peuvent toutefois tomber dans les canaux qui traversent les plaines et se briser le cou, ce qui compromet les moyens de subsistance des éleveurs.

L'année dernière, des violences ethniques ont éclaté entre éleveurs et pêcheurs dans deux communautés tribales du nord du Cameroun, qui souffraient déjà des violences perpétrées par le groupe armé Boko Haram. Les affrontements ont fait au moins 12 morts en une semaine et ont poussé des milliers de personnes à fuir leurs foyers.

Si les actes de violence ne sont pas nouveaux, « les effets croissants du changement climatique et de la pénurie d'eau » risquent de multiplier les conflits si on ne parvient pas à améliorer l'accès à l'eau, affirme M. Banseka.

« Nous ne pouvons pas faire grand-chose contre le changement climatique », dit-il. « Ce que nous pouvons faire, c'est adopter de meilleures solutions » pour utiliser l'eau plus efficacement et réduire les impacts défavorables sur les ressources en eau.

Les conflits et les déplacements compromettent également la sécurité de l'eau. Plus de 3,2 millions de personnes ont été déplacées dans le bassin, dont 2,4 millions à la suite de l'insurrection de Boko Haram au Nigéria. Les femmes déplacées sont particulièrement vulnérables, en raison des conditions précaires dans lesquelles elles doivent travailler, notamment une alimentation en eau insuffisante et l'utilisation de puits manuels, qui les exposent à des conditions physiques difficiles et à la violence sexospécifique.

Les besoins en eau des réfugiés vivant dans des camps exercent une pression sur les ressources en eau locales, ce qui provoque des tensions avec les communautés d'accueil.

« Dans une communauté qui n'a qu'un ou deux points de forage où il est possible de puiser de l'eau potable », dit M. Banseka, « comment faire pour approvisionner des milliers de réfugiés en eau ? Cette situation crée des tensions et accroît le risque de conflits avec les communautés. »

L'amélioration de la gestion des ressources en eau et la promotion d'un accès plus équitable sont indispensables à la résilience.

« Nous devons concevoir des stratégies afin de garantir aux populations, où qu'elles vivent, l'accès à l'eau dont elles ont besoin, et ainsi réduire autant que possible les risques de conflits internes », déclare M. Banseka. Cela permettra aux habitants de développer leurs activités économiques et de maintenir leurs structures et leurs liens communautaires, et partant, de mieux résister aux chocs climatiques et aux menaces extrémistes.

La sécurité de l'eau est aussi indispensable au développement durable. « Il ne peut pas y avoir de développement dans un environnement incertain », dit M. Banseka. « La question est de savoir comment améliorer la sécurité et passer progressivement d'interventions d'urgence à des opérations de développement. »

L'évaluation de la sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad menée par CIWA examine les facteurs de risque — surtout le changement climatique — à l'origine de la vulnérabilité, de l'insécurité de l'eau et des conflits. Elle contribuera aux efforts déployés par la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds pour aider la région à prospérer.

Initiative sur les eaux souterraines au Sahel

Contexte

Face à la pénurie en eau dans le Sahel occidental et central (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad), aux effets du changement climatique et à la nécessité de parvenir à une gestion durable des ressources en eaux souterraines, tant au niveau régional que national, l'assistance technique proposée dans le cadre de cette initiative a trois objectifs. Elle vise à :

- i) promouvoir une agriculture irriguée de manière équitable par les eaux souterraines (en supprimant les obstacles et les limites à l'utilisation des eaux souterraines dans le cadre de la petite irrigation) ;
- ii) évaluer les possibilités de mise en valeur des ressources en eaux souterraines sur la base d'un examen des capacités d'évaluation et d'exploration des eaux souterraines ; et iii) renforcer l'expertise dans le domaine des eaux souterraines et assurer une participation équitable des hommes et des femmes en facilitant la coopération régionale en vue de former la prochaine génération d'experts en eaux souterraines.

Progrès réalisés

Améliorer l'accès aux eaux souterraines pour l'irrigation de l'agriculture

Le premier volet tend à éliminer les principaux obstacles qui limitent l'accès des petits exploitants agricoles aux eaux souterraines peu profondes. Cette composante consiste à identifier des technologies innovantes qui permettent d'utiliser les eaux souterraines pour l'irrigation et à explorer les aspects technologiques du forage et du prélèvement d'eau à faible profondeur afin d'optimiser les coûts d'investissement et d'exploitation des agriculteurs.

Pendant l'exercice 2021, l'assistance technique a porté sur les techniques d'irrigation utilisant les eaux souterraines et sur les obstacles différents rencontrés par les hommes et les femmes dans ce domaine. Au cours de l'exercice 2022, elle a permis d'achever une étude des technologies d'irrigation utilisant les eaux

souterraines peu profondes employées dans d'autres pays, notamment en Afrique et en Asie du Sud. Cette étude a servi à concevoir deux activités pilotes qui seront mises en œuvre dans trois régions du Burkina Faso (Hauts-Bassin, Centre et Centre-Sud) et deux régions du Tchad (Chari-Baguirmi et Mayo-Kabbe-Est), où de vastes zones abritent des eaux souterraines peu profondes dans des aquifères alluviaux et le socle rocheux. Il s'agira en priorité de traiter la question des puits creusés à la main et des obstacles à leur construction grâce à une série de démonstrations sur plusieurs sites d'irrigation de petites exploitations. Les principales composantes du programme pilote concernent les puits agricoles, les puits ouverts classiques, les systèmes de pompage à énergie solaire de faible capacité et les activités connexes, ainsi que les coopératives traitant les hommes et les femmes de manière équitable.

L'évaluation de la dimension de genre réalisée dans le cadre de ce projet a permis de montrer qu'il fallait confier la direction des parcelles à des femmes et que les systèmes d'exploitation devaient intégrer des coopératives de femmes/mixtes/jeunes, ainsi que des agricultrices chefs de famille ou des exploitations monofamiliales. La fourniture d'un appui technologique aux coopératives de femmes permettrait de remédier aux désavantages dont souffrent les femmes en matière de propriété foncière, de reconnaissance par les autorités locales, de soutien financier, de formation et de techniques agricoles.

Évaluer les possibilités de mise en valeur des ressources en eaux souterraines

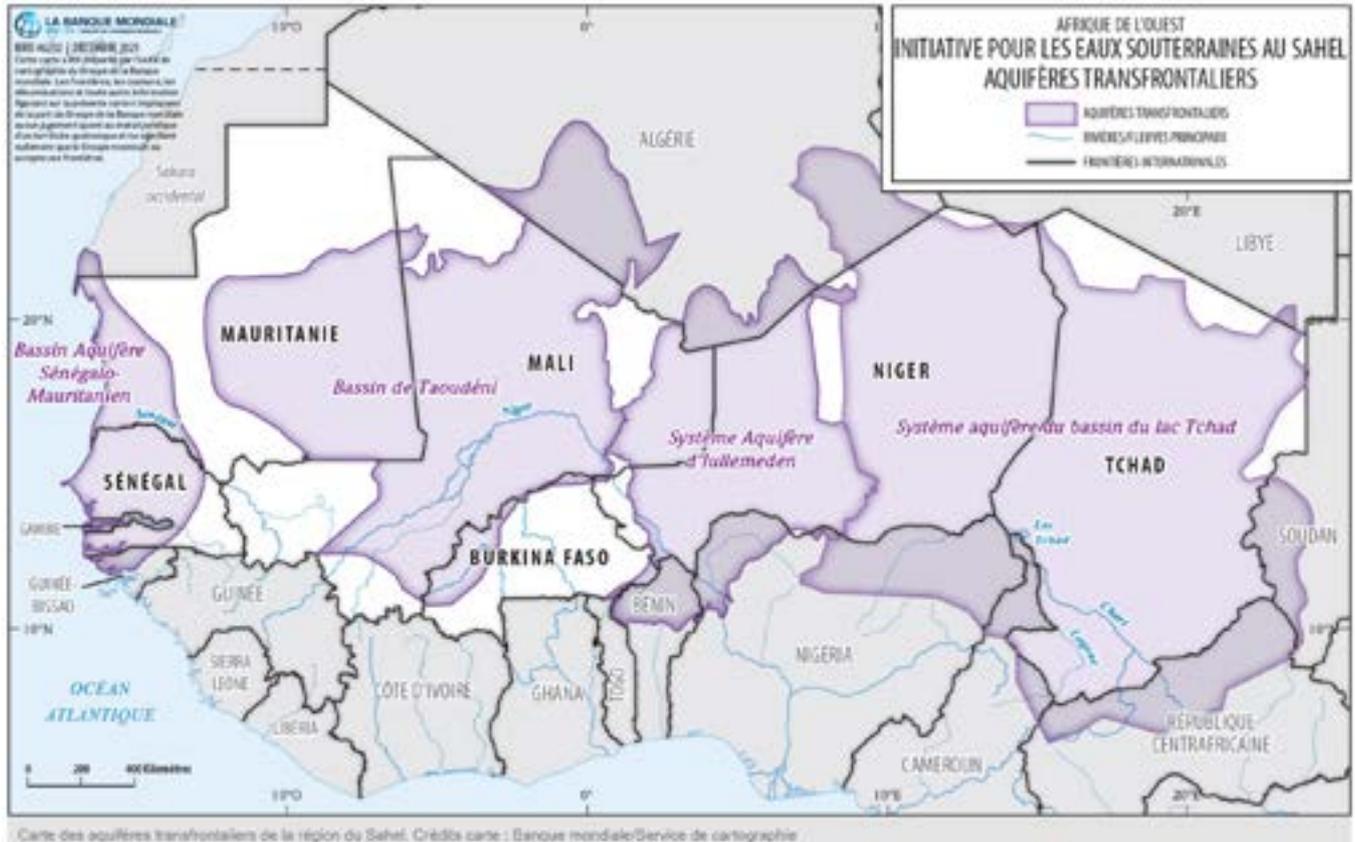
Le deuxième volet vise à dresser un état des lieux des eaux souterraines et des capacités d'exploration dans le Sahel occidental et central en évaluant les insuffisances à des analyses théoriques des ressources en eaux souterraines, de la quantification des ressources renouvelables en eaux souterraines et de la coopération scientifique sur les systèmes aquifères transfrontaliers. Cette composante permettra d'obtenir une vue d'ensemble des lacunes au niveau

des connaissances et des problèmes de gouvernance des ressources en eaux souterraines dans le Sahel occidental, dans les principales unités hydrogéologiques régionales : le bassin aquifère sénégalo-mauritanien, le bassin de Taoudéni, le système aquifère de lullemeden, le système aquifère du bassin du lac Tchad et le socle cristallin.

L'assistance technique a permis de réaliser une analyse des carences et une typologie des écosystèmes dépendant des eaux souterraines au cours de l'exercice 2021 puis, durant l'exercice 2022, a mis en évidence l'importance économique de ces écosystèmes et déterminé la manière dont une gestion des ressources en eaux souterraines soucieuse de ces écosystèmes peut contribuer à un développement équitable et durable. Les analyses des écosystèmes dépendants des eaux souterraines couvrent à présent l'Afrique subsaharienne et seront intégrées dans un rapport phare que la Banque mondiale prépare actuellement sur les eaux souterraines.

L'industrialisation, les activités minières, des installations d'assainissement défectueuses, une mauvaise gestion des déchets solides, et l'agriculture peuvent nuire à la qualité des eaux souterraines dans le Sahel, où les effluents ne sont pas suffisamment traités. Ces activités peuvent libérer des contaminants chimiques ou microbiologiques qui dégradent la qualité des eaux souterraines (et réduisent la disponibilité de l'eau potable). Il est par ailleurs très difficile de savoir dans quelles régions et dans quelle mesure les eaux souterraines peuvent être utilisées de manière durable parce que la qualité des eaux souterraines et les quantités disponibles sont loin d'être connues avec certitude.

Ce volet évalue également les options de protection des ressources en eaux souterraines urbaines en mesurant la contamination des eaux souterraines peu profondes dans certaines villes. En collaboration avec l'Institut national de l'eau basé à Cotonou, un centre d'excellence africain qui mène des recherches sur les



eaux souterraines, l'équipe a réalisé des études pilotes à Bamako, au Mali, et à Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso, qui permettront d'établir une base de référence pour la qualité des eaux souterraines urbaines peu profondes.

Renforcer l'expertise dans le domaine des eaux souterraines au Sahel

Le troisième volet a donné lieu à l'établissement d'un bilan des compétences dans le domaine des eaux souterraines au Sahel, qui a aussi couvert les obstacles qui limitent l'accès des femmes à une formation poussée dans ce domaine. Ce diagnostic a permis de recenser les mécanismes de coopération des instituts de recherche et des universités permettant de former de nouveaux spécialistes des eaux souterraines, tout en aidant les spécialistes sahéliens à

resserrer leur collaboration sur les aquifères transfrontaliers. Cette composante a permis d'identifier des partenaires régionaux et nationaux ainsi que des champions chargés de promouvoir l'échange de savoirs et le renforcement des capacités. Elle a également aidé les universités locales à élaborer des stratégies porteuses de transformations pour améliorer la qualité de la formation en premier cycle, de retenir les diplômés intéressés par l'étude des eaux souterraines et de créer un programme commun de maîtrise en hydrogéologie.

Prochaines étapes

Les rapports seront finalisés et communiqués aux unités de gestion de pays et aux parties prenantes du Sahel durant les derniers mois couverts par cette assistance technique, qui prendra fin vers le milieu de l'exercice 2023.

Leurs conclusions apporteront ainsi des éléments utiles à la préparation des futurs investissements dans la région. Le projet d'appui au pastoralisme dans la région du Sahel de la Banque mondiale (connu sous l'acronyme français PRAPS2) et la coopération technique pour le bassin aquifère sénégalo-mauritanien, qui vient d'être mise en place, ont déjà pris en compte certains des résultats. D'autres seront prochainement mis en pratique dans des projets en cours, comme les projets pilotes pour l'amélioration de l'irrigation menée par les agriculteurs relevant du projet de soutien à l'initiative d'irrigation du Sahel, et apporteront des éléments utiles au prochain projet régional pour l'eau à l'appui de la résilience et de la paix intitulé *Water for Climate Resilience and Peace* qui privilégie les investissements dans les eaux souterraines.

La pénurie en eau dans le Sahel occidental, les effets du changement climatique et la nécessité de parvenir à une gestion durable des ressources en eaux souterraines, tant au niveau régional que national ont donné lieu à cette assistance technique

Point de vue du terrain

Former la prochaine génération de spécialistes des eaux souterraines au Sahel

Maintenant que les eaux de surface sont menacées par le changement climatique en Afrique, les eaux souterraines deviennent une ressource vitale inexploitée. Pourtant, les connaissances limitées sur les ressources en eaux souterraines du Sahel, point chaud du changement climatique et l'une des régions les plus pauvres du monde, entravent les efforts entrepris pour définir des stratégies permettant de faire face à la pénurie d'eau. Le nombre d'hydrogéologues formés à la gestion durable des eaux souterraines est de surcroît insuffisant.



© Jorge Trevino / CIWA - Vue sur la rivière Chari depuis les locaux de la CBLT, février 2022

CIWA joue un rôle primordial en mobilisant les parties prenantes dans le but d'accroître le nombre limité de spécialistes des eaux souterraines du Sahel et renforcer leurs compétences. Il a apporté son soutien à une table ronde de sept jours organisée en mars 2022 à Nouakchott (Mauritanie), qui a permis à des universitaires chargés de la formation des spécialistes des eaux souterraines dans six pays d'identifier les principales lacunes que présente cette formation et de formuler des solutions.

Le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, et le Tchad ont pris la décision d'améliorer la qualité de la formation de premier cycle pour inciter les étudiants intéressés à se spécialiser dans les eaux souterraines et de créer un programme commun de maîtrise en hydrogéologie, ce qui pourrait changer la donne. De nombreux Sahéliens qui souhaitent faire carrière dans les eaux souterraines doivent poursuivre leurs études universitaires dans un pays étranger pour obtenir des diplômes de haut niveau et peuvent alors décider de rester dans ce pays pour y travailler. Un programme de maîtrise local pourrait inverser cette tendance et renforcer les compétences spécialisées de la région.

« Cette table ronde a permis d'approfondir la réflexion, de partager les expériences de chaque pays, de combler les lacunes et de trouver des solutions », a déclaré Mme Seynabou Cisse Faye, hydrogéologue senior et professeure associée, responsable de la formation en hydrogéologie au département de géologie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal).

Confrontée au défi consistant à accroître le nombre de femmes dans le département de géologie, Mme Faye a décidé de se tourner vers le domaine des eaux souterraines : « La géologie n'était pas une discipline très attrayante pour les femmes, et la formation des femmes ne suscitait guère d'enthousiasme. » note-t-elle

« Je me suis demandé pourquoi le nombre de femmes était si faible. C'est ce qui m'a poussé à m'engager dans ce domaine », explique Mme Faye, dont les travaux universitaires portent notamment sur la vulnérabilité et la pollution des systèmes aquifères dans les zones urbaines, les régions minières et agricoles, et sur la contribution des outils isotopiques à l'étude de la pollution. Elle a finalement accédé au poste de chef du département de géologie de 2017 à 2021 et dirige aujourd'hui le programme de maîtrise en hydrogéologie. Elle est également responsable scientifique du laboratoire d'hydrochimie du département.

Mme Faye a elle-même constaté combien il était difficile de recruter des étudiants intéressés par le métier de spécialiste en eau souterraine dans son université. « Notre principal problème à l'heure actuelle est la formation », dit-elle.

Par suite de l'insuffisance des ressources de l'université, le nombre d'étudiants qui s'inscrivent au programme d'hydrogéologie est près de cinq fois supérieur au nombre de places disponibles — qui est bien insuffisant pour répondre aux besoins de la région dans le domaine de la gestion des eaux souterraines. La table ronde a par ailleurs clairement montré que la qualité de la formation était inégale à travers le Sahel, de sorte que certains étudiants ne peuvent pas se former aux sciences de la terre et ainsi acquérir des compétences de base en géologie ou obtenir des stages ou des emplois.

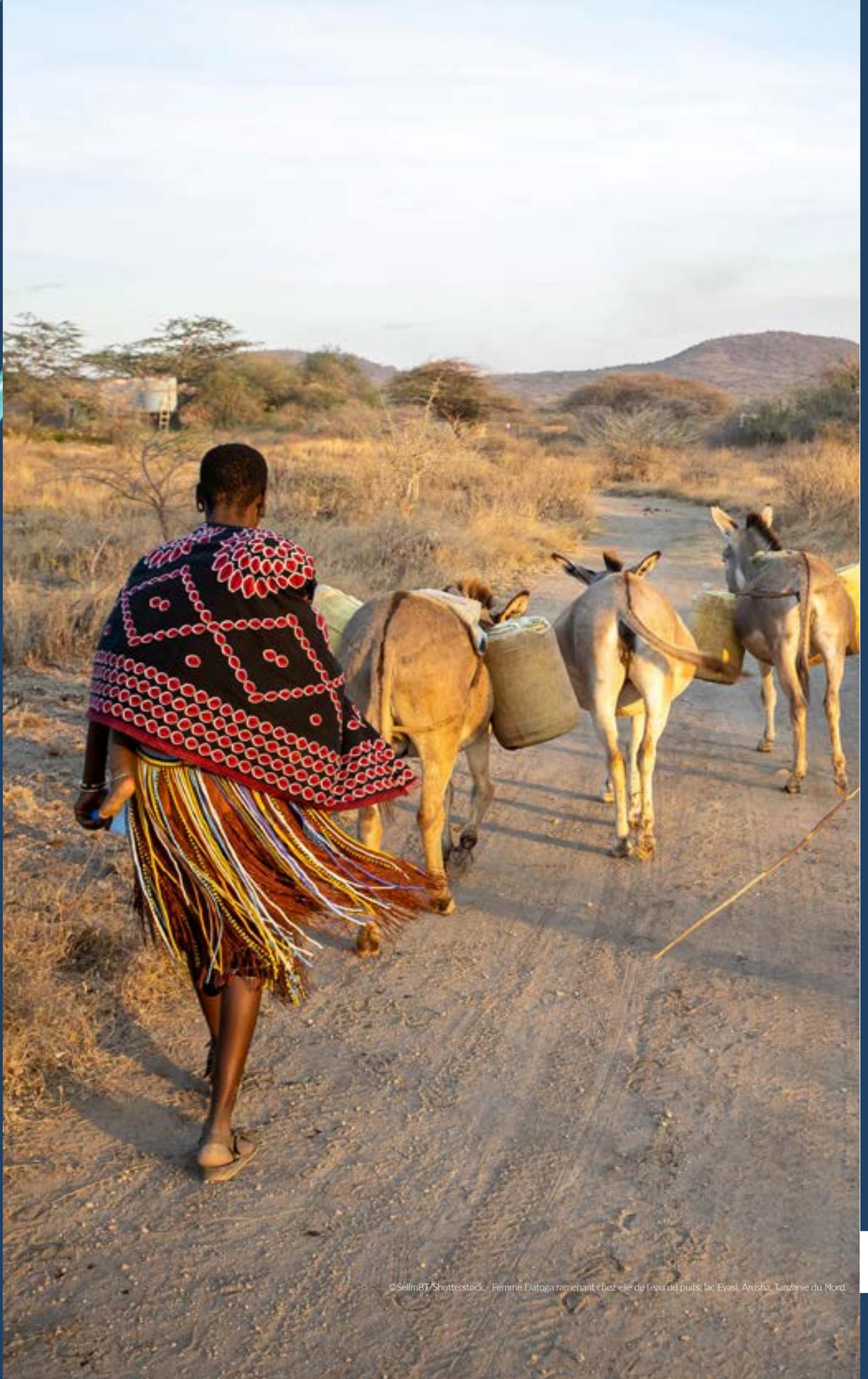
L'examen de ces difficultés et de ces opportunités communes aux six pays a contribué à renforcer les liens de confiance et de coopération. « Nous partageons certains bassins, avons le même climat, des contextes socio-économiques similaires et manquons tous de ressources en eau », note Mme Faye. « Il était dans notre intérêt de mettre en commun nos ressources et de créer un programme unique qui permettra aux universités de procéder à des échanges d'étudiants et de compétences... ce qui peut être profitable à tous les pays. »

Mme Faye estime que CIWA peut continuer à jouer « un rôle décisif en facilitant les rencontres entre les établissements de formation spécialisés dans les ressources en eau de différents pays, en créant des cadres de réflexion pour améliorer les connaissances, en identifiant les lacunes et en trouvant des solutions ensemble. »

Les participants à la table ronde ont accueilli très favorablement le programme de maîtrise envisagé. Ce dernier, dont l'élaboration et la mise en place devraient prendre trois ans, permettra d'exploiter les précieuses ressources en eaux souterraines de la région. « C'est une excellente idée », dit-elle. « Cela sera extraordinaire, vraiment fantastique ».

CORNE DE L'AFRIQUE

Initiative pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique	40
Gestion des ressources en eaux transfrontières en Somalie	42
Renforcement de la résilience dans la Corne de l'Afrique	44



©SelimBT/Shutterstock - Femme Datoga ramenant chez elle de l'eau du puits, lac Eyasi, Arusha, Tanzanie du Nord.

La Corne de l'Afrique subit les effets en cascade de la pire sécheresse enregistrée depuis quatre décennies. CIWA s'est efforcé d'améliorer l'accès aux eaux souterraines, qui sont essentielles à la sécurité hydrique dans la région. Il a permis d'enrichir la base de connaissances sur les eaux souterraines, de renforcer la capacité des partenaires à gérer et à développer cette ressource précieuse, et d'améliorer l'efficacité des initiatives régionales axées sur le renforcement de la résilience. CIWA a en outre aidé la Somalie à définir ses objectifs et à renforcer ses capacités en matière de gestion des ressources en eau transfrontalières.

Initiative pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique

Contexte

Les eaux souterraines constituent la principale source d'eau dans la Corne de l'Afrique, où 30 % de la population vit sur des terres arides et semi-arides. La région doit faire face à une sécheresse prolongée et intense et à des conflits causés par le partage inéquitable des ressources en eau souterraine. La nature transfrontalière des aquifères souterrains de la Corne de l'Afrique rend les évaluations et la surveillance des niveaux et de la qualité de l'eau particulièrement difficiles.

L'IGAD a lancé l'Initiative pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique afin d'atténuer les risques de conflits liés au partage des ressources en eaux souterraines dans ses pays membres (Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan et Soudan du Sud). Cette initiative, qui est sur le point d'être achevée, visait à renforcer la capacité des pays à gérer et valoriser les ressources régionales en eaux souterraines tout en élargissant la base de connaissances sur les eaux souterraines transfrontalières. CIWA a soutenu la réalisation de l'étude de faisabilité de l'investissement dans l'aquifère transfrontalier de Merti réalisée pour le Kenya et la Somalie. Cette étude couvrait : i) la collecte et l'analyse de données sur les eaux souterraines ; ii) l'étalonnage régional du modèle GeoSFM du bassin de la rivière Juba-Shebelle¹⁶ ; et iii) la formation à la diplomatie de l'eau.

Progrès réalisés

L'équipe a organisé des ateliers de validation nationaux sur la gestion des connaissances et l'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, en Somalie, au Soudan, et au Soudan du Sud au cours de l'exercice 2021. Ces derniers ont contribué à renforcer la base de connaissances sur les eaux souterraines de la région et à recenser les principales lacunes qu'il conviendra de combler en vue d'investissements futurs.

Le centre de prévision et d'application du climat de l'IGAD (ICPAC) a procédé à la modélisation hydrologique de la région pour évaluer les eaux de surface et les eaux souterraines peu profondes qui pourraient être disponibles, ainsi que leur variabilité et leur durabilité spatiale et temporelle au moyen, principalement, du modèle GeoSFM du bassin de la rivière Juba-Shebelle. La base de données régionale d'informations sur les ressources en eau développée par ce centre a contribué à la mise en place du géonode¹⁷ de l'IGAD (portail web spatial) et à la carte de surveillance des risques naturels en Afrique de l'Est (*East Africa Hazards Watch*).

L'initiative a également apporté son soutien à de précieuses opportunités d'échange de connaissances et d'apprentissage entre les experts et les praticiens des eaux souterraines de la

région. Le thème du 2^e Forum de l'eau de l'IGAD, qui s'est tenu en janvier 2022 à Entebbe (Ouganda), a mis en lumière l'intérêt porté par la communauté internationale à cette source d'eau invisible, mais vitale, en particulier dans les zones arides et semi-arides.

Les discussions ont mis en évidence la nécessité pour les États membres de placer la gestion des eaux souterraines au premier rang des priorités lors de l'élaboration des politiques et des budgets afin d'accroître la visibilité de cette question et d'attirer les investissements. Elles ont également souligné l'importance d'une bonne utilisation de l'eau face à l'aggravation des effets du changement climatique. Un voyage d'études régional organisé en 2022 pour promouvoir la collaboration et la coopération dans la Corne de l'Afrique en matière de gestion des aquifères transfrontaliers a permis d'observer les mécanismes de coopération entre l'Afrique du Sud et le Botswana. L'initiative a également facilité l'organisation d'une formation à l'IGAD sur la dimension de genre afin de renforcer la prise en compte systématique de cette question dans le cycle des projets et d'identifier les actions à mener à court et moyen terme pour renforcer les capacités dans ce domaine.

L'initiative a contribué à la préparation d'une étude pour l'investissement dans l'aquifère de Merti situé entre le

16 Le modèle géospatial de débit des cours d'eau (GeoSFM) permet de surveiller les conditions hydrologiques sur de vastes étendues et est conçu pour utiliser les données météorologiques produites par télédétection dans les zones où les données sont limitées.

17 <https://geonode.igad.int/>

Kenya et la Somalie afin de compléter les connaissances disponibles ; elle a établi des directives pour l'exploration, la gestion et la protection des eaux souterraines et a réalisé des plans visant au renforcement d'infrastructures liées à l'eau. Elle a par ailleurs donné lieu à la réalisation d'une étude au titre des évaluations d'impact environnemental et social correspondantes. L'étude, qui avait subi des retards liés à la situation sécuritaire sur le terrain, aux retombées de la COVID-19 et au manque de données disponibles, a été achevée alors que le projet arrivait à son terme à la fin de l'exercice 2022, après plusieurs ateliers de validation avec le Kenya et la Somalie.

Prochaines étapes

L'initiative a fourni une base et des enseignements précieux pour le nouveau programme d'assistance technique de CIWA concernant la gestion et l'étude des eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique pour promouvoir la résilience et pour la

conception et la préparation du programme de la Banque mondiale sur la mise en valeur des eaux souterraines pour la résilience (*GW4R, Groundwater for resilience*). Cette initiative régionale, financée par l'IDA à hauteur de 385 millions de dollars et approuvée en juin 2022, permettra de renforcer l'accès durable aux eaux souterraines et leur gestion dans les zones frontalières de la région.

Cette initiative a permis de poser les bases d'une collaboration future entre les pays de la Corne de l'Afrique et a donné lieu à l'élaboration d'une note conceptuelle visant à établir un centre d'information sur les eaux souterraines à l'IGAD, qui sera mis en place dans le cadre du projet sur la mise en valeur des eaux souterraines pour la résilience dans la Corne de l'Afrique. Le centre permettra d'améliorer l'utilisation durable des eaux souterraines en facilitant l'accès aux données et informations. Il éclairera la planification, la prise de décision et la mise en œuvre des projets, tant au niveau régional que national. Les enseignements tirés de l'étude sur l'aquifère

de Merti guideront la mise en œuvre du projet et aideront à déterminer l'ampleur des investissements nécessaires dans les zones transfrontalières.

Le projet de gestion et d'étude des eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique pour promouvoir la résilience a été lancé en avril 2022 pour soutenir le programme d'apprentissage régional du GW4R et les objectifs ultérieurs de renforcement des capacités institutionnelles. Le programme d'apprentissage sera déterminant pour apporter aux institutions des connaissances et des capacités concernant : i) le rôle des eaux souterraines dans l'intégration régionale de la Corne de l'Afrique ; ii) la prestation de services durables liés aux eaux souterraines ; et iii) la contribution des eaux souterraines à la lutte contre la fragilité et au renforcement de la résilience dans les zones frontalières. Il s'agira notamment de collecter des données résultant de la mise en œuvre des activités dans les pays participants en assurant une supervision renforcée et un suivi par des tiers.



Amors photo/ Shutterstock - Des porteurs d'eau patientent pour remplir leurs réservoirs d'eau à Baidoa, Somalie

Gestion des ressources en eaux transfrontières en Somalie

Contexte

CIWA a aidé la Somalie à formuler ses solutions de mise en valeur des ressources en eau dans les bassins de Juba et Shebelle et à concevoir son programme transfrontalier afin que le dialogue avec les pays voisins, le Kenya et l'Éthiopie puisse se poursuivre. L'assistance technique, qui a pris fin au cours de l'exercice 2022, a été fournie à la demande des autorités somaliennes qui souhaitent renforcer leurs capacités de manière à promouvoir un dialogue transfrontalier, les négociations, l'instauration d'un climat de confiance et l'échange d'informations.

L'assistance s'est élargie pour inclure la gestion des ressources en eau et de nouvelles sous-activités, notamment la formation à la modélisation des ressources en eau, le soutien à l'élaboration de la stratégie nationale des ressources en eau, et le développement de données pour la modélisation du débit des cours d'eau et les analyses au moyen de cubes de données. Cette assistance technique a permis d'établir les bases de la planification stratégique du secteur de l'eau, tout en dessinant dans les grandes lignes la stratégie et les priorités de la Somalie en matière d'eaux transfrontalières.

Progrès réalisés

L'assistance technique a permis au personnel du ministère somalien de l'Énergie et des Ressources en eau de se familiariser avec la gestion des eaux transfrontalières et la modélisation hydrologique et des ressources en eau.

Les interactions entre des experts de CIWA et d'autres organisations mondiales lors d'un atelier à Nairobi en 2018 et deux voyages d'études organisés à Astana (Kazakhstan) en octobre 2018 et à Genève (Suisse) en mai 2019 pour permettre au personnel des ressources en eau de découvrir les pratiques de référence ont contribué à faire évoluer les mentalités et, ainsi, permis de passer d'un jeu à somme nulle à une vision plus large du partage concerté des avantages.

Les restrictions de déplacement dues à la pandémie de COVID-19 ont empêché la réalisation de simulations hydrologiques à l'aide du modèle d'évaluation des ressources hydrologiques, mais les stagiaires ont acquis des connaissances et des compétences en matière d'hydrologie, de systèmes d'information géographique et de gestion des données. Cette assistance, qui a donné lieu à un renforcement plus poussé des capacités, à une concertation sur les actions à mener ainsi qu'à des activités de modélisation et de gestion des données hydrométéorologiques, a permis d'établir les fondements de l'assistance à venir de la Banque mondiale.

L'amélioration générale des opérations et de la prise de décision du ministère de l'Énergie et des Ressources en eau, qui ne figurait pourtant pas parmi les objectifs initiaux, a été un résultat aussi important qu'inattendu. L'équipe de CIWA a fourni des réponses opportunes et fondées sur des éléments probants aux questions techniques posées par le ministère de l'Énergie et des Ressources en eau sur des sujets sortant du cadre de la coopération sur les eaux transfrontalières, notamment la gestion de projets, l'organisation d'événements et la fourniture de services d'eau.

La nature de certains résultats a changé tout au long de la mise en œuvre, lorsqu'il est apparu que les conditions ne se prêtaient pas à la poursuite d'une activité exécutée par le bénéficiaire ou à un dialogue transfrontalier. Alors que l'assistance technique visait à établir un dialogue entre la Somalie et les pays voisins en amont, les efforts déployés par la Somalie à cette fin n'ont pas produit de résultat. Il n'a donc pas été possible de mener des activités pour promouvoir la collaboration transfrontalière, et les deuxième et troisième résultats attendus (un rapport de synthèse sur les activités de collaboration transfrontalière et un projet de termes de référence pour les activités de suivi exécutées par les bénéficiaires) n'ont pas été produits.

L'équipe de CIWA a donc ajusté les objectifs à atteindre pour inclure une évaluation très générale des solutions permettant de produire des données et des informations sur l'eau, ainsi que l'élaboration des solutions pour la surveillance des ressources en eau et la gestion de l'information.

Le premier résultat, « Somalie : gestion des données et de l'information au XXI^e siècle », s'inscrit dans le cadre du projet exécuté par la Banque mondiale « Somalie : l'économie de l'eau ». Compte tenu du manque de données disponibles dans ce pays, ce résultat servira de base à une analyse plus complète et approfondie des ressources en eau.

Le projet « Somalie : l'économie de l'eau » a particulièrement tiré profit de l'analyse des zones fluviales de Juba et Shebelle.

Le projet Biyoole a bénéficié des ateliers de renforcement des capacités sur la gestion et la modélisation des données relatives aux ressources en eau, puisque les 12 hydrologues formés supervisent désormais l'identification des sites pour le projet de 42 millions de dollars de la Banque mondiale. Ces hydrologues sont également les principaux experts techniques responsables de la préparation d'un projet Biyoole-II.

Le deuxième résultat a fourni au ministère de l'Énergie et des Ressources en eau diverses options pour la conception d'un programme national de surveillance et de gestion des informations concernant les ressources en eau. Le troisième résultat (révisé) prépare le terrain à la réalisation par la Somalie de progrès dans le domaine des informations sur les ressources en eau, qui sont déterminantes pour le développement de ses programmes nationaux et régionaux en matière d'eau transfrontalière.

La stratégie nationale sur les ressources en eau de la Somalie considère la question de la parité, notamment en incluant une composante axée sur l'élaboration d'une stratégie et d'un plan visant à promouvoir la parité femmes-hommes dans le secteur de l'eau.

L'assistance technique a également produit un document présentant une vue d'ensemble et les résultats produits par cinq options de gestion des ressources en eau (*Overview and Outcome of Five Water Resources Management Options*), qui constitue la première évaluation intégrée de la sécurité alimentaire et hydrique en Somalie.

Prochaines étapes

Les opérations menées par la Banque mondiale dans le secteur de l'eau en Somalie ont bénéficié de cette assistance technique de trois façons principales. Tout d'abord, la collecte de données et d'informations notamment

sur les risques et les opportunités liés à l'eau des fleuves Juba et Shebelle orientera les futures analyses du secteur de l'eau. Ensuite, les conclusions présentées permettront de façonner et d'étayer la section consacrée à l'eau du cadre de partenariat de la Banque mondiale à venir pour la Somalie. Enfin, les recommandations de la stratégie nationale des ressources en eau pèseront sur les futures opérations et sur une réserve de projets concernant la prestation de services, des infrastructures polyvalentes le long des rivières Shebelle et Juba, et la surveillance de l'eau. Ces opérations comprendront des plans de formation sur la modélisation hydrologique et des

ressources en eau qui n'ont pas été réalisés en raison des restrictions de déplacement liées à la pandémie de COVID-19.

La stratégie nationale de l'eau offre à la Somalie un cadre au sein duquel il sera possible à l'avenir d'illustrer et de discuter des questions et priorités sectorielles clés avec ses partenaires de développement, y compris la Banque mondiale. Il donne par ailleurs aux experts somaliens de l'eau les moyens de se faire entendre et de faire valoir leurs priorités dans un contexte où les programmes sont généralement définis et mis en œuvre avant tout par des agences internationales et des ONG.



©Michael Tsegaye/ UNICEF - Des éleveurs se rendent à Harshim, en Éthiopie, depuis les villes voisines et la Somalie, pour chercher de l'eau

Renforcement de la résilience dans la Corne de l'Afrique

Contexte

La Corne de l'Afrique est très exposée aux risques liés au climat¹⁸ ainsi qu'aux chocs et facteurs de stress connexes, notamment les conflits, l'insécurité alimentaire et les invasions de ravageurs. Ces derniers entravent la croissance et le développement qui pourraient résulter des liens commerciaux et relationnels forts qui existent entre les groupes et les communautés dans les zones transfrontalières de la Corne de l'Afrique.

La nature multisectorielle de ces risques et facteurs de crise exige la poursuite d'efforts concertés pour améliorer la préparation et la réponse de la région. La coopération technique a permis de renforcer les capacités des principales parties prenantes et de mettre en place des conditions plus favorables à l'intensification des efforts d'intégration et à l'identification des investissements destinés à renforcer la résilience.

Les activités, qui relèvent de trois piliers interconnectés (renforcement des informations pour la résilience, renforcement des institutions et des organisations pour la résilience, et renforcement de la base de connaissances pour les investissements régionaux en matière de résilience), ont porté sur les domaines clés permettant à la Corne de l'Afrique de se préparer et de réagir aux chocs.

Progrès réalisés

Dans un premier temps, la coopération technique a accompagné la préparation de produits qui ont défini la stratégie d'une Corne de l'Afrique résiliente, examiné les possibilités d'investissement dans la région, stimulé les échanges de données et amélioré les plateformes de coopération. Le bilan des initiatives régionales antérieurement menées par la Banque mondiale à l'appui de la résilience a conforté la base de connaissances sur le renforcement de cette dernière,

et débouché sur la publication du rapport *Invisible Bonds: Transboundary Resilience Building in the Horn of Africa*¹⁹ (Liens invisibles : renforcement de la résilience transfrontalière dans la Corne de l'Afrique). Cet ouvrage présente un nouveau cadre conceptuel pour améliorer la résilience transfrontalière destiné aux praticiens impliqués dans la conception et la mise en œuvre de projets visant à conforter la résilience.

Renforcer les informations pour la résilience

Le premier pilier de ce financement concerne l'enrichissement de la base d'informations pour la résilience par des données (par exemple, sur la base de ressources naturelles, les déplacements de population et d'animaux, la surveillance des maladies et les informations météorologiques) pour éclairer les politiques, la gestion partagée des ressources et la planification conjointe du développement. Ce pilier est axé sur les invasions actuelles de criquets pèlerins qui provoquent une crise complexe et transfrontalière nécessitant une coordination et un partage d'informations exceptionnels pour parvenir à une réponse efficace.

Les criquets pèlerins ont exacerbé les pressions exercées sur des communautés fragilisées par les sécheresses, les inondations, l'insécurité alimentaire et les conflits, et ainsi accru les tensions provoquées par la rareté des ressources en eau. Il est essentiel de comprendre comment les institutions locales et nationales peuvent, avec les capacités dont elles disposent, faire face à ces facteurs pour renforcer la résilience et assurer la gestion et l'utilisation durables des ressources naturelles.

L'équipe a produit une évaluation qualitative rapide de la gestion des risques liés à cette invasion dans la Corne de l'Afrique dans le but d'analyser les forces et les faiblesses des systèmes

de gestion du criquet pèlerin aux niveaux régional et national à Djibouti, en Éthiopie et au Kenya. L'évaluation s'est fondée sur un cadre conceptuel de gestion des risques concernant : i) des systèmes de surveillance et d'alerte précoce ; ii) des évaluations de la vulnérabilité et des répercussions ; et iii) des mesures d'atténuation, de préparation et de réponse. Il a ainsi été possible de coordonner des phases distinctes du cycle de gestion des risques de catastrophes. Par exemple, le suivi et l'alerte précoce (pilier 1) ont permis de déployer en temps voulu des mesures d'atténuation, de préparation et d'intervention (pilier 3), qui avaient été identifiées et élaborées à partir des connaissances des processus naturels et humains analysés dans les études de vulnérabilité et des répercussions (pilier 2).

L'évaluation a donné lieu à des recommandations et fourni l'occasion d'approfondir la collaboration entre l'IGAD et d'autres partenaires, tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence française de développement (AFD). L'évaluation et le dialogue régional ont permis de parvenir à un accord sur une série d'actions, dont plusieurs sont incorporées dans les projets d'investissement du Programme de réponse d'urgence aux invasions acridiennes (ELRP) de la Banque mondiale.

Consolider les institutions et les organisations pour améliorer la résilience

Étroitement liées aux piliers 1 et 3, les activités du pilier 2 s'articulent essentiellement autour de l'identification et de la planification de quatre produits d'information clés. Elles concernent : i) un diagnostic de la réponse au criquet pèlerin ; ii) une évaluation institutionnelle de la gestion régionale des eaux souterraines ; iii) un rapport de synthèse intitulé *Strengthening Local Institutions for Resilience in the Horn of Africa*, (Renforcer

18 Les pays de la Corne de l'Afrique font partie des 20 % les plus vulnérables au changement climatique selon l'indice mondial d'adaptation de Notre-Dame (indice ND-GAIN). Cet indice mesure la vulnérabilité face au changement climatique et la capacité de renforcer la résilience.

19 https://www.ciwaprogram.org/wp-content/uploads/W22000_Invisible-Bonds_Transboundary-Resilience-in-HoA_Accessible.pdf

les institutions locales pour améliorer la résilience dans la Corne de l'Afrique) et iv) une évaluation qualitative rapide visant à consolider la gestion des risques de sécheresse au Kenya.

L'évaluation institutionnelle des eaux souterraines donne un aperçu du rôle des communautés dans la gestion des ressources et des difficultés et opportunités que présentent les eaux souterraines pour la promotion de la résilience face au changement climatique. Le rapport de synthèse²⁰ présente une typologie des parties prenantes impliquées dans la promotion de la résilience et formule des conseils à l'intention des équipes opérationnelles de travail de la Banque mondiale pour la mise en œuvre des projets de renforcement de la résilience.

Consolider la base de connaissances pour les investissements régionaux en matière de résilience

Le pilier 3 privilégie l'amélioration de la base de connaissances afin de guider l'identification des investissements régionaux. Dans le cadre de cette activité, deux ateliers virtuels ont été organisés ; ils avaient pour objectif de faciliter le dialogue entre les pays de la Corne de l'Afrique sur les politiques et les mesures de coordination de manière à renforcer l'intégration régionale pour promouvoir la résilience. L'équipe a également identifié les meilleurs moyens d'encourager l'exploitation et l'entretien à long terme des forages d'eau souterraine en milieu rural, ce qui a permis d'élaborer un manuel de financement basé sur les performances.

L'évaluation qualitative rapide à l'appui du renforcement de la gestion du risque de sécheresse apporte des informations et des recommandations concernant les activités de lutte contre la sécheresse au Kenya. L'évaluation se base sur les trois piliers du programme de gestion

intégrée de la sécheresse²¹ pour éclairer les interventions poursuivies par le pays à cette fin dans le cadre du nouveau projet GW4R de la Banque mondiale.

Prochaines étapes

Cette coopération technique, qui s'est achevée au cours de l'exercice 2022, a permis de réaliser de solides progrès au niveau des trois piliers. Il conviendra de mettre à l'épreuve les résultats et les conclusions établis jusqu'à présent, ce qui exigera un travail de terrain continu (au moyen d'ateliers, de groupes de travail et de forums de connaissances). D'autres éclairages analytiques découleront du dialogue avec les partenaires de développement et les praticiens, notamment les équipes opérationnelles de la Banque mondiale, pour intégrer les différents aspects de renforcement de la résilience et garantir la poursuite d'une méthode de suivi et d'évaluation fiable.



©Angelica Ospina Parada - Système rural d'approvisionnement en eau de Lodwar, comté de Turkana

20 Cette publication s'inspire d'une analyse identifiée dans le rapport *Invisible Bonds* (Liens invisibles) et sur d'autres travaux analytiques de la Banque mondiale, notamment les rapports *Poverty and Vulnerability in the Ethiopian Lowlands* (Pauvreté et vulnérabilité dans les plaines d'Éthiopie) et *From Isolation to Integration: The Borderlands of the Horn of Africa* (De l'isolement à l'intégration : les zones frontalières de la Corne de l'Afrique).

21 <https://www.droughtmanagement.info/pillars/>

AFRIQUE AUSTRALE

Initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse

48

Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres
de la SADC – Phase II

51



La sécheresse prolongée en Afrique australe exacerbe l'insécurité hydrique et alimentaire ainsi que la pauvreté et la fragilité économique. Afin de remédier à cette situation, CIWA s'efforce de résoudre les grandes difficultés que pose la gestion des ressources de plus en plus importantes en eaux souterraines dans la région. Il s'est employé à renforcer la résilience face aux vastes répercussions des sécheresses en s'attaquant aux risques de sécheresse transfrontalière, en encourageant la coopération dans le cadre de la gestion des eaux partagées et en favorisant la poursuite d'efforts conjoints de gestion durable des aquifères transfrontaliers.

Initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse

Contexte

La sécheresse est le choc climatique le plus coûteux et le plus meurtrier que subit l'Afrique australe, car il a des répercussions sur les moyens de subsistance, les économies et les écosystèmes²². La plupart des 16 États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) souffrent, à des degrés divers, d'une insécurité hydrique due à l'accroissement de la fréquence et de l'intensité des sécheresses. CIWA a mis en place la coopération technique de l'Initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse (SADRI), qui opère depuis plus de deux ans, afin de renforcer la résilience face aux effets multisectoriels de la sécheresse et de lutter contre le changement climatique de manière plus générale.

SADRI œuvre pour une région résiliente face à la sécheresse dans laquelle les autorités publiques, les institutions et les ménages peuvent surmonter les effets du changement climatique et les chocs économiques qui en découlent et prospérer. L'initiative présente un programme d'intégration régionale et des priorités (telles que le plan d'action stratégique régional de la SADC) pour lutter

contre ces risques de sécheresse tout en encourageant une gestion concertée des ressources naturelles partagées. SADRI opère dans les trois domaines clés du cadre de gestion intégrée du risque de sécheresse : i) les systèmes de surveillance de la sécheresse et d'alerte précoce ; ii) les évaluations de la vulnérabilité et des risques de sécheresse ; et iii) la préparation, l'atténuation et la réponse à la sécheresse. Ces composantes forment une stratégie globale de la gestion du risque de sécheresse à l'échelle des interactions eau-énergie-alimentation-écosystèmes.

SADRI fournit une assistance technique et des analyses relevant de trois piliers — villes, systèmes énergétiques, moyens de subsistance et sécurité alimentaire — et un programme global pour coordonner l'initiative. Le pilier « villes » contribue à l'utilisation efficace des systèmes nationaux d'hydrométrie et de gestion des risques de sécheresse en renforçant l'expertise technique ainsi que les systèmes d'alerte précoce et la planification grâce à l'emploi systématique d'outils permettant d'évaluer les vulnérabilités et de créer des opportunités d'amélioration de la résilience²³. Le pilier « systèmes énergétiques » évalue les efforts de création de systèmes énergétiques plus résilients, comble des

lacunes importantes dans l'analyse des interactions eau-énergie-alimentation-écosystèmes et éclaire la prise de décision des exploitants de barrages hydroélectriques, tandis que le pilier « moyens de subsistance et sécurité alimentaire » traite des possibilités d'adopter des méthodes agricoles adaptées au changement climatique et de diversifier les moyens de subsistance. Ce pilier met également à profit la structure de gouvernance des zones de conservation transfrontalières, qui replace la conservation de la biodiversité dans une perspective régionale.

Progrès réalisés

Programme global

L'initiative a permis de dresser un bilan et d'évaluer ce dont ont besoin les pays membres pour être résilients face à la sécheresse aux niveaux national et régional. Cet exercice, qui a suivi un atelier régional virtuel en 2021 (auquel ont participé plus de 90 personnes issues de 30 institutions), a permis d'établir 16 profils nationaux de résilience face à la sécheresse et un profil régional²⁴ recensant les points communs et les principales opportunités, qui ont guidé les processus de consultation²⁵. Ces résultats

22 vis-Reddy, C.L. et Vincent, K. 2017 : *Climate Risk and Vulnerability: A Handbook for Southern Africa* (2nd Ed), CSIR, Pretoria, Afrique du Sud & Base de données internationale sur les catastrophes (<http://www.emdat.be>)

23 Le pilier « villes » enrichit les systèmes d'alerte précoce et la planification grâce à l'emploi standard d'outils permettant d'évaluer les vulnérabilités et de créer des opportunités d'amélioration de la résilience face à la sécheresse. Les mesures pertinentes d'atténuation comprennent des notes d'orientation, des plans d'intervention d'urgence et la planification ou l'application de solutions de gestion adaptative de l'eau. Ce pilier a pour objet d'apporter des éléments aux projets de la Banque ci-après : Sécurité et efficacité de l'usage de l'eau en situation d'urgence ; le WSSAP d'Eswatini ; gestion intégrée du sol et de l'eau ; et le 2^e service de conseil remboursable pour le secteur urbain en Afrique du Sud.

24 Tous disponibles sur <https://www.ciwaprogram.org/fr/afrique-australe/>

25 SADRI développe des profils de résilience à la sécheresse pour chacun des 16 États membres de la SADC et un profil régional complet qui capture les points communs et les principales opportunités, et fournit ainsi des informations qui facilitent l'identification des opportunités d'investissement dans la gestion du risque de sécheresse au niveau régional. Les profils de résilience face à la sécheresse ont permis de mieux comprendre l'état de la gestion du risque de sécheresse en identifiant i) les principales parties prenantes ; ii) les cadres politiques et institutionnels, et iii) la disponibilité et le fonctionnement des systèmes clés pour améliorer la résilience à la sécheresse.

aideront à identifier des investissements envisageables pour la gestion des risques de sécheresse au niveau régional.

L'équipe a également mis en place un centre de connaissances sur la résilience face à la sécheresse²⁶ en 2021 dans le but de diffuser les principaux enseignements tirés de l'initiative, ce qui a favorisé le partage des connaissances et encouragé le dialogue entre les parties prenantes. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a intégré les résultats dans son programme d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité régionale²⁷.

Pilier « Villes »

Ce pilier a contribué à l'élaboration d'un projet de boîte à outils, dont la présentation est prévue pour l'exercice 2023 en vue de promouvoir une gestion proactive du risque de sécheresse et l'amélioration de la résilience des villes face à la sécheresse.

Il a produit un projet de boîte à outils pour la résilience des villes face à la sécheresse (à l'attention des équipes de la Banque mondiale) et des notes régionales qui fournissent un cadre conceptuel, des directives, des méthodologies, des outils et des sources de données qui vont accompagner l'engagement des clients, compléter les initiatives et les projets en cours, et en faire naître de nouveaux. L'équipe travaille en étroite collaboration avec les équipes nationales pour examiner la validité des documents en procédant à des analyses rapides et des études de cas, qui doivent couvrir Dar es-Salaam (Tanzanie) ; Toliara (Madagascar) ; Blantyre (Malawi) ; Lilongwe (Malawi) ; Bulawayo (Zimbabwe) ; Gaborone (Botswana) ; Windhoek (Namibie) ; et Le Cap (Afrique du Sud). Les notes d'orientation régionales s'adresseront aux clients et aux autres parties prenantes externes ; elles s'appuieront sur des études de cas en Afrique et dans le reste du monde réalisées dans le but d'améliorer les systèmes de surveillance et d'alerte précoce en matière de sécheresse, la réforme des politiques et des institutions, la planification et les investissements. Elles fourniront des recommandations pratiques pour évaluer les effets des sécheresses urbaines, s'y préparer et y faire face.

Pilier « Systèmes énergétiques »

Le pilier « systèmes énergétiques » regroupe les produits d'information qui soutiennent les efforts visant à garantir des systèmes énergétiques résilients pour les opérateurs hydroélectriques et les services publics d'électricité. Ce pilier comble les lacunes importantes de l'analyse des liens existant entre eau-énergie-alimentation-écosystème, améliore la prise de décisions opérationnelles par les exploitants de barrages et appuie les priorités stratégiques du pool énergétique d'Afrique australe (SAPP) de la SADC, qui comprend les compagnies nationales d'électricité²⁸. Il a été nécessaire, pour des raisons juridiques, de mieux comprendre la manière dont le pool opère en situation de stress en modélisant les effets de la sécheresse. L'objectif est d'aider la Banque mondiale et les clients à comprendre comment le SAPP peut se montrer résilient face à la sécheresse et à déterminer les principaux domaines dans lesquels il convient d'investir.

Les travaux d'évaluation de la vulnérabilité et de la résilience face à la sécheresse du SAPP ont commencé, en collaboration avec le centre de coordination du SAPP. L'étude comporte trois phases : i) une évaluation des répercussions de la sécheresse sur le SAPP ; ii) un examen des circuits d'énergie et des obstacles à la résilience grâce aux échanges d'électricité ; et iii) l'identification des investissements prioritaires pour accroître la résilience. SADRI financera la première phase, mais son appui aux phases suivantes dépendra du calendrier et de la disponibilité des fonds.

Pilier « Moyens de subsistance et sécurité alimentaire »

La mise en œuvre de mécanismes d'urgence en cas de sécheresse dans le cadre des opérations d'investissement, une des activités prévues dans le cadre de ce pilier, a été achevée au cours de l'exercice 2022. Deux autres activités seront achevées au cours de l'exercice 2023 : i) développer des chaînes de valeur agroalimentaires pour gérer et financer l'atténuation des risques liés à la sécheresse et ii) combler les lacunes en

matière d'analyse et de connaissances sur l'utilisation de l'eau et les possibilités de diversifier les moyens de subsistance dans la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo qui s'étend du Mozambique à l'Afrique du Sud en passant par le Zimbabwe. **Il importe, dans le cadre de la conception de chaînes de valeur agroalimentaires pour les risques de sécheresse, de réaliser des études pour aider les autorités de la province du Cap-Oriental à identifier les zones pouvant être irriguées de façon à favoriser une horticulture inclusive et améliorer la résistance aux sécheresses.** Les zones sont choisies en fonction des possibilités d'utilisation des terres, des évaluations des quantités d'eau disponibles, d'une analyse financière et des bénéficiaires recensés. L'étude examine trois options : les petits domaines, les petites exploitations riveraines et les petites fermes²⁹.

L'équipe a également mené une étude exploratoire de la gestion du bassin versant afin d'identifier d'autres investissements pouvant être réalisés en amont pour protéger le bassin. L'étude fait ressortir la nécessité d'investir dans : i) la gestion des pâturages et du bétail ; ii) les entrepreneurs verts (recours au vétiver) et la création de jardins à usages multiples ; iii) la restauration des terres ; iv) l'utilisation d'espèces invasives pour créer une chaîne de valeur de la biomasse ; et v) le boisement communautaire et l'agroforesterie.

L'équipe s'est appuyée sur l'étude exploratoire pour mener une évaluation détaillée (qui sera achevée au cours de l'exercice 2023) des investissements nécessaires à la gestion des bassins versants de l'Umzimvubu (qui fait partie de la zone de conservation transfrontalière de Drakensburg-Maloti) en vue d'un éventuel projet d'investissement public-privé. L'équipe travaille avec la Société financière internationale (IFI) pour identifier des partenaires du secteur privé susceptibles de réaliser des investissements inclusifs dans le secteur de la viande bovine afin de contribuer à la multiplication des initiatives d'amélioration de la gestion des pâturages.

Le pilier fournit un soutien technique à la zone de conservation transfrontalière

26 <https://geoweb.maps.arcgis.com/apps/MapJournal/index.html?appid=cb0fc8aa450f4b35a018f7e0115867be>.

27 <https://rvaatlas.sadc.int/>

28 Le pilier de SADRI visant à rendre les systèmes énergétiques plus résilients répond également à l'engagement de la Commission européenne d'accroître les synergies entre la diplomatie de l'eau et de l'énergie.

29 Le concept de récupération des eaux de pluie par les petites fermes a été développé en vue d'un projet pilote qui pourrait être financé par les autorités de la province du Cap-Oriental ; des investisseurs potentiels ont été identifiés, avec lesquels des accords de sous-traitance entre les petits domaines et les petites propriétés terriennes/fermes pourraient être établis en coopération avec IFI.



©Katie Archibald-Woodward - Héron et rivière, cratère du Ngorongoro, Tanzanie

du Grand Limpopo, qui doit permettre de mieux comprendre la gouvernance de l'eau et le recours à des mesures d'atténuation de la sécheresse au niveau communautaire. Il vise la communauté qui se trouve dans la région de Pafuri et Zengwe, aux frontières du Mozambique, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Les systèmes d'eau ciblés par l'analyse sont les fleuves Limpopo, Mwenezi/ Nuanetsi, Luvuvhu et Bubyé. Les activités consistent à : i) déterminer les volumes d'eau disponibles dans les aquifères souterrains, les zones humides et les systèmes fluviaux ; ii) faire le point sur la demande et l'utilisation actuelles de ces eaux, en particulier au sein des communautés de la région de Pafuri et de Zengwe ; iii) évaluer les pratiques de gouvernance pour la gestion des eaux ; et iv) identifier, mettre en place et recommander des actions à court et moyen terme pour la gestion de l'eau qui renforceront la résilience des communautés à la sécheresse.

D'autres activités concernent : i) la cartographie et la description des

zones humides dans la région de Pafuri et Zengwe ; ii) un recensement hydrologique pour les systèmes des rivières Limpopo, Luvuvhu, Mwenezi/ Nuanetsi et Bubyé qui a pour objet d'identifier les principales pratiques d'utilisation de l'eau ; iii) la description des pratiques existantes de gestion et de gouvernance des ressources en eau ; et iv) l'identification d'opportunités d'investissement.

Prochaines étapes

SADRI, dont certaines activités sont terminées ou en voie de l'être, cherche à forger de nouveaux partenariats avec le Secrétariat de la SADC et d'autres partenaires régionaux et nationaux ainsi que des institutions de développement dans le but d'atteindre l'objectif commun, à savoir la résilience de la région face à la sécheresse.

Les connaissances et les analyses produites par SADRI catalyseront et guideront les investissements régionaux et nationaux. À cette fin,

l'équipe de SADRI s'efforce d'identifier et de tirer parti des synergies avec les prêts accordés aux différents pays et d'inscrire ses activités dans le contexte des programmes de plus vaste portée de la Banque mondiale en matière de résilience climatique.

Il a été décidé de prolonger la durée de cette initiative jusqu'en avril 2023 pour renforcer la collaboration et les partenariats avec le Secrétariat de la SADC et d'autres acteurs du développement dans le cadre d'un atelier conjoint et d'un événement de présentation des résultats (prévu, sous réserve de confirmation, pour octobre 2022). L'objectif est de stimuler la collaboration et l'apprentissage partagés entre les États membres et les parties prenantes afin d'enrichir la base de connaissances techniques sur la résilience face à la sécheresse et de faire en sorte que la SADC soit en mesure de promouvoir l'apport de futures améliorations à la préparation et à la gestion de la sécheresse aux niveaux national et régional.

Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase II

Contexte

Les États membres de la SADC se sont efforcés de réduire les risques et de promouvoir la gestion concertée de leurs 30 aquifères transfrontaliers afin de garantir leur durabilité à long terme et leur capacité à améliorer les moyens de subsistance. CIWA facilite les efforts de coopération pour la gestion durable des eaux souterraines transfrontalières sur les aquifères partagés en s'assurant le concours de cinq organismes de bassins fluviaux : la Commission de l'Orange-Senqu (ORASECOM), la Commission du bassin du Limpopo (LIMCOM), la Commission des cours d'eau de Cuvelai (CUVECOM), la Commission de bassin du Zambèze (ZAMCOM) et la Commission permanente des eaux du bassin de l'Okavango (OKACOM). Il forgera aussi des liens avec la nouvelle commission INKO MAPUTO (pour les bassins des fleuves Inkomati et Maputo), qui couvre l'Eswatini, le Mozambique et l'Afrique du Sud³⁰.

Dans la première phase du soutien de CIWA à l'Institut de gestion des eaux souterraines de la SADC (terminée au cours de l'exercice 2021), l'équipe a réalisé des analyses diagnostiques transfrontalières, et mené un programme d'action stratégique commun qui avait pour objet d'appuyer le versement de financements subsidiaires au titre de projets dans plusieurs pays³¹. Les travaux ont tout d'abord porté sur des études conçues pour mieux cerner les possibilités d'utilisation et de gestion des aquifères transfrontaliers, puis ont donné lieu à des analyses diagnostiques transfrontalières et à l'élaboration d'un programme stratégique commun. Ces efforts ont débouché sur la création de cadres communs utiles à l'identification

et à la formulation de stratégies, de programmes et d'investissements visant à remédier aux difficultés rencontrées dans les zones transfrontalières (y compris les problèmes liés aux écosystèmes dépendant des eaux souterraines et à la gestion de la biodiversité). Ces cadres serviront également à identifier des points chauds concernant la sécurité hydrique et des solutions d'approvisionnement en eau. Des initiatives favorisant l'utilisation coordonnée des eaux souterraines et de surface ont également été mises en œuvre conjointement avec les cinq organismes de bassins fluviaux.

Cette assistance est axée sur le renforcement des capacités hydrogéologiques des institutions régionales et l'harmonisation de systèmes d'information disparates pour la gestion des données sur les eaux souterraines. Elle accompagnera également la mise en œuvre des plans d'action et des réglementations relatifs à la gestion des eaux souterraines.

Progrès réalisés

CIWA finance cette phase à hauteur de 9 millions de dollars³² pour renforcer les capacités et les institutions. Cinq groupes de coordination nationaux ont été créés au cours de la phase I, et huit seront créés au cours de la phase II. Une fois que les trois derniers groupes auront été créés grâce à un cofinancement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), les 16 États membres disposeront de groupes de coordination, qui joueront un rôle clé dans la gestion des eaux souterraines et la mise en œuvre des projets. Au cours de l'exercice 2022, le portail d'information sur les eaux souterraines de la SADC (SADC-GIP)³³ a été actualisé et relié aux

bases de données sur les eaux souterraines des pays, des organismes régionaux de bassin et d'autres parties prenantes. L'idée était de faire de ce portail une plateforme unique pour la présentation des données sur les eaux souterraines (et désormais des données sur la biodiversité). Le portail SADC-GIP est utilisé par les autorités nationales et locales et d'autres parties prenantes impliquées dans la gestion, la mise en valeur et la recherche en matière d'eaux souterraines.

Le travail entrepris sur les écosystèmes dépendant des eaux souterraines et la biodiversité³⁴ dans les contextes d'aquifères transfrontaliers a essentiellement porté sur l'aquifère de Khakea-Bray (partagé entre le Botswana et l'Afrique du Sud). Les études visaient à permettre de comprendre et de montrer la contribution des eaux souterraines au maintien des écosystèmes aquatiques souterrains et de surface (par exemple, les zones humides, les rivières et les sources) et les effets anthropiques³⁵ sur les eaux souterraines. Il s'agissait d'établir des seuils indiquant les niveaux minimums auxquels les eaux souterraines peuvent être utilisées sans répercussions négatives sur les écosystèmes.

Lors de la phase II, CIWA a mis l'accent sur la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale (GESI) sachant qu'une gestion des ressources en eau plus inclusive peut produire des avantages économiques, sociaux, environnementaux et financiers substantiels et favoriser une mise en œuvre efficace des interventions de gestion des eaux souterraines. CIWA a participé à l'élaboration d'une stratégie de prise en compte des questions liées à la parité femmes-hommes et à

30 L'institution de gestion des eaux souterraines de la SADC a participé au lancement de l'INKO MAPUTO en novembre 2021 et négocie actuellement un protocole d'accord pour une collaboration formelle.

31 Elles concernent le Malawi, le Botswana, le Zimbabwe, la Tanzanie, le Mozambique, la Zambie, la Namibie, l'Eswatini et le Lesotho.

32 Un financement de 5 millions de dollars du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et un financement de 500 000 dollars du GFDRR viennent s'ajouter aux fonds de CIWA.

33 <https://sadc-gip.org/>

34 Cette activité a débuté lors de la phase 1 et s'est poursuivie au cours de l'exercice 2022 sous la supervision conjointe de l'Institut de gestion des eaux souterraines de la SADC et de l'équipe de chercheurs indépendants du Groupe de recherche sur les systèmes aquatiques, de l'Institut d'études des eaux souterraines de l'Université de Free State, de l'Université de Mpumalanga et de l'Université de Venda.

35 Parmi les effets examinés, citons ceux découlant du captage des eaux souterraines et de la faible recharge des eaux souterraines.

l'inclusion pour l'Institut de gestion des eaux souterraines de la SADC qui devrait être mise en œuvre d'ici 2025. Le projet visait également à promouvoir le rôle des femmes et des populations vulnérables en tant que principales responsables des pratiques domestiques et communautaires en matière d'eau et d'assainissement et sources de transmission des connaissances en ce domaine. D'après les résultats préliminaires de récentes recherches, la perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes peuvent aggraver les inégalités entre les sexes et la pauvreté en allongeant considérablement le temps non rémunéré consacré par les femmes et les filles à la vie du foyer et au travail domestique (par exemple, la cuisine et la collecte de l'eau), ce qui réduit le temps dont elles disposent pour poursuivre leur éducation et exercer des activités économiques³⁶.

Étant donné le lien indissociable qui existe entre la biodiversité et les activités socio-économiques des communautés, les écosystèmes dépendant des eaux souterraines sont essentiels au maintien de la biodiversité et des moyens de subsistance (car ils fournissent de l'eau, un habitat plus frais et des sources de nourriture). Ces résultats font également ressortir la nécessité de poursuivre les études dans le but de mettre au point des modes de gestion intégrée des eaux souterraines, de la biodiversité et des écosystèmes plus durables et répondant aux besoins et aux priorités des parties prenantes.

Prochaines étapes

Au cours de l'année à venir, l'Institut de gestion des eaux souterraines de la SADC prévoit de réévaluer son plan de renforcement des capacités pour s'assurer qu'il répond aux nouvelles

priorités régionales de gestion des eaux souterraines. Il continuera de financer son programme pour jeunes professionnels afin de garantir une plus grande participation des femmes et leur faire découvrir les programmes académiques des universités régionales. L'Institut évaluera l'impact des cinq groupes de coordination nationaux et dégagera des enseignements de leurs opérations, mettra au point des plans de gestion pour les écosystèmes dépendant des eaux souterraines identifiés comme points chauds, et établira l'ordre de priorité des mesures à prendre.

Le portail d'information sur les eaux souterraines de la SADC sera actualisé à partir des données sur le changement climatique et le renforcement de la résilience en ce domaine. L'Institut de gestion des eaux souterraines de la SADC travaille à l'élaboration de mesures d'adaptation au climat pour composer avec des ressources en eau de plus en plus variables et rares, avec le soutien du Fonds international de développement agricole (FIDA), afin d'améliorer la sécurité hydrique et alimentaire³⁷. Il s'agira également de promouvoir l'utilisation durable des ressources en eaux souterraines transfrontalières et d'accroître leur disponibilité pour la productivité agricole et la sécurité alimentaire dans un but de résilience climatique. Ces actions ciblent l'aquifère de Ramotswa (entre le Botswana et l'Afrique du Sud), l'aquifère du bassin du Limpopo (entre l'Afrique du Sud, le Mozambique et le Zimbabwe), l'aquifère de Sand and Gravel (entre le Malawi et la Zambie) et l'aquifère de Tulikaroo (entre l'Afrique du Sud, le Botswana et le Zimbabwe).

Cette assistance aidera la LIMCOM, la ZAMCOM et l'ORASECOM à établir des comités sur les eaux souterraines,

comme l'ont fait d'autres organismes de bassins fluviaux lors de la première phase ; elle accompagnera également la création de la première stratégie sur les eaux souterraines pour la LIMCOM. L'Institut de gestion des eaux souterraines de la SADC travaille avec des organismes de bassins fluviaux pour étendre ses activités à d'autres aquifères transfrontaliers.

Le manuel des subventions subsidiaires sera mis à jour de manière à intégrer la GESI, le Cadre environnemental et social de la Banque mondiale, les mesures de sécurité COVID-19 et l'innovation. La mobilisation des parties prenantes fait actuellement l'objet d'une étude qui contribuera à la mise en œuvre de la stratégie d'intégration de la GESI dans l'aquifère transfrontalier de Khakea-Bray, notamment dans le but d'identifier les catégories de parties prenantes pertinentes et leurs priorités respectives. Après l'étude, les parties prenantes seront également associées à l'élaboration des plans de gestion.

D'autres solutions pilotes innovantes concernant les infrastructures pour les eaux souterraines, susceptibles d'être poursuivies à plus grande échelle grâce à des investissements, seront conçues³⁸. Des méthodes seront formulées aux niveaux national et régional dans le but de mettre en œuvre les innovations, d'exploiter les synergies avec d'autres programmes nationaux et d'optimiser les effets attendus. Les États membres identifieront et mobiliseront des ressources pouvant appuyer des investissements dans des infrastructures répondant aux priorités identifiées dans les analyses diagnostiques transfrontalières et un programme stratégique commun aux niveaux national et transfrontalier.

36 Plusieurs études ont été présentées lors de conférences régionales et publiées par des équipes de recherche. Il est prévu d'exploiter et de diffuser à nouveau les résultats de la recherche lors de la conférence sur les eaux souterraines de la SADC programmée en novembre 2022.

37 CIWA a prêté son concours à la préparation de propositions et de notes conceptuelles et à des ateliers de consultation des parties prenantes pour lancer cette mission.

38 À l'avenir, d'autres interventions pourraient porter sur l'élargissement des réseaux nationaux/régionaux de surveillance des eaux souterraines et leur mise en relation avec des systèmes tels que le programme HYCOS, qui surveille les eaux de surface, plaide en faveur d'une gestion conjointe des eaux de surface et des eaux souterraines dans le cadre de programmes de recharge des aquifères gérés, ou met en place des initiatives concernant les interactions eau-énergie-alimentation-écosystèmes en s'appuyant sur les informations sur les eaux souterraines.



CIWA a participé à l'élaboration d'une stratégie de prise en compte des questions liées à la parité femmes-hommes et à l'inclusion sociale pour l'Institut de gestion des eaux souterraines de la SADC visant à promouvoir le rôle des femmes et des populations vulnérables en tant que principales responsables des pratiques domestiques et communautaires en matière d'eau et d'assainissement et sources de transmission des connaissances en ce domaine

THÈMES TRANSVERSAUX

Révolution des données sur l'eau : combler le déficit de données sur les eaux transfrontalières en Afrique	56
Parité femmes-hommes et inclusion sociale	57
L'approche révolutionnaire adoptée par le bassin du Nil pour promouvoir la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale	58
Communications	60
Évaluation externe à mi-parcours de CIWA	62
Perspectives	64



Révolution des données sur l'eau : combler le déficit de données sur les eaux transfrontalières en Afrique

CIWA a soutenu le projet de Révolution des données sur l'eau : combler le déficit de données sur les eaux transfrontalières en Afrique – un projet d'assistance technique exécuté par la Banque mondiale visant à améliorer les capacités de collecte, de stockage et d'utilisation des données obtenues par satellite (télédétection) pour une prise de décision fondée sur des données probantes. Cette initiative aide les gouvernements à éliminer les obstacles à la gestion concertée des ressources en eau en mettant des outils de télédétection à la disposition des gestionnaires des organismes de bassin en Afrique.

Pour pouvoir améliorer la gestion des ressources en eau transfrontalières et renforcer la résilience aux extrêmes hydrologiques, il est nécessaire de comprendre la dynamique des ressources en eau, au niveau des bassins et à celui des pays. Cette initiative suit une approche axée sur l'utilisateur permettant d'identifier les besoins communs des utilisateurs

finaux et de leur proposer des solutions appropriées, qu'il s'agisse d'outils de télédétection, d'images satellites ou de produits de données personnalisés.

L'initiative a permis d'évaluer l'utilisation des données et la capacité de 15 organismes de bassin et de trois organisations régionales couvrant 37 pays. Ce travail a fait ressortir les lacunes des données auxquelles il serait possible de remédier grâce aux technologies de télédétection, à des produits concernant les données et à des outils d'analyse, ainsi que les données qu'il convient de collecter en priorité. Les organisations ont mis l'accent sur le renforcement de leurs capacités d'acquisition, de gestion et stockage des données de télédétection gratuites ou de faible coût, et d'utilisation des outils et des applications de données de télédétection pour l'analyse des sécheresses et des inondations. L'évaluation a aussi révélé les difficultés rencontrées par ces organisations pour

adopter des plateformes de données numériques, notamment en raison de l'insuffisance de leurs ressources financières, de leurs capacités techniques et de leurs effectifs.

L'année prochaine, les résultats de l'évaluation seront utilisés dans le cadre de l'assistance technique dans le but de renforcer les capacités en fonction des besoins et des objectifs des organisations participantes. Ces dernières devraient pouvoir améliorer leur utilisation des produits et des outils d'analyse de données de la télédétection, tout en tenant compte des difficultés associées à l'utilisation des plateformes de données numériques. Le projet « Révolution des données sur l'eau » aidera également ces organisations à adopter les technologies peu coûteuses nécessaires à la collecte, au stockage et à l'analyse des données et les encouragera à les utiliser de manière durable dans le cadre d'ateliers et de sessions de renforcement des capacités.



Parité femmes-hommes et inclusion sociale

CIWA a renforcé ses activités dans le domaine de la parité femmes-hommes et de l'inclusion sociale (GESI) au cours de l'exercice 2022, conformément au cadre qu'il a élaboré pour gérer cette dimension³⁹. Ce cadre donne lieu à la poursuite d'une approche porteuse de transformations. Cette dernière repose sur le principe qu'il faut, pour lutter contre les normes patriarcales profondément enracinées dont souffrent les femmes, passer d'interventions ponctuelles de courte durée à des interventions harmonisées et intégrées, poursuivies pendant toute la durée du projet et au-delà.

CIWA a respecté l'engagement qu'il a pris de renforcer les capacités concernant les questions de genre en organisant une formation en deux étapes à l'intention du personnel de la Banque mondiale sur la manière de prendre en compte cette dimension dans les projets transfrontaliers de gestion des ressources en eau. Cette formation est maintenant aussi assurée dans le cadre d'un programme de la Banque mondiale sur les eaux transfrontalières en Asie centrale

et sera dispensée, l'année prochaine, à des organisations partenaires aux niveaux régional et national.

CIWA a publié deux notes d'apprentissage et prévoit d'en élaborer d'autres au cours de l'exercice 2023. La première⁴⁰ reprend les principales conclusions et recommandations issues des activités d'assistance technique en matière de GESI menées durant les étapes préparatoires des projets de CIWA. La deuxième est le fruit des efforts déployés⁴¹, en collaboration avec des homologues du bassin du Nil, dans le but de rendre compte des réussites et des difficultés posées dans le cadre du projet N CORE par la prise en compte de la dimension de genre dans l'environnement complexe du bassin. Certaines conclusions de ces travaux devraient être présentées dans un prochain ouvrage sur la gouvernance des eaux transfrontalières.

L'attention croissante portée par CIWA à la gestion des eaux souterraines a permis de dégager d'autres enseignements et de les partager, notamment dans des blogs⁴² ou encore dans un exposé effectué

lors d'une conférence internationale sur les eaux souterraines, *Groundwater: Key to the Sustainable Development Goals*⁴³ sur la contribution cruciale des eaux souterraines à la réalisation des objectifs de développement durable. Ces enseignements sont tirés de l'application du cadre GESI à l'Initiative sur les eaux souterraines au Sahel. Cette dernière a non seulement systématiquement intégré la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale dans ses opérations, mais également conçu une composante autonome pour assurer le recrutement d'un plus grand nombre d'hydrogéologues de sexe féminin.

CIWA se réjouit du lancement récent de l'initiative pour l'appui des hommes qu'il a développée avec SIWI. Cette dernière suivra l'approche porteuse de transformation pour former, dans les programmes sur les eaux transfrontalières, des hommes désireux de donner aux femmes la possibilité de devenir des chefs de file et des responsables dans leurs organisations. CIWA prévoit de mettre l'initiative à l'essai l'année prochaine aux niveaux local, national et institutionnel.



©Simone D. McCourtie/Banque mondiale - Cultures en terrasse sur une colline escarpée, district de Nyabihu, Rwanda

39 <https://www.ciwaprogram.org/wp-content/uploads/CIWA-Gender-and-Social-Inclusion-Framework-1-1.pdf>

40 https://www.ciwaprogram.org/wp-content/uploads/CIWA_GESI_LEARNING_NOTE_1_March2022.pdf

41 <https://www.ciwaprogram.org/wp-content/uploads/CIWA-NBI-Gender-learning-Note.pdf>

42 <https://www.ciwaprogram.org/fr/blog/vers-un-monde-plus-egalitaire-pour-les-femmes-et-les-hommes-dans-le-domaine-de-la-gestion-des-eaux-transfrontalieres-en-afrique-subsaharienne/>

43 <http://gw-sdg2022.fr/index.php/en/>

Point de vue du terrain

L'approche révolutionnaire adoptée par le bassin du Nil pour promouvoir la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale



©PINA - Asia, participante à la formation du NBD pour les champions de la résilience face au changement climatique, dans sa ferme à Kampala

Il est extrêmement difficile de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'environnement complexe du bassin du Nil. Les croyances patriarcales, comme l'idée reçue selon laquelle les femmes sont incapables de comprendre les concepts techniques, et la réticence des hommes à partager le pouvoir empêchent souvent les femmes de participer aux processus décisionnels concernant les ressources en eau, même si l'eau est essentielle à leur subsistance et à celle de leur famille.

Les femmes doivent collaborer « pour décider de la quantité d'eau nécessaire, du lieu où aller chercher l'eau et de la façon dont elles doivent s'organiser pour tirer l'eau d'une rivière », déclare Donald Kasongi, ancien secrétaire général et actuel président de la section tanzanienne du NBD, qui s'est employé avec CIWA à transformer les rapports entre les hommes et les femmes dans le cadre de la gestion des ressources en eau du bassin.

Le cadre GESI de CIWA repose sur le principe que la plupart des approches visant à lutter contre les inégalités entre les sexes, comme celle qui consiste à compter le nombre de femmes participant aux réunions de présentation des résultats, ne permettent pas de progresser durablement vers l'égalité. L'approche GESI adoptée par CIWA vise à faire évoluer les mentalités et à adopter une démarche globale en tenant compte des normes et rôles attribués aux hommes et aux femmes, du pouvoir et des processus de prise de décisions, de l'accès aux ressources et de leur contrôle, ainsi que des obstacles institutionnels à la pleine participation des femmes.

C'est ce que fait M. Kasongi dans le bassin du Nil.

Même s'il travaille sur la problématique du genre depuis 15 ans, M. Kasongi dit qu'il se surprend à « chercher à mieux comprendre les normes sociales. Il ne s'agit pas de savoir combien de femmes sont présentes dans la salle. Il s'agit de leur donner les moyens de se prendre en charge. »

M. Kasongi insiste sur le fait que la poursuite d'une approche universelle de la GESI ne donnera pas de résultats positifs dans une région aussi diversifiée. Certains pays à l'est et au centre du bassin du Nil sont plus réceptifs à la remise en question des normes et des valeurs patriarcales. En revanche, il convient d'adopter une approche différente dans les pays où les femmes sont considérées comme la propriété des chefs de famille qui sont de sexe masculin.

Le NBD et CIWA interviennent auprès des responsables masculins traditionnels de ces pays pour les amener à apprécier la contribution des femmes à l'approvisionnement en eau de leur famille et l'importance de les associer aux décisions concernant la gestion des ressources en eau de la communauté. Ces responsables s'entretiennent ensuite avec les chefs de famille pour qu'ils comprennent et acceptent le rôle joué par les femmes dans ce domaine et la nécessité de les impliquer dans la prise de décision concernant ces ressources. Le NBD associe aussi à ses efforts des femmes influentes dans des collèges, des universités et des médias d'information pour faire évoluer les normes et les attitudes de la communauté.

« Elles sont en première ligne dans leurs communautés et savent ce qui est envisageable, ce qui ne l'est pas, et quelles sont les stratégies acceptables », explique M. Kasongi.



Formation des femmes sur les emplois et les entreprises vertes, Ouganda, août 2021

Communications

La stratégie de communication externe de CIWA repose sur une approche multimédia et multicanaux, conçue pour sensibiliser le public à l'importance de la gestion et de la mise en valeur durables des ressources en eau en Afrique et à la contribution de CIWA dans ce domaine. L'équipe de communication recueille les témoignages des acteurs de terrain grâce à sa série de podcasts « Across the Pond »⁴⁴, aux blogs sur les activités de CIWA qui présentent des militants et des spécialistes de l'eau⁴⁵, et à des vidéos sur les liens entre l'eau et le changement climatique, les situations de fragilité, de conflits et de violence, la gestion des risques de catastrophes, la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale, et la protection des ressources naturelles. CIWA tient également les parties prenantes informées au moyen de son bulletin trimestriel (*CIWA Bulletin*⁴⁶), qui présente un contenu éditorial et créatif et décrit les activités et les résultats de CIWA.

L'équipe de communication de CIWA a resserré ses liens avec les organisations transfrontalières d'Afrique grâce à la communauté de pratique pour l'information et la communication sur l'eau en Afrique (*Water Information and Communications in Africa—WICA*), qu'elle a formée au cours de l'exercice précédent. Cette communauté de pratique a permis de conforter la confiance et la coopération et a favorisé la promotion mutuelle de contenus sur les réseaux sociaux et les sites web des partenaires.

CIWA a amélioré et remanié son site web ([ciwaprogram.org](https://www.ciwaprogram.org) et [ciwaprogram.org/fr](https://www.ciwaprogram.org/fr)). Ce dernier comporte une nouvelle section sur les domaines d'intervention du programme et une section plus importante sur les rapports et autres sources d'information, présente plus de contenu régional, et a un nouvel onglet consacré au 10^e anniversaire de CIWA, qui donne accès à un rapport spécial intitulé « CIWA à 10 ans : une décennie pour instaurer la confiance et renforcer la sécurité hydrique en Afrique subsaharienne ».

CIWA a ouvert son compte sur Twitter — @CIWAProgram — en septembre 2021. Il a constitué son auditoire en publiant des tweets pertinents en anglais et en français et en menant quatre campagnes sur les médias sociaux pour faire connaître le travail de CIWA. Il a notamment tiré parti de la couverture par les médias sociaux des journées internationales de l'ONU et des événements consacrés au secteur de l'eau, et mis en relief des événements marquants.

CIWA a organisé les campagnes suivantes :

Campagne pour le 10^e anniversaire de CIWA – février 2022

Pour marquer l'anniversaire de CIWA, l'équipe des communications a créé des cartes postales pour les médias sociaux comportant des témoignages sur CIWA et des vignettes vidéo accrocheuses qui mettent en scène des partenaires de CIWA, des bailleurs de fonds, des cadres et des responsables de la Banque mondiale. Ces vignettes ont permis de sensibiliser le public à la campagne et d'atteindre 3,6 millions d'abonnés sur Twitter, grâce aux partenaires et aux sympathisants qui ont largement partagé les publications de CIWA. [Blog](#)

Journée internationale de la femme et semaine sur le genre – mars 2022

Cette campagne a mis en avant les femmes spécialistes de l'eau à la Banque mondiale et dans les organisations partenaires en réalisant des vidéos passionnantes et instructives, qui présentent les femmes comme des chefs de file et des professionnelles qualifiées. La campagne, qui a également présenté le cadre GESI de CIWA et ses nouvelles notes d'apprentissage, a été suivie par plus d'un million de personnes sur Twitter. [Blog](#)

Table ronde sur l'initiative sur les eaux souterraines au Sahel – février-mars 2022

CIWA a publié des messages en direct sur Twitter et a fait la promotion d'entretiens vidéo avec les participants à la table ronde sur la formation de la prochaine génération de spécialistes des eaux souterraines à Nouakchott (Mauritanie). Cette table ronde, coparrainée par CIWA et la Banque mondiale, a réuni des représentants d'universités sahéliennes qui ont décidé de créer un programme conjoint d'études supérieures en hydrogéologie. [Vidéo 1](#) – [Vidéo 2](#)

Journée mondiale de l'eau et 9^e forum mondial de l'eau – 20-26 mars 2022

CIWA a participé à une campagne de trois jours sur Instagram lors de la Journée mondiale de l'eau. Cette campagne a attiré l'attention sur les projets menés par la Banque mondiale dans de multiples régions, les pôles mondiaux d'expertise et les partenaires ; elle a aussi permis d'exposer la justification économique d'investissements dans l'eau, la contribution de l'eau à la lutte contre la COVID-19 et à l'amélioration des résultats en matière de santé, ainsi que la façon dont l'eau peut aider à mettre fin à la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée. Le personnel de CIWA a également participé au 9^e Forum mondial de l'eau à Dakar, au Sénégal, aux côtés de décideurs politiques et économiques et de représentants des institutions multilatérales, du monde universitaire, de la société civile et du secteur privé. Le rapport annuel 2021 de CIWA et « CIWA à 10 ans » étaient présentés sur le stand de la Banque mondiale et dans le pavillon du Réseau africain des organismes de bassin, cofinancé par CIWA. Les représentants de CIWA ont publié des messages en direct sur Twitter pendant le forum, notamment sur les événements organisés par CIWA.

44 <https://www.ciwaprogram.org/category/podcast/>

45 <https://www.ciwaprogram.org/category/blog/>

46 <https://www.ciwaprogram.org/bulletins/>



©Anders Jägerskog - Un des membres du panel (ici avec le président du NBD, Mme Nyiramana) pendant la Semaine mondiale de l'eau, Dakar, mars 2022

Évaluation externe à mi-parcours de CIWA

CIWA a demandé que soit réalisé un examen à mi-parcours de ses activités pour renforcer les résultats et les enseignements de l'examen à mi-parcours de 2015. Ce dernier avait déterminé que les activités de CIWA étaient très pertinentes et étaient adaptées à ses objectifs, mais noté certaines difficultés et formulé des recommandations pour améliorer les résultats, le rythme de mise en œuvre, les ressources et l'engagement des partenaires de développement. Le nouvel examen à mi-parcours a porté sur la mise en œuvre et les performances de CIWA, ses ambitions et les résultats obtenus au regard de l'ampleur des besoins et des demandes sur le terrain. Les conclusions guideront les ajustements que CIWA devra apporter à ses programmes pour optimiser ses résultats avant la date prévue pour la clôture de ses activités en 2026.

L'évaluation couvre les trois types d'interventions de CIWA : i) l'apport d'un appui durable dans les bassins prioritaires, ii) la poursuite d'opérations à fort impact/stratégiques qui visent à encourager la coopération dans les régions autres que les bassins prioritaires, et iii) la production et le partage des connaissances. L'examen à mi-parcours a également porté sur les orientations stratégiques de CIWA, notamment les situations de fragilité, de conflits et de violence, la biodiversité et la résilience, et ses activités thématiques, comme la GESI, les communications et les données. L'évaluation a donné lieu à un examen des principaux documents, des données et d'autres informations communiquées par 112 parties prenantes ainsi qu'à une vaste enquête en ligne. L'équipe chargée de l'évaluation a produit six études de cas sur des activités menées par CIWA dans le bassin du Nil, le bassin du Niger, le bassin du Zambèze, le bassin du lac Tchad, l'Afrique australe et la Corne de l'Afrique.

Conclusion de l'examen à mi-parcours

Le premier examen à mi-parcours a amené les responsables de CIWA à opérer d'importants changements

d'ordre stratégique, géographique et opérationnel. Ces derniers avaient notamment pour objet de mieux aligner ses travaux sur ceux des bailleurs de fonds et à adopter une approche plus large, non plus axée uniquement sur les bassins prioritaires, mais également sur les régions pertinentes, de manière à collaborer avec un plus grand nombre de partenaires et à renforcer l'impact du programme. CIWA a conçu trois piliers, les trois « I » pour guider son travail : améliorer l'accès à l'information, renforcer les institutions, et identifier, préparer et mobiliser des investissements durables. Le cadre des mécanismes de collaboration des trois piliers constitue la base de la théorie du changement actuelle, qui exploite nombre des atouts dont dispose CIWA pour renforcer la coopération régionale.

L'examen à mi-parcours qui vient de s'achever a fait apparaître les améliorations mentionnées plus haut et a recensé les nombreux points forts du programme, notamment la pertinence, pour les bailleurs de fonds et les pays, de l'action menée, qui cadre avec les priorités de la Banque mondiale. CIWA qui est le seul fonds fiduciaire de la Banque mondiale consacré aux eaux transfrontalières en Afrique, a une valeur ajoutée manifeste et ses interventions complètent celles des autres projets et programmes de la Banque mondiale.

Selon les conclusions de l'évaluation, CIWA est efficace, contribue au développement institutionnel et politique et à la réalisation d'investissements, opère avec efficacité et souplesse et appuie la poursuite des objectifs du Comité consultatif (qui consistent, par exemple, à soutenir la décentralisation de la gestion des ressources en eau dans les pays en situation de FCV, à accorder la priorité à la biodiversité et aux questions de parité femmes-hommes, à apporter un soutien durable aux organismes régionaux chargés de la gestion des ressources hydriques). CIWA a par ailleurs gagné en visibilité tant à la Banque mondiale qu'auprès

des parties prenantes externes, ce qui revêt une importance cruciale pour la mobilisation de ressources financières et pour la planification et la mise en œuvre des projets. L'évaluation a également mis en évidence certains aspects de la conception, de la structure, de la mise en œuvre des interventions et des activités d'apprentissage du programme qu'il serait possible d'améliorer pour en renforcer l'impact, comme indiqué ci-après.

Dans l'ensemble, l'examen à mi-parcours a montré que malgré des progrès évidents, CIWA pourrait encore améliorer ses programmes et surtout la mobilisation des ressources financières. En effet, bien que le programme cadre parfaitement avec ceux des partenaires de développement et s'il mobilise activement les parties prenantes, seules deux des institutions du Comité consultatif ont renouvelé leurs contributions au programme au cours des cinq dernières années. L'examen a débouché sur deux recommandations principales : renforcer les synergies entre les interventions de CIWA et les programmes de développement des bailleurs de fonds et améliorer la mobilisation des ressources, en particulier pour faire face aux défis croissants liés aux situations de FCV. Il sera difficile pour CIWA de mettre à profit les leçons tirées de l'examen à mi-parcours s'il n'obtient pas de fonds supplémentaires, puisque plus de 97 % de ses ressources sont déjà affectées à des projets en cours. Il a aussi été recommandé à CIWA, entre autres, de : i) renforcer sa culture d'apprentissage ; ii) diversifier les parties prenantes (organisations régionales, nationales, de la société civile et communautaires) avec lesquelles il travaille ; et iii) assurer une meilleure correspondance entre sa théorie du changement et son cadre de résultats. Au cours de l'exercice 2023, CIWA et les principales parties prenantes se réuniront pour examiner les recommandations et élaborer une stratégie, axée sur la nouvelle conception du portefeuille de CIWA et la mobilisation de ressources, qui lui permettra de progresser à l'avenir.



EASTERN NILE TECHNICAL REGIONAL OFFICE

ENTRO

NILE BASIN INITIATIVE

©Anders Jøgerskog / CIWA - Visite de l'équipe de CIWA au Bureau technique régional du Nil oriental (ENTRO) à Addis Abeba, Ethiopie, avril 2022

Perspectives

L'action menée par CIWA dans l'année qui vient revêtira plus d'importance que jamais, étant donné les difficultés croissantes que rencontre l'Afrique par suite du ralentissement économique mondial, de l'intensification du changement climatique et de la fragilisation des pays.

CIWA poursuivra ses efforts pour procurer aux pays les connaissances, les capacités, les outils et les ressources financières dont ils ont besoin pour surmonter la fragilité économique et la pandémie et accroître leur résilience face aux futurs chocs climatiques, alimentaires, énergétiques et sanitaires.

Il est essentiel que les pays coopèrent à des infrastructures communes et d'autres projets de développement, afin de partager les coûts et les avantages financiers pendant les périodes économiques difficiles, mais aussi d'atténuer les facteurs de conflits et réduire le plus possible les risques de tension dans les domaines de la gestion et de la mise en valeur des eaux partagées.

Pour y parvenir, CIWA a l'intention de créer un cadre définissant son action dans les pays fragiles et touchés par les conflits, et s'appuiera à cette fin sur les travaux menés cette année à l'appui de l'élaboration du rapport publié en collaboration avec le SIPRI sur la coopération dans le domaine de l'eau dans la Corne de l'Afrique.

CIWA ciblera résolument la résilience en raison du cocktail explosif que constituent, entre autres facteurs de stress, les conflits et le changement climatique, dont les effets négatifs se renforcent mutuellement. Il suit

de plus en plus une approche régionale de la sécurité de l'eau, qui lui permet d'évaluer et de s'employer à atténuer les causes des conflits, notamment l'insécurité alimentaire et hydrique, les déplacements internes et le changement climatique.

CIWA compte intensifier son action dans le domaine de la conservation de la biodiversité après avoir évalué les liens entre les approches en ce domaine et les activités du programme. Il peut s'agir de déterminer s'il convient de poursuivre, par exemple, des investissements dans des solutions basées sur la nature pour gérer les ressources en eau ou dans la protection et la gestion durable de « châteaux d'eau » naturels, qui permettent de capter de grands volumes d'eau de ruissellement pour alimenter les zones de plaine en aval.

CIWA intensifiera son action dans le domaine de la GESI en lançant plusieurs projets pilotes dans le cadre de la nouvelle initiative pour l'appui des hommes [*Male Champions*] développée avec SIWI. Cette initiative vise à constituer un groupe d'hommes spécialistes dans le domaine de l'eau soucieux de promouvoir un environnement favorable aux femmes pour qu'elles deviennent des chefs de file et accèdent à des postes à responsabilité dans les organisations transfrontalières.

Le programme accroîtra encore l'attention qu'il porte aux eaux souterraines, qui, si elles sont gérées de manière durable, peuvent se révéler indispensables pour s'adapter au changement climatique et aux enjeux posés par la fragilité, les conflits et la violence. Il examine différentes solutions

pour la gestion d'un bassin aquifère au Sénégal et en Mauritanie et étudie de nouvelles pistes, notamment un projet hybride d'eau souterraine au Niger.

CIWA étudie également la possibilité de mener un projet transfrontalier d'investissement pour le stockage de l'eau à petite et grande échelle au Sénégal et prépare la prochaine phase de ses activités dans le bassin du lac Tchad pour permettre aux membres de la communauté de se faire entendre, en prenant pour modèle le projet de participation des parties prenantes dans le bassin du Nil qui a donné de bons résultats.

CIWA s'efforce de constituer une réserve de projets, qu'il s'agisse de nouveaux projets ou de la poursuite à plus grande échelle de projets en cours, afin d'aider l'Afrique subsaharienne à relever les défis considérables qu'elle rencontre. Ces projets ne pourront toutefois pas être réalisés sans nouveaux financements. Les 135 millions de dollars levés auprès des bailleurs étant déjà engagés dans les projets existants, il est indispensable de dégager des financements supplémentaires pour les prochaines années.

Les besoins en eau du continent sont immenses, comme l'explique ce rapport. CIWA a l'expérience et l'expertise nécessaires pour y répondre, mais sa vision d'une Afrique dans laquelle la sécurité de l'eau est assurée ne pourra pas se concrétiser sans les ressources nécessaires pour relever le défi. Les habitants de l'Afrique subsaharienne comptent sur CIWA pour y parvenir.

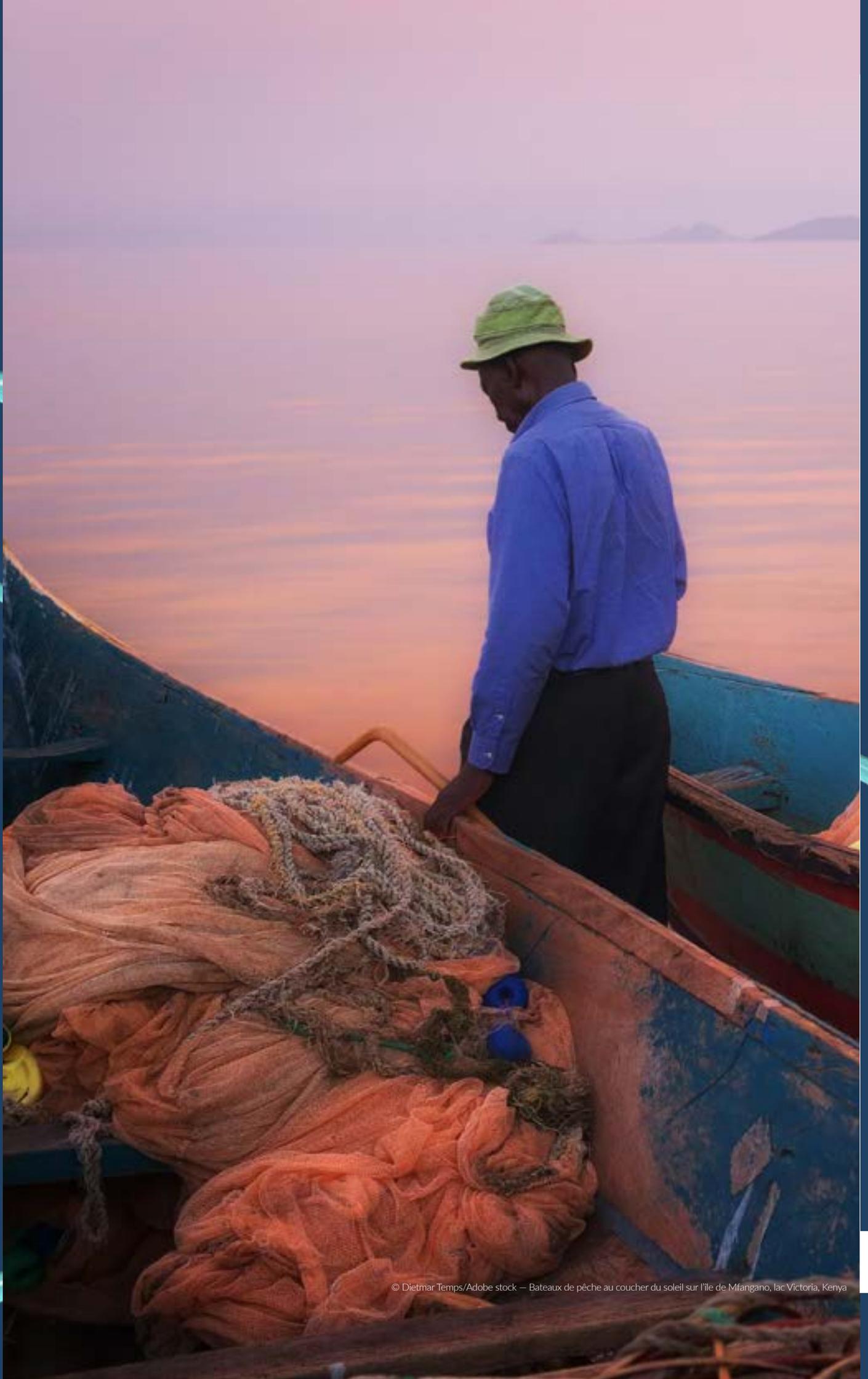
CIWA poursuivra ses efforts pour procurer aux pays les connaissances, les capacités, les outils et les ressources financières dont ils ont besoin pour surmonter la fragilité économique et la pandémie et accroître leur résilience face aux futurs chocs climatiques, alimentaires, énergétiques et sanitaires



Arne Hoel/Banque mondiale — Femmes sur les rives du Nil blanc (Morada, Khartoum, Soudan)

ANNEXES

Annexe 1 - Portefeuille de CIWA	68
Annexe 2 - Cadre de résultats	70
Annexe 3 - Analyse des risques	79
Annexe 4 - Informations financières	81
Annexe 5 - Optimisation de l'emploi des ressources	87

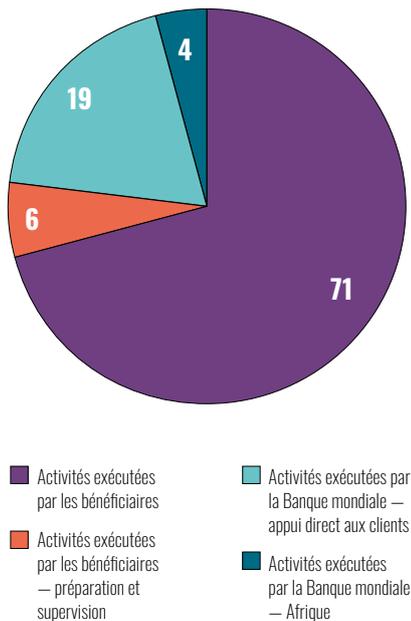


© Dietmar Temps/Adobe stock — Bateaux de pêche au coucher du soleil sur l'île de Mfangano, lac Victoria, Kenya

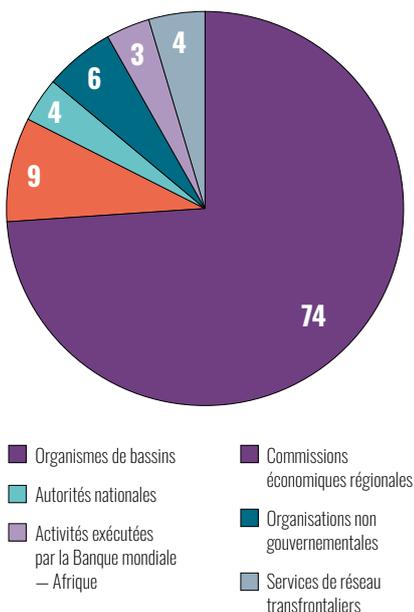
Annexe 1

Portefeuille de CIWA

Graphique A1.1.
Répartition par catégorie de financement



Graphique A1.2
Répartition par catégorie de partenaire



L'annexe 1 présente la répartition du portefeuille¹ de CIWA par catégorie de financement, de partenaire, d'engagement (géographique) et de résultat prioritaire. Les principaux points à retenir sont les suivants :

- La répartition du portefeuille de CIWA par type de financement montre que la part des fonds exécutés par les bénéficiaires (FF-bén.) demeure de l'ordre de 75 % d'une année sur l'autre. Bien que le programme continue de se caractériser par une forte proportion de FF-bén., CIWA tire également parti de sa position pour apporter son aide dans certaines situations de FCV en ayant recours à des fonds fiduciaires exécutés par la Banque mondiale (FF-BM).
- La part des allocations aux organismes de bassin régionaux se maintient à 75 % du portefeuille, comme les années précédentes. CIWA appuie également plusieurs institutions nationales, notamment en Somalie et au Soudan du Sud, mais la valeur de ces financements reste relativement faible.
- Bien qu'il n'ait reçu aucune nouvelle allocation au cours de l'exercice 2022, le bassin du Nil reste l'un des principaux bénéficiaires des allocations de CIWA (environ 50 %). Le pourcentage cumulé des financements qui lui ont été alloués diminue toutefois en raison des sommes importantes affectées durant l'exercice 2022 aux projets en cours et en réserve dans la Corne de l'Afrique ainsi qu'en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.
- CIWA réoriente ses investissements vers des infrastructures de petite taille, fondées sur la nature, ce que confirme l'évolution des résultats prioritaires. Les allocations destinées à l'établissement/au renforcement des institutions et au soutien des systèmes d'information ont également augmenté sur cette période, parallèlement à la baisse des investissements dans les grandes infrastructures.

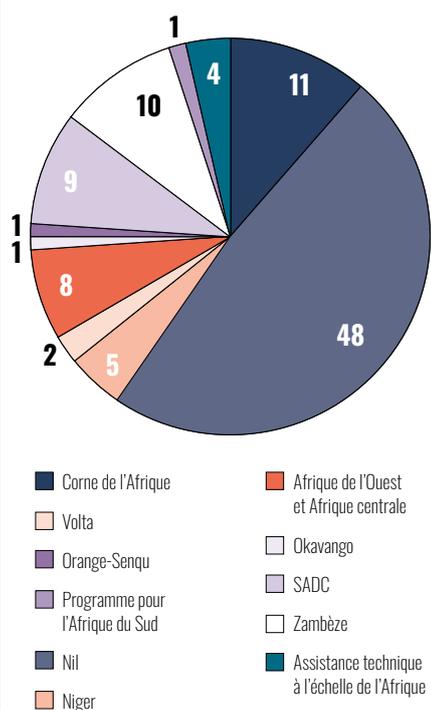
Le **graphique A1.1** montre que la plus grande partie (71 %) des montants cumulés affectés et engagés par CIWA sont consacrés aux financements d'activités exécutées par les bénéficiaires. Comme indiqué plus en détail à l'annexe 5, le taux d'utilisation moyen des fonds pour la préparation et la supervision de ces financements est toujours de 6 %.

Bien que les financements de type FF-bén. restent majoritaires, la part qu'ils occupent dans le portefeuille de CIWA diminue progressivement, passant de 78 % au cours de l'exercice 2021 à 71 % pour l'exercice 2022, sur la base des valeurs annuelles cumulées. La hausse de la proportion des financements provenant de FF-BM correspond à la baisse de celle des FF-bén. Compte tenu des financements en réserve, CIWA a alloué 10 millions de dollars à de nouveaux FF-BM au cours de l'exercice 2022. Si les financements pour la préparation et la supervision se maintiennent à 6 % environ, la part des financements exécutés par la Banque mondiale pour l'assistance technique à l'échelle de l'Afrique diminue depuis quelques années.

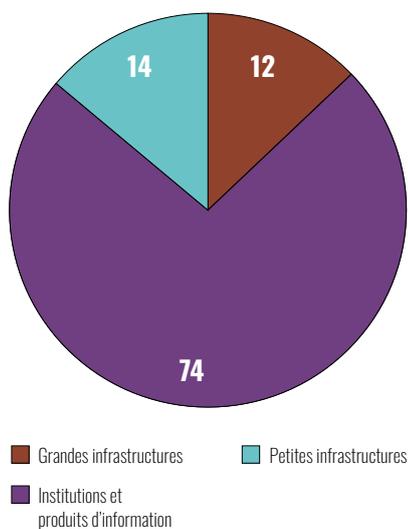
Le **graphique A1.2** montre que le portefeuille cumulé de CIWA réunit des institutions régionales très diverses ; cependant, la majorité (74 %) des clients obtenant des financements au titre d'activités exécutées par les bénéficiaires et des partenaires

¹ L'analyse de la répartition effectuée chaque année porte sur des données cumulées, sauf indication contraire, et tient compte des montants alloués aux réserves de projet, dont la liste figure dans le tableau A4.5 du rapport annuel de CIWA. Une mise en garde s'impose en ce qui concerne les données longitudinales de répartition en raison des changements susceptibles d'intervenir dans la réserve de projets (malgré leur approbation par le Comité consultatif) et des changements majeurs qui peuvent se produire dans un pays.

Graphique A1.3.
Répartition par engagement



Graphique A1.4.
Répartition par résultat prioritaire



d'assistance technique sont des organismes régionaux de bassin. Pendant l'exercice 2022, l'IGAD, qui est une commission économique régionale, a reçu un nouveau financement au titre d'activités exécutées par la Banque mondiale dans le cadre du programme mis en œuvre dans la Corne de l'Afrique intitulé *Untapping Resilience: Groundwater Management and Learning in the Horn of Africa's Borderlands* qui concerne la gestion et l'étude des eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique pour promouvoir la résilience. Les financements des projets en réserve sont alloués aux autorités nationales (Soudan et Soudan du Sud) et aux ONG (grâce au FF-BM Afrique de l'Ouest). La répartition cumulée de ces catégories reste à peu près la même entre les exercices 2021 et 2022.

Le **graphique A1.3** présente toutes les allocations cumulées. CIWA travaille dans toutes les régions de l'Afrique : la part des financements alloués au bassin du Nil a pratiquement doublé par suite de l'allocation de 30 millions de dollars au cours de l'exercice 2020. Depuis lors, la proportion des fonds affectés à l'Afrique australe est passée de 2 % à 9 %, celle de la Corne de l'Afrique de 4 % à 11 % et celle de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale de 4 % à 7 %. D'autres activités ont diminué, notamment dans le Zambèze, la Volta et le Niger, aucune nouvelle allocation n'ayant été effectuée depuis la clôture de ces projets au cours des deux dernières années. CIWA s'efforce actuellement de relancer les activités dans les bassins prioritaires à mesure que des fonds se libèrent.

Le **graphique A1.4** présente les allocations cumulées du portefeuille de CIWA par résultat prioritaire (projets en réserves inclus). Les investissements réalisés par CIWA dans les grandes infrastructures, qui représentaient auparavant une part importante du portefeuille, diminuent progressivement, mais nettement (de 29 % à 13 %). Cette évolution s'accompagne d'une augmentation des investissements dans les petites infrastructures fondées sur la nature (dont la part passe de 10 % à 14 %) et dans l'appui aux systèmes institutionnels et d'information (dont la part passe de 61 % à 74 %). Un petit nombre de projets en cours et en réserve pour l'exercice 2022 sont liés à des investissements dans de grandes infrastructures.

Annexe 2

Cadre de résultats

CIWA rend compte chaque année des progrès enregistrés en direction des cibles indiquées dans son cadre de résultats en présentant des données quantitatives et qualitatives sur les réalisations des activités qu'il finance. Si les données concernant les indicateurs de résultats et les cibles sont en général cumulées, les explications données dans le rapport principal et à l'annexe 2 précisent la manière dont certains projets contribuent à la réalisation de chacune de ces cibles. Les indicateurs pour l'objectif de développement du programme (ODP) et les résultats intermédiaires sont définis au niveau du programme et calculés par agrégation des résultats des projets financés par CIWA. Les progrès réalisés en direction de l'ODP (renforcer la gestion et la mise en valeur concertées des eaux internationales en Afrique subsaharienne en vue de contribuer à une croissance durable résiliente face au climat) sont mesurés par i) le montant des investissements mobilisés et ii) le nombre de personnes devant bénéficier directement de ces derniers. Le tableau A2.1 répertorie les projets d'investissement qui pourraient être induits par le programme lorsqu'il a été possible d'estimer le montant de l'investissement et le nombre de bénéficiaires du projet grâce aux études préparatoires. Le tableau A2.2 présente les projets d'investissement catalysés par CIWA pour lesquels des ressources ont été mobilisées. Le montant des investissements est cumulé et mis à jour chaque année. Une brève description des résultats annuels et cumulés est fournie pour chaque indicateur. CIWA avait initialement défini des cibles à 10 ans qu'il visait à atteindre d'ici 2020 pour chaque indicateur. Depuis 2020, CIWA fixe ses cibles pour les années à venir en se basant sur la réserve de projets existants. Le tableau A2.3 présente les cibles principales et les valeurs agrégées. Les cibles à atteindre à partir de l'exercice 2023 seront définies en tenant compte des modifications apportées au cadre de résultats suggérées à la suite du dernier examen à mi-parcours de CIWA.

Globalement, CIWA a dépassé la cible fixée pour le nombre de bénéficiaires des investissements catalysés par le programme, mais n'a pas atteint celles concernant le montant des investissements. Les résultats intermédiaires indiquent en outre que CIWA a atteint la cible qu'il s'était fixée, à savoir 45 investissements catalysés par le programme, que plusieurs nouveaux investissements ont été enregistrés au cours du dernier exercice et que d'autres devraient se matérialiser. Les résultats du programme s'amélioreront dès que CIWA aura achevé l'estimation du montant des investissements et du nombre de bénéficiaires. Les cibles des autres indicateurs intermédiaires sont atteintes.

Tableau A2.1. Investissements pouvant être catalysés par CIWA

Investissement éventuel	Rôle de CIWA	Valeur estimée des investissements en cours (USD, milliards)	Nombre estimé de bénéficiaires possibles (millions)	Avantages prévus
Investissement dans des forages et puits au Sahel	Ajouté pendant l'exercice 2022 ; Initiative sur les eaux souterraines au Sahel. A influé sur le projet d'investissement PRAPS2	0,01	Pas encore disponible	Pas encore disponible
Investissement dans le bassin aquifère sénégal-mauritanien	Ajouté pendant l'exercice 2022 ; Initiative sur les eaux souterraines au Sahel	Pas encore disponible	17	Pas encore disponible
Projet pilote dans l'aquifère de Merti (Kenya et Somalie)	Réalisation d'une étude de faisabilité ; Initiative pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique (ajouté pendant l'exercice 2021)	0,00478	0,0304	Renforcement de la résilience et développement économique
Aquifère transfrontalier de Khakea (Botswana et Afrique du Sud)	Réalisation de plans de gestion ; projet SADRI (ajouté pendant l'exercice 2021)	Pas encore disponible	Pas encore disponible	Amélioration de la protection de la biodiversité et gestion durable des eaux souterraines
Investissement dans le bassin du Nil (14) – NCORE	Soutien de NCORE et du programme de soutien au bassin du Nil pour permettre à l'IBN de faciliter les activités de coopération telles que l'amélioration de la planification et de la gestion intégrée des ressources en eau, ainsi que l'identification et la préparation d'investissements concertés importants pour la région	6,936	7	Augmentation de l'approvisionnement en eau ; accroissement de la production d'électricité, amélioration de la gestion des bassins versants ; développement de l'irrigation
Transfert d'eau des hauts plateaux du Lesotho vers le Botswana	Financement d'une étude des coûts et des avantages du transfert d'eau et des possibilités de stimuler la coopération	0,8	2	Augmentation de l'approvisionnement en eau, revenus supplémentaires

Investissement éventuel	Rôle de CIWA	Valeur estimée des investissements en cours (USD, milliards)	Nombre estimé de bénéficiaires possibles (millions)	Avantages prévus
Programme d'amélioration des moyens de subsistance dans le bassin Cubango-Okavango	Soutien à l'analyse des opportunités d'investissements multisectoriels en vue de la mise en place de programmes d'investissement à long terme et d'amélioration des moyens de subsistance ; poursuite de l'appui à la préparation de l'étape suivant l'analyse	0,9	Pas encore disponible	Augmentation des revenus ; accès à l'eau, aux services d'assainissement, et à une énergie durable ; mesures visant à lutter contre la faim et la maladie ; et promotion de la parité femmes-hommes, de l'éducation et de la durabilité dans le domaine de l'environnement
Investissement dans le sous-bassin de Lwapula	Exploration des possibilités de modalités de coopération juridique et institutionnelle pour une future Autorité du fleuve Lwapula ; actualisée au cours de l'exercice 2021	2,17	8,42 ²	Augmentation de la production d'électricité
Total		11,7 milliards de dollars	34,43 millions de personnes	

Tableau A2.2. Investissements mobilisés, catalysés³ avec l'appui de CIWA

Investissement mobilisé	Rôle de CIWA	Valeur estimée des investissements en cours (USD, milliards)	Nombre estimé de bénéficiaires possibles (millions)	Avantages prévus
Projet d'investissement pour la résilience climatique du bassin du fleuve Niger	Tenue de consultations techniques et politiques pour l'élaboration du plan d'investissement	0,2	4,0	Moyens de subsistance ruraux, systèmes d'alerte précoce et d'information climatique, résilience climatique
Barrage de Kandadji	Appui aux travaux d'analyse des meilleures pratiques en matière de réinstallation	1,0	1,0	Augmentation de la production d'électricité, développement de l'irrigation, création d'emploi
Barrage de Kariba	Études sur la réhabilitation du barrage à l'origine de la décision d'investir dans le renforcement de la sécurité et de la fiabilité	0,294	3,0	Augmentation de la production d'électricité, réduction des risques, et prévention de catastrophes
Projet hydroélectrique de la Gorge de Batoka	Analyse des implications financières de l'investissement et facilitation des négociations pour examiner les conclusions et encourager le renouvellement du projet, la réalisation de nouvelles études d'ingénierie et la préparation de l'investissement	4,0	6,0	Augmentation de la production d'électricité
Projet de réhabilitation du lac Tchad (basé sur le Plan d'action pour le développement et la résilience climatique du lac Tchad)	Appui à la formulation du plan d'action afin de mettre en œuvre les investissements prévus dans le cadre du projet de résilience climatique	0,17	0,213	Moyens de subsistance ruraux, résilience climatique
Projet de développement durable du lac Tchad (PRODEBALT)	Réalisation d'analyses et d'études de projet	0,021 au total (dont 0,0094 de la Banque mondiale)	0,022	200 microprojets de développement des moyens de subsistance ruraux et amélioration de la gestion des ressources en eau
Projet Biosphère et patrimoine du lac Tchad (BIOPALT)	Réalisation d'analyses et d'études de projet	0,0065	3,0	Biodiversité et dépollution de l'écosystème
Dons subsidiaires de SADC-GMI (9)	Réalisation d'analyses diagnostiques transfrontalières et planification d'actions stratégiques conjointes, réunion des parties prenantes	0,0014	0,155	Neuf investissements dans huit pays ; exploitation des aquifères ; forages, pompes et installation d'équipements de surveillance ; stockage de l'eau
Investissement dans le bassin du Nil (7) – NCORE	Réalisation d'études de pré faisabilité (évaluation de reconnaissance) des caractéristiques du projet et coordination de la mobilisation des ressources, de l'appui institutionnel et/ou facilitation de la participation des parties prenantes	0,648	2,07	Données hydrologiques et météorologiques ; stockage de l'eau ; irrigation ; production d'électricité ; pêcheries
Total		6,34 milliards de dollars	19,46 millions de personnes	

2 Le nombre de bénéficiaires est déterminé à partir de la production annuelle moyenne prévue de 4 420 GWh/an, de la consommation moyenne en Afrique subsaharienne et de la demande intérieure, qui est estimée à 35 %.

3 Les *Investissements mobilisés* regroupent l'ensemble des investissements prévus et effectués qui sont intégrés dans un processus de planification financière formel et public ou vérifiable. CIWA peut catalyser un projet en facilitant le dialogue sur l'investissement, les études exploratoires ou l'identification du projet, n'importe quelle étape de la préparation du projet, notamment en contribuant à une analyse liée à cette étape, la négociation d'une transaction et/ou la mobilisation des ressources.

Objectifs de développement du programme (ODP) : Renforcer la gestion et la mise en valeur concertées des eaux internationales en Afrique subsaharienne en vue de contribuer à une croissance durable résiliente face au climat.

Indicateur 1 : Financements en dollars des États-Unis mobilisés pour des projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales appuyés par CIWA.

Cible pour l'exercice 2022 ⁴ :	Réalizations pour l'exercice 2022	
14 milliards de dollars pour financer la gestion et la mise en valeur concertées des investissements potentiels dans les eaux transfrontalières induits par CIWA/7 milliards de dollars pour financer la gestion et la mise en valeur concertées des investissements dans les eaux transfrontalières mobilisés avec l'appui de CIWA.	Total	18,05 milliards de dollars
	Potentiel	11,7 milliards de dollars
	Mobilisés	6,34 milliards de dollars

Aucun changement n'a été enregistré pour les investissements mobilisés grâce à l'appui de CIWA. En revanche, le montant des investissements potentiels a été modifié par suite de l'achèvement des études de faisabilité de l'investissement dans l'aquifère de Merti (tableau A2.1). Comme les études pour d'autres investissements induits par CIWA sont encore en cours, les valeurs indiquées sont sous-estimées. Le montant des investissements potentiels est inférieur de 16 % à la cible fixée pour l'exercice 2022. Celui des investissements mobilisés est inférieur de 10 % à la cible fixée pour l'exercice 2022.

Indicateur 2 : Nombre de personnes bénéficiant directement de l'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau dans les bassins ciblés grâce aux projets soutenus par CIWA.

Cible pour l'exercice 2022 :	Réalizations pour l'exercice 2022	
35 millions de personnes bénéficieront directement des projets d'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau catalysés par CIWA	Total	53,89 millions de personnes
	Potentiel	34,43 millions
	Mobilisés	19,46 millions

L'indicateur 2 de l'objectif de développement du programme (PDO) montre qu'aucun changement n'a été enregistré pour les investissements mobilisés grâce à l'appui de CIWA. Toutefois, le nombre de bénéficiaires des investissements potentiels a pu être ajusté car l'investissement dans l'aquifère de Merti devrait bénéficier à environ 30 000 personnes. Dix-sept millions de bénéficiaires ont été ajoutés au cours de l'exercice 2022 par suite de la prise en compte de l'investissement potentiel dans le bassin aquifère sénégal-mauritanien (BASM) réalisé dans le cadre de l'Initiative sur les eaux souterraines au Sahel. Les études pour d'autres investissements induits par CIWA sont en cours, si bien que les valeurs indiquées sont sous-estimées. Le nombre total de bénéficiaires des investissements pendant l'exercice 2022 dépasse la cible de 65 %.

Résultat intermédiaire 1. Renforcement de l'intégration et de la coopération régionales

Indicateur 1 : Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes renforcées en vue d'améliorer la coopération régionale (chiffre non cumulé)

Cible pour l'exercice 2022 : 12 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales

Réalisations pour l'exercice 2022 : 19 institutions régionales pertinentes dans quelque 11 bassins.

ABN, ABV, CBLT, CUVECOM, CEDEAO, IBN, IGAD, LVBC, LIMCOM, NBD, OKACOM, ORASECOM, SADC-GMI, SAPP, ZAMCOM et ZRA ont mis en œuvre des projets ou des activités depuis la création de CIWA. Au cours de l'exercice 2022, SADRI a inclus le comité mixte de gestion du parc Pafuri-Sengwe et le conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, tandis que la phase 2 du programme de gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC a inclus le secrétariat de la SADC.

La CBLT, le comité mixte de gestion du parc Pafuri-Sengwe, le conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, la CUVECOM, l'IBN, l'IGAD, l'Institut de gestion des eaux souterraines de la SADC, la LIMCOM, la LVBC, le NBD, l'OKACOM, l'ORESACOM, le Secrétariat de la SADC, et la ZAMCOM ont des projets ou activités en cours. Ces institutions interviennent dans le bassin du Nil, le bassin du lac Victoria, le bassin du lac Tchad et les bassins d'eaux souterraines en Afrique australe, en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale et dans la Corne de l'Afrique.

Indicateur 2 : Nombre d'analyses stratégiques et de produits du savoir utilisés pour exposer les raisons d'être de la coopération, les besoins et les difficultés.

Cible pour l'exercice 2022 : 20 nouvelles analyses stratégiques utilisées pour exposer les raisons d'être de la coopération

Réalisations pour l'exercice 2022 : 30 nouvelles analyses stratégiques ont été réalisées dans le cadre d'activités appuyées par CIWA, et 110 analyses stratégiques ont été réalisées au total, contre 82 pour l'année précédente. Ces analyses stratégiques mettent en évidence les raisons d'être de la coopération en présentant des scénarios sur la résilience climatique, l'harmonisation des législations, les ressources en eaux souterraines, ainsi que sur les inondations et les sécheresses régionales, la production d'électricité, etc..

SADRI :

- Réalisation de quatre rapports présentant les principales conclusions des travaux d'analyse visant à réduire le déficit de connaissances sur la production, l'utilisation et la gouvernance de l'eau dans la région du Pafuri et du Zengwe dans la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo. Les principales réalisations sont i) le rapport d'analyse de situation, ii) le rapport de recensement hydrologique, iii) la cartographie des systèmes des zones humides et des aquifères, et iv) le rapport final et la stratégie d'investissement.
- Deux rapports, une boîte à outils et des Notes régionales sont en cours d'élaboration. Dix villes ont par ailleurs été consultées en vue de la production d'études de cas et de présentations.

Initiative pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique :

- Deux rapports nationaux de référence sur l'état du renforcement des capacités liées à la gestion des eaux souterraines (Somalie et Soudan du Sud).
- Une évaluation des difficultés et des opportunités liées aux eaux souterraines, y compris les aspects socio-économiques, la cartographie des aquifères, ainsi que le bilan et les besoins en eau pour l'investissement dans l'aquifère de Merti.

Renforcement de la résilience dans la Corne de l'Afrique :

- Document regroupant les recommandations aux pays de la Corne de l'Afrique concernant la lutte contre le criquet pèlerin et d'autres menaces transfrontalières
- Évaluation qualitative rapide pour renforcer la gestion des risques liés au criquet pèlerin
- Étude de cas – Diagnostic ex post de la lutte contre le criquet pèlerin
- Évaluation institutionnelle de la gestion régionale des eaux souterraines
- Rôle des institutions dans le renforcement des résultats en matière de résilience dans la Corne de l'Afrique
- Évaluation rapide – Gestion du risque de sécheresse pour le secteur de l'eau au Kenya

Améliorer la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental :

- Rapport sur la sécurité de l'eau en Côte d'Ivoire
- Cartographie des organisations de la société civile dans le Sahel
- Renforcement de la sécurité hydrique régionale pour accroître la résilience dans le G5 Sahel
- Burkina Faso — L'eau au service du développement à l'horizon 2030 : Note de politique générale
- Diagnostic : comment assurer la sécurité de l'eau au Ghana

Initiative sur les eaux souterraines au Sahel

- Rapport sur les contraintes et les limites de l'utilisation des eaux souterraines peu profondes pour la petite irrigation (document à finaliser et à partager avec les chefs d'équipe de l'Initiative pour l'irrigation au Sahel en vue de la mise en œuvre des projets pilotes)
- Note de synthèse sur les écosystèmes dépendant des eaux souterraines (document à finaliser)
- Note de synthèse sur la qualité des eaux souterraines en milieu urbain
- Note de synthèse sur les eaux souterraines et le pastoralisme (document à finaliser et à utiliser pour la préparation de la phase 2 du projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel [PRAPS2])
- Rapport sur l'état des capacités d'évaluation et d'exploration des ressources en eaux souterraines
- Rapport sur les compétences spécialisées concernant les eaux souterraines et les formations connexes au Sahel (document à finaliser et à discuter lors de conférences internationales)
- Note de synthèse sur la coopération Sud-Sud dans le domaine des eaux souterraines (document à finaliser et à discuter lors de conférences internationales)
- Note de synthèse sur les possibilités de renforcer les formations sur les eaux souterraines : résultat de la table ronde de Nouakchott

Résultat intermédiaire 2. Renforcement de la gestion des ressources en eau

Indicateur : Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes ayant accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités pour renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement.

Cible pour l'exercice 2022 : 11 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités pour renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement.

Réalisations pour l'exercice 2022 : Au total, 13 institutions pertinentes dans au moins 7 bassins — ABN, CBLT, CEDEAO, comité mixte de gestion du parc Pafuri-Sengwe, conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, IBN, IGAD, LVBC, NBD, OKACOM, SADC-GMI, SAPP et ZRA — ont mis en œuvre des projets contribuant au renforcement de la gestion des risques liés au climat ou de la coordination des opérations d'investissement.

Au cours de l'exercice 2022, six institutions régionales ont eu accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités de traitement des données avec le soutien de la CIWA : Comité mixte de gestion du parc Pafuri-Sengwe, Conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, IBN, IGAD, LVBC et SADC-GMI.

Résultat intermédiaire 3. Renforcement de la mise en valeur des ressources en eau

Indicateur 1 : Nombre d'opportunités d'investissement ayant des retombées régionales qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA

Cible pour l'exercice 2022 : 45 opportunités d'investissement ayant des retombées régionales qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA

Réalisations pour l'exercice 2022 : 44 projets d'investissement sont appuyés par des projets en cours (42 communiqués au cours de l'exercice 2021). ABN, CBLT, IBN, OKACOM, SADC-GMI, SAPP et ZRA poursuivent actuellement des projets qui contribuent à promouvoir les opportunités d'investissement. Au cours de l'exercice 2021, de nouveaux investissements potentiels ont été prévus pour l'aquifère de Merti et l'aquifère transfrontalier de Khakea et les projets de forages et de puits au Sahel et du bassin aquifère sénégal-mauritanien ont été ajoutés au cours de l'exercice 2022 (voir tableau 1 pour les nouveaux investissements potentiels).

Indicateur 2 : Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes qui ont amélioré leur approche pour la planification d'investissements durables, ce qui inclut la prise en compte de la pauvreté, du genre, du changement climatique et d'autres considérations sociales et environnementales, et la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.

Cible pour l'exercice 2022 : Six institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.

Réalisations pour l'exercice 2022 : Au total 10 institutions régionales (ABN, CBLT, Comité mixte de gestion du parc Pafuri-Sengwe, Conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, IBN, IGAD, SADC-GMI, SAPP, Secrétariat de la SADC, et ZRA) ont des projets en cours contribuant à l'amélioration de l'approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.

Résultat intermédiaire 4. Renforcement de la coordination et de la participation des parties prenantes

Indicateur 1 : Nombre de bassins bénéficiant d'un renforcement de la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; pourcentage d'engagements dans le cadre desquels la participation accrue des parties prenantes appuie explicitement la prise en compte de la parité femmes-hommes durant la conception et la mise en œuvre des activités de gestion et de mise en valeur des ressources en eau.

Cible pour l'exercice 2022 : Sept bassins ont renforcé la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements appuient explicitement la prise en compte de la question de la parité femmes-hommes durant la conception et la mise en œuvre de l'activité.

Réalisations pour l'exercice 2022 : Huit organismes de bassin et une communauté économique régionale (zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, Limpopo, Aquifère de Merki, Nil, Niger, Volta, bassin du lac Tchad, et Zambèze) ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation et la coordination des parties prenantes. L'ABN, l'ABV, le comité mixte de gestion du parc Pafuri-Sengwe, le conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, l'IBN, le NBD, le SAPP et la ZRA ont formulé des stratégies claires entre autres pour leur communication, la participation des parties prenantes, la parité femmes-hommes et/ou d'autres stratégies qui contribuent à améliorer cette parité en intégrant l'autonomisation des femmes dans toutes les activités de gestion de l'eau, de renforcement des capacités, de formation et de développement.

Indicateur 2 : Nombre de bassins pour lesquels le volume des données sur la gestion et la mise en valeur des ressources en eau disponibles dans le domaine public a augmenté.

Cible pour l'exercice 2022 : Le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté pour six bassins.

Réalisations pour l'exercice 2022 : Les opérations de CIWA dans six bassins — le Nil, le Niger, le lac Tchad, le lac Victoria et le Zambèze, ainsi que la région de la SADC — ont contribué à améliorer la gestion des ressources en eau, les données climatiques et les informations sur la mise en valeur de l'eau disponibles dans le domaine public. L'Institut des eaux souterraines de la SADC et l'IBN ont contribué à l'obtention de ces résultats pendant l'exercice 2022.

Tableau A2.3 Cadre de résultats et suivi de CIWA en septembre 2022⁵

IMPACT : Renforcer la croissance durable résiliente face au changement climatique en Afrique subsaharienne

Indicateur	Ex. 2016	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022
<i>Objectifs de développement du programme : Renforcer la gestion et la mise en valeur concertées des eaux internationales en Afrique subsaharienne en vue de contribuer à une croissance durable résiliente face au climat.</i>							
i) Financements en dollars des États-Unis mobilisés pour des projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA	Cible						
	8 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA)	9 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA)	9 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA)	10 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA)	10 milliards de dollars d'investissement pour financer les projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA.	12 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA) ; 6 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	14 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA) ; 7 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés
	Réalisations						
Valeur de référence : 0 milliard de dollars (valeur des projets catalysés par CIWA)	5,6 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 4,3 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	7,9 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 5 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	10,6 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 6,4 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	11,2 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 6,2 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	10,5 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 6,34 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	11,7 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 6,34 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	11,7 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 6,34 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés

Indicateur	Ex. 2016	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022
<i>Objectifs de développement du programme : Renforcer la gestion et la mise en valeur concertées des eaux internationales en Afrique subsaharienne en vue de contribuer à une croissance durable résiliente face au climat.</i>							
ii) Nombre de personnes bénéficiant directement de l'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau dans les bassins ciblés grâce aux projets soutenus par CIWA	Cible						
	15 millions (de personnes susceptibles de bénéficier directement des projets catalysés par CIWA)	20 millions (de personnes susceptibles de bénéficier directement des projets catalysés par CIWA)	30 millions (de personnes susceptibles de bénéficier directement des projets catalysés par CIWA)	40 millions (de personnes susceptibles de bénéficier directement des projets catalysés par CIWA)	50 millions de personnes bénéficieront directement des projets d'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau catalysés par CIWA	30 millions de personnes bénéficieront directement des projets d'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau catalysés par CIWA	35 millions de personnes bénéficieront directement des projets d'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau catalysés par CIWA
	Réalisations						
Valeur de référence : 0 bénéficiaire direct	37 millions de bénéficiaires directs potentiels 10,8 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés	41,2 millions de bénéficiaires directs potentiels 11,5 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés	4,7 millions de bénéficiaires directs potentiels 12,15 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés	10,8 millions de bénéficiaires directs potentiels 16,1 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés	9,5 millions de bénéficiaires d'investissements potentiels 19,46 millions de bénéficiaires d'investissements catalysés mobilisés	17,4 millions de bénéficiaires d'investissements potentiels 19,46 millions de bénéficiaires d'investissements catalysés mobilisés	34,4 millions de bénéficiaires d'investissements potentiels 19,46 millions de bénéficiaires d'investissements catalysés mobilisés

Indicateur	Ex. 2016	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022
Résultat intermédiaire 1. Renforcement de l'intégration et de la coopération régionales							
i) Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes renforcées en vue d'améliorer la coopération régionale	Cible						
	6 institutions pertinentes ayant des projets ou des activités en cours	8 institutions pertinentes ayant des projets ou des activités en cours	8 institutions pertinentes ayant des projets ou des activités en cours	8 institutions pertinentes ayant des projets ou des activités en cours	8 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales	12 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales	12 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales
	Réalisations						
Valeur de référence : 0 institution renforcée	8 institutions pertinentes ayant des projets en cours	8 institutions pertinentes ayant des projets en cours	9 institutions pertinentes ayant des projets en cours	11 institutions pertinentes ayant des projets en cours	11 institutions pertinentes ayant des projets en cours	12 institutions pertinentes ayant des projets en cours	19 institutions pertinentes ayant des projets en cours
ii) Nombre d'analyses stratégiques et de produits du savoir utilisés pour exposer les raisons d'être de la coopération, les besoins et les difficultés	Cible						
	5 analyses stratégiques réalisées	18 analyses stratégiques réalisées	20 analyses stratégiques réalisées et utilisées	20 analyses stratégiques réalisées et utilisées	20 analyses stratégiques utilisées pour exposer les raisons d'être de la coopération	20 nouvelles analyses stratégiques utilisées pour exposer les raisons d'être de la coopération	20 nouvelles analyses stratégiques utilisées pour exposer les raisons d'être de la coopération
	Réalisations						
Valeur de référence : 0 analyse stratégique réalisée par CIWA	16 analyses stratégiques réalisées	23 analyses stratégiques réalisées	26 analyses stratégiques réalisées et utilisées	36 analyses stratégiques réalisées et utilisées	49 analyses stratégiques réalisées et utilisées	33 nouvelles analyses stratégiques réalisées et utilisées	30 nouvelles analyses stratégiques réalisées et utilisées

Indicateur	Ex. 2016	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022
Résultat intermédiaire 2. Renforcement de la gestion des ressources en eau							
i) Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes ayant accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou la capacité d'améliorer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau et la coordination des opérations d'investissement	Cible						
	5 institutions pertinentes ont des projets en cours qui améliorent la gestion des risques liés au climat ou à l'eau et/ou la coordination des opérations d'investissement	7 institutions pertinentes ont des projets en cours qui améliorent la gestion des risques liés au climat ou à l'eau et/ou la coordination des opérations d'investissement	7 institutions pertinentes ont des projets en cours qui améliorent la gestion des risques liés au climat ou à l'eau et/ou la coordination des opérations d'investissement	7 institutions pertinentes ont des projets en cours qui améliorent la gestion des risques liés au climat ou à l'eau et/ou la coordination des opérations d'investissement	7 institutions dans au moins 4 bassins ont accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités de renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement	11 institutions dans au moins 5 bassins ont accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités de renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement	11 institutions dans au moins 5 bassins ont accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités de renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement
	Réalisations						
Valeur de référence : 0 institution fait usage des outils, des données et de la capacité renforcée avec l'appui de CIWA	7 institutions pertinentes ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la gestion des ressources en eau	8 institutions pertinentes ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la gestion des ressources en eau	9 institutions pertinentes ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la gestion des ressources en eau	11 institutions pertinentes ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la gestion des ressources en eau	10 institutions pertinentes ont des projets en cours et ont accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités de renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement	11 institutions pertinentes ont des projets en cours et ont accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités de renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement	13 institutions pertinentes ont des projets en cours et ont accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités de renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement

Indicateur	Ex. 2016	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022
Résultat intermédiaire 3. Renforcement de la mise en valeur des ressources en eau							
Nombre d'opportunités d'investissement ayant des retombées régionales qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA Valeur de référence : 0 possibilité d'investissement présentant des avantages régionaux avancés grâce à CIWA	Cible						
	6 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux par suite de projets en cours	31 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux par suite de projets en cours	35 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux par suite de projets en cours	35 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux par suite de projets en cours	35 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA	42 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA	45 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA
	Réalisations						
	31 projets d'investissement avancés grâce aux projets en cours	32 projets d'investissement avancés grâce aux projets en cours	31 projets d'investissement avancés grâce aux projets en cours	37 projets d'investissement avancés grâce aux projets en cours	40 projets d'investissement avancés grâce aux projets en cours	42 projets d'investissement avancés grâce aux projets en cours	45 projets d'investissement avancés grâce aux projets en cours
ii) Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes qui ont amélioré leur approche pour la planification d'investissements durables et la préparation d'opérations susceptibles d'être financées Valeur de référence : 0 bassin soutenu par CIWA	Cible						
	4 institutions ont des projets en cours qui améliorent l'approche adoptée en matière de planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	5 institutions ont des projets en cours qui améliorent l'approche adoptée en matière de planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	5 institutions ont des projets en cours qui améliorent l'approche adoptée en matière de planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	5 institutions ont des projets en cours qui améliorent l'approche adoptée en matière de planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	5 institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	6 institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	6 institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées
	Réalisations						
	5 institutions ont des projets pertinents en cours	5 institutions et 4 pays ont des projets pertinents en cours	5 institutions et 4 pays ont des projets pertinents en cours	6 institutions et 4 pays ont des projets pertinents en cours	6 institutions pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	6 institutions pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	10 institutions pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées
Indicateur	Ex. 2016	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022
Résultat intermédiaire 4. Renforcement de la coordination et de la participation des parties prenantes.							
i) Nombre de bassins bénéficiant d'un renforcement de la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; pourcentage d'opérations dans le cadre desquelles la participation accrue des parties prenantes appuie explicitement la prise en compte de la question de la parité femmes-hommes durant la conception et la mise en œuvre des activités de gestion et de mise en valeur des ressources en eau. Valeur de référence : 0 engagement amélioré avec les parties prenantes ni aucune prise en compte des questions de parité femmes-hommes	Cible						
	5 bassins ont des projets ou des activités en cours ; 50 % comprennent des organisations représentant les intérêts des femmes et/ou des pauvres	5 bassins ont des projets ou des activités en cours ; 50 % comprennent des organisations représentant les intérêts des femmes et/ou des pauvres	5 bassins ont des projets ou des activités en cours ; 50 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	5 bassins ont des projets ou des activités en cours ; 50 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	5 bassins ont amélioré la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	7 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	7 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité
	Réalisations						
	5 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; 20 % ont un lien explicite avec les organisations représentant les intérêts des femmes	7 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; 50 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	7 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; 50 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	7 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; 50 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	7 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	7 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	8 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité
ii) Nombre de bassins pour lesquels le volume des données sur la gestion et la mise en valeur des ressources en eau disponibles dans le domaine public a augmenté Valeur de référence : 0 bassin	Cible						
	Pour 3 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté
	Réalisations						
	Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Pour 6 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté

Annexe 3

Analyse des risques

Description des risques	Mesures d'atténuation	Faits marquants
<p>1. Risques mondiaux.</p> <p>La pandémie de COVID-19 est un dur rappel des conséquences de vaste portée et profondes des risques qui se posent à l'échelle mondiale, notamment des crises sanitaires, des événements climatiques catastrophiques, des guerres et des différends commerciaux. Ces risques sociétaux et environnementaux peuvent entraver le travail du personnel de CIWA et de ses bénéficiaires et, dans des circonstances exceptionnelles, retarder le décaissement des fonds destinés au projet ou à l'assistance technique, voire les annuler.</p>	<p>Les mesures d'atténuation des risques mondiaux sont alignées sur l'approche plus générale de la Banque mondiale et de son pôle mondial d'expertise en eau. Cette approche, dans le cadre de la COVID-19 propose un modèle de réponse rapide et flexible permettant d'aider les partenaires nationaux à faire face aux effets immédiats et secondaires de la pandémie. Les équipes de projet ont souvent recours à la technologie pour maintenir la participation des parties prenantes à tous les niveaux, que ce soit pour l'assistance technique, la conception des activités et des projets, la mobilisation communautaire, les réunions pour la gouvernance des organismes de bassin fluviaux ou les réunions de vaste portée comme le Forum pour le développement du bassin du Nil. La possibilité d'organiser des réunions et des missions hybrides et virtuelles permettra d'atténuer les risques liés aux restrictions de déplacement dans les futures crises sanitaires.</p> <p>Les mesures d'atténuation des risques mondiaux ont consisté, pour certains projets, à accorder des prorogations sans coût additionnel aux bénéficiaires secondaires et à adapter les plans de travail afin de tirer parti des interfaces électroniques.</p>	<p>La pandémie de COVID-19 a continué d'avoir des effets notables sur pratiquement tous les habitants de la planète au cours de l'exercice 2022, directement ou en raison de ses conséquences sur l'économie et les chaînes d'approvisionnement. Ses retombées sur le personnel de la Banque mondiale et les bénéficiaires ont parfois été dramatiques, mais, dans l'ensemble, les répercussions sur les projets de CIWA se sont limitées à des retards opérationnels et au recours à des plateformes virtuelles. Les échanges à distance avec les parties prenantes sont sans doute moins efficaces que s'ils étaient menés face à face, surtout dans les régions ne disposant pas d'une bonne connexion à Internet, mais les partenaires de CIWA ont fait preuve de flexibilité et de leur capacité à tenir leurs engagements en dépit de circonstances difficiles. Bien que les restrictions de déplacement aient été levées et que les réunions en face à face aient repris, CIWA continue d'être vigilant en raison d'une situation mondiale hautement volatile.</p>
<p>2. Le contexte politique est difficile.</p> <p>Les projets relatifs aux eaux internationales courent tous le risque que des événements politiques nationaux ou internationaux (liés ou non à l'eau) provoquent une dégradation de la situation qui entraîne des retards importants, voire l'échec de certains projets. CIWA et ses partenaires n'ont généralement aucun contrôle sur ce type de risque.</p>	<p>Les zones d'intervention (projets ou assistance technique en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale, en Afrique australe et dans la Corne de l'Afrique), le type d'appui (amélioration des informations, renforcement des institutions et investissements) et les clients (organismes de bassin, commissions économiques régionales, ministères, etc.) de CIWA sont très divers, ce qui contribue à atténuer les risques politiques auxquels le programme est exposé.</p> <p>CIWA procède systématiquement à des analyses d'économie politique dans le cadre de ses activités de planification, ce qui lui permet d'anticiper les risques, de définir les objectifs de ses projets en conséquence, et de formuler des stratégies d'atténuation pour assurer leur mise en œuvre.</p> <p>Bien que CIWA ne soit pas un programme spécial de la Banque mondiale ayant pour objet de soutenir les interventions rapides et le redressement dans les situations politiques de fragilité, de conflits et de violence (FCV), il collabore avec de nombreux partenaires se trouvant dans ce type de situation pour atténuer certaines des causes de FCV en particulier l'insécurité hydrique. Comme le souligne le rapport, l'accroissement de la sécurité hydrique améliore les moyens de subsistance, la santé des populations et la gouvernance et renforce les communautés.</p>	<p>CIWA est confronté à toute une gamme de situations politiques allant de brèves périodes de tensions bilatérales à la dispersion de populations dans la région, voire même de conflits et de violence. Les situations de fragilité, de conflits et de violence opposent de graves obstacles à la mise en œuvre des projets. Les changements politiques intervenus en Afrique de l'Est ont entraîné des retards dans les activités menées au Soudan, mais ont ouvert la possibilité d'améliorer la gestion des eaux transfrontalières au Soudan du Sud. L'insécurité persistante qui sévit en Afrique de l'Ouest a contraint CIWA à réduire la portée et l'ambition de certaines de ses activités. CIWA reste toutefois vigilant et se tient prêt à intensifier ses activités si la situation politique s'améliore.</p> <p>Dans l'ensemble, CIWA gère très bien les projets de gestion des ressources en eau transfrontalières dans des situations de fragilité, de conflits et de violence. Ses résultats tiennent en grande partie à la haute expertise que possèdent de longue date les chefs d'équipe de la Banque mondiale dans les domaines techniques et celui de la gestion des projets. Les projets de CIWA dans la Corne de l'Afrique en sont un bon exemple.</p>
<p>3. L'engagement à l'échelle du bassin est insuffisant.</p> <p>Certains pays peuvent ne pas être officiellement membres de l'organisme du bassin participant, peuvent contester l'association de cet organisme avec CIWA, ou simplement s'opposer à une mise en valeur multilatérale des ressources en eau.</p>	<p>Les stratégies d'engagement de CIWA au niveau des bassins et/ou les processus de préparation de projets permettent de collaborer avec différentes parties prenantes à la conception des activités de CIWA. Les équipes de projet et les responsables de CIWA poursuivent un dialogue pour exposer les avantages de la collaboration et réfuter l'argument selon lequel l'exploitation des ressources en eau doit être une opération à somme nulle. Une grande partie des efforts déployés dans le cadre des projets de CIWA est consacrée à l'organisation d'entretiens et à l'instauration d'un climat de confiance entre les pays riverains (par exemple la diplomatie de l'eau).</p> <p>CIWA cherche à encourager l'établissement de solides relations de travail basées sur la coopération, notamment en élaborant un plan d'appui pour chaque bassin ou région dans lequel ou laquelle il mène une action de longue durée. Ce plan décrit la manière dont le programme conçoit le soutien qui peut être apporté au bassin et sa mise en valeur, notamment en assurant l'alignement des projets qu'il appuie sur les grands objectifs des organismes de bassin ; le plan indique aussi les synergies possibles, les doubles emplois et les lacunes qui peuvent exister et les manières d'y remédier. CIWA s'efforce également de faciliter le partage de connaissances entre les bassins.</p>	<p>Dans certains bassins, les pays ne collaborent pas tous avec l'organisme établi. Par ailleurs, quel que soit le bassin considéré, certains membres sont moins actifs que d'autres. Ce manque d'engagement tient le plus souvent au fait que les avantages d'une participation active ne sont pas évidents, les capacités de gouvernance sont insuffisantes ou précaires, et certains participants ne tirent que des avantages mineurs de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau partagées.</p> <p>CIWA a renforcé sa visibilité grâce à son nouveau programme de communication et il continuera à faire valoir les avantages de la coopération auprès de ses parties prenantes.</p>

Description des risques	Mesures d'atténuation	Faits marquants
<p>4. Insuffisance de la place accordée aux parties prenantes et de la prise en compte des questions de parité femmes-hommes.</p> <p>Les parties prenantes peuvent ne pas pleinement participer au cycle de projet et, de ce fait, ne pas pouvoir suffisamment contribuer à la prise de décisions, ce qui accroît la possibilité de contestations et réticences pouvant compromettre ou retarder les projets. Une implication insuffisante des parties prenantes peut aussi nuire à la qualité des résultats du projet.</p>	<p>CIWA accorde la priorité à la participation des parties prenantes et tient dûment compte de leurs besoins et de leurs préoccupations tout au long du cycle du projet. Dans l'un de ses domaines d'intervention (la « Plateforme de coopération »), CIWA vise à renforcer la participation des parties prenantes à la gestion des ressources en eau et met l'accent sur la recherche de possibilités de promouvoir la parité femmes-hommes.</p> <p>Lorsqu'il lance une nouvelle opération dans un bassin prioritaire, CIWA travaille avec ses clients pour concevoir un programme équilibré qui recouvre les quatre domaines d'intervention. Il prend automatiquement en compte les questions de parité femmes-hommes, de lutte contre la pauvreté et de participation des parties prenantes dans le cadre de la préparation et la mise en œuvre de ses projets.</p>	<p>Les possibilités offertes aux parties prenantes de participer diffèrent, en Afrique, selon les paysages politiques et culturels. La participation des parties prenantes reste constante ou s'améliore dans plusieurs bassins transfrontaliers. Il semble toutefois que la stratégie adoptée par CIWA pour la participation des parties prenantes ne soit pas pleinement suivie dans le cas d'autres organismes de bassin.</p> <p>Pendant l'exercice 2022, CIWA a soutenu la conception de projets permettant d'assurer une plus grande participation des parties prenantes dans le cadre de nouvelles activités. Il a également commencé à adapter le modèle éprouvé du NBD à l'Afrique de l'Ouest afin de renforcer la participation des parties prenantes, notamment celle de la société civile et des populations marginalisées. CIWA a récemment publié un document sur les enseignements tirés de la promotion de la parité femmes-hommes et de l'inclusion sociale (GESI), donnant divers exemples. Le cadre GESI de CIWA renforce les efforts déployés en faveur d'un changement radical en encourageant l'implication et la participation des femmes à la prise de décision.</p> <p>D'importants efforts ont été faits dans les nouveaux projets mis en œuvre dans la région de la SADC, au Sahel, et dans le bassin du Nil en vue d'intégrer plus clairement la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale dans les activités menées à la demande du client.</p> <p>En outre, les études préparatoires effectuées pour tous les investissements appuyés par CIWA suivent les procédures de la Banque mondiale et comprennent une évaluation des impacts environnementaux et sociaux et des plans de gestion, notamment des activités de collaboration avec les parties prenantes, ainsi qu'un examen des mesures permettant de prendre en compte les questions sociales, y compris la parité femmes-hommes.</p>
<p>5. Les capacités de mise en œuvre et d'intervention sont inadéquates, ce qui peut entraîner des retards de courte ou moyenne durée.</p> <p>Certains organismes de bassin peuvent ne pas avoir les capacités ou l'expérience requises pour réellement participer à la gestion et à la mise en valeur du bassin, ce qui peut entraîner des retards dans l'exécution des projets et, par conséquent, la rapidité avec laquelle ces derniers atteignent leurs objectifs.</p>	<p>Les experts de la Banque mondiale s'appuient sur l'évaluation de la capacité de mise en œuvre et d'intervention de l'organisation bénéficiaire qu'ils ont réalisée pendant la préparation du projet pour ajuster la portée et la complexité de la collaboration de CIWA. La Banque mondiale assure un soutien au niveau de la gestion financière, de la passation des marchés et de la gestion de projet. L'approbation du projet peut être liée au renforcement des capacités soutenu par le projet. Par exemple, elle pourrait dépendre du recrutement d'un spécialiste des questions environnementales et sociales pour soutenir l'application des sauvegardes. De nombreux projets contiennent ce risque en consacrant des composantes au renforcement des capacités et au soutien institutionnel. CIWA peut en outre déployer un programme exécuté par la Banque mondiale pour utiliser au départ ses modalités de financement de manière à pouvoir renforcer les capacités de mise en œuvre et d'intervention du bénéficiaire.</p>	<p>De nombreux projets de CIWA sont conçus pour mettre en place ou renforcer les capacités de mise en œuvre. Malgré les mesures d'atténuation prévues, les risques en ce domaine sont importants et comme indiqué à l'annexe du Rapport annuel de CIWA pour l'exercice 2019, ils se sont matérialisés dans de nombreux projets achevés pendant l'exercice 2020 (Volta, Zambèze et Niger). Une grande partie des nouvelles activités de CIWA dans la Corne de l'Afrique prévoit de renforcer les capacités de mise en œuvre afin d'éviter les retards.</p> <p>Le manque de préparation se manifeste souvent aussi bien au niveau du client qu'à celui des équipes de projet de la Banque mondiale. Le programme CIWA a soutenu la conception de nouveaux projets au cours des exercices 2020 et 2021, avec l'aide de spécialistes de thèmes transversaux, notamment la parité femmes-hommes, les situations de fragilité, de conflits et de violence, la biodiversité et la résilience. Les projets ont pu commencer plus rapidement grâce à cet appui supplémentaire de CIWA.</p>
<p>6. Changements imprévus dans les contributions et les priorités des bailleurs de fonds.</p> <p>Des financements insuffisants ou incertains risquent de remettre en cause les progrès réalisés sur le plan de la coopération, de la planification des investissements et de la capacité institutionnelle. Les bailleurs de fonds participants peuvent tarder à engager des ressources alors qu'il existe une forte demande de participation des organismes de bassin bénéficiaires.</p>	<p>CIWA continue de mobiliser des fonds, mais la demande des clients et partenaires actuels et potentiels restera bien supérieure aux financements prévus étant donné l'ampleur et l'intensité des besoins à l'échelle du continent africain. Il gère prudemment sa réserve des projets afin de répondre à la demande au moyen des ressources disponibles et de fixer des objectifs réalistes avec ses partenaires.</p>	<p>Étant donné ses orientations stratégiques, CIWA doit renforcer son action dans des domaines clés comme les situations de FCV, la biodiversité, la résilience climatique et la GESI qui restent des domaines d'intervention prioritaires pour les bailleurs de fonds.</p> <p>L'impact économique de la COVID-19, la guerre en Ukraine et l'inflation risquent de compromettre les efforts déployés par CIWA pour mobiliser des fonds. Le niveau actuel de financement est suffisant pour couvrir la réserve de projets de CIWA, mais par suite de l'expansion des activités, en particulier dans des situations de FCV, davantage de ressources seront nécessaires à la mise en œuvre et la supervision de programmes de qualité. CIWA évalue régulièrement sa situation financière et ajuste ses activités en conséquence afin d'optimiser l'impact des ressources disponibles.</p> <p>En outre, comme la demande des organismes de bassin transfrontalier souhaitant obtenir un soutien durable de CIWA reste soutenue, il est essentiel que les États membres prennent des engagements financiers envers ces organismes et mobilisent des cofinancements et des contributions auprès de partenaires.</p>
<p>7. Pérennité des résultats.</p>	<p>CIWA intervient à la demande de clients. Sachant que les investissements sont des opérations de longue haleine, que les coûts de transaction sont élevés et que la collaboration est un processus non linéaire, il évalue avec soin la durabilité d'un appui potentiel en tenant des consultations approfondies avec les organisations clientes et les autorités nationales et en procédant à des analyses de leur économie politique. La conception du projet intègre des mesures visant à assurer sa pérennité. À titre d'exemple, la préparation d'un projet donne lieu au renforcement des capacités requises pour mobiliser des ressources ; et le processus d'établissement et l'approbation des institutions régionales incluent des procédures d'harmonisation au niveau des structures nationales. Étant donné que la volonté de coopération des pays riverains peut évoluer dans le temps et qu'elle dépend de la manière dont les risques sont perçus au regard des possibilités offertes par la coopération, CIWA accorde une grande importance au maintien et au renforcement de la visibilité des possibilités (de demander son appui) grâce au partage des connaissances et des informations, à la présentation de faits dans le cadre d'analyses et à un dialogue continu. Toutefois, conscient que la volonté de collaboration de ces pays peut s'intensifier ou s'amenuiser face à certains problèmes, CIWA veille à avoir les moyens d'assurer un soutien systématique de longue durée et un soutien catalytique à court terme, et d'agir avec la souplesse requise pour apporter ce soutien au niveau des trois I (information, institution et infrastructure), de manière à le cibler précisément pendant la mise en œuvre du projet.</p>	<p>Bien que la pérennité des résultats demeure exposée à des risques importants, le programme continue de renforcer son approche pour garantir des résultats durables. La majeure partie des interventions de CIWA se fait par l'intermédiaire de fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, ce qui favorise fortement l'appropriation et la durabilité.</p>
<p>8. Des actes de fraude sont commis, ou les ressources sont utilisées de manière inappropriée.</p>	<p>Les projets de CIWA appliquent les procédures de la Banque mondiale pour s'assurer que les fonds sont utilisés de manière appropriée et que les directives en matière de lutte contre la corruption sont respectées. Si la situation ne permet pas de disposer de garanties suffisantes quant à l'utilisation appropriée des fonds, CIWA finance des activités exécutées par la Banque mondiale et s'assure ainsi que les systèmes de la Banque mondiale sont utilisés pour la passation des marchés et la gestion financière.</p>	<p>Bien qu'aucun problème n'ait été signalé, ce risque continue d'exister et CIWA continue de suivre les recommandations et les pratiques de référence de la Banque mondiale en ce qui concerne l'utilisation appropriée des ressources et les rapports financiers.</p>

Annexe 4

Informations financières

Cette section fait le point sur la situation financière du programme CIWA. Sauf indication contraire, les informations financières, à l'exception des taux de change, reflètent la situation au 30 juin 2022.

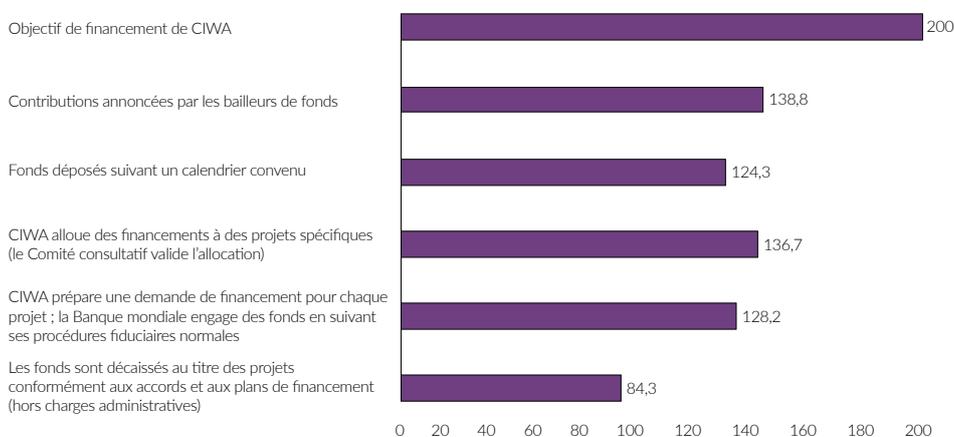
Le programme CIWA est soutenu par un fonds d'affectation spéciale multidonateurs (MDTF) administré par la Banque mondiale au nom des partenaires de développement contributeurs. Les bailleurs de fonds de CIWA sont actuellement la Commission européenne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. Le MDTF rentre dans la catégorie des fonds d'affectation spéciale établis pour financer des programmes qui permettent aux donateurs d'engager des fonds au titre d'un domaine thématique plutôt qu'un projet spécifique. Dans ce cadre, CIWA soutient des projets exécutés par les organisations bénéficiaires ainsi que des projets mis en œuvre par la Banque mondiale.

Processus de financement et décaissement

Conformément aux pratiques normalement suivies par la Banque mondiale pour les fonds fiduciaires, les contributions annoncées à CIWA (d'un montant total de 138,8 millions de dollars) et les fonds sont déposés selon un calendrier convenu (le montant total des dépôts s'est chiffré à 124,3 millions de dollars). Les ressources sont affectées à des projets et de l'assistance technique spécifiques relevant des grands thèmes et domaines approuvés par le Comité consultatif de CIWA suivant les plans stratégiques établis (le montant des allocations est de 136,7 millions de dollars). Cette section fournit des informations supplémentaires sur les contributions annoncées, les dépôts, les allocations, les engagements et les décaissements.

Une fois les ressources allouées à des activités spécifiques, CIWA collabore avec les clients à la préparation de demandes de financements sur la base desquelles les fonds sont transférés dans des comptes d'opération. La Banque mondiale suit les procédures techniques, juridiques et fiduciaires établies pour l'approbation des projets et engage des financements en appliquant ses procédures fiduciaires habituelles (le montant total des engagements est de 128,2 millions de dollars). Les fonds sont décaissés conformément aux accords de dons et aux plans de financement (le montant total des décaissements s'est chiffré à 84,3 millions de dollars). Le graphique A4.1 indique la situation générale. La plus grande partie des fonds de CIWA (98 %) sont engagés au titre de projets existants ou de l'assistance technique. La disponibilité de nouveaux financements conditionnera la réalisation de nouvelles activités importantes.

Graphique A4.1. Annonces de contributions des bailleurs de fonds, dépôts, allocations et décaissements



Annonces de contributions des bailleurs de fonds, dépôts et allocations

Les bailleurs de fonds déposent les fonds sur le compte du MDTF de CIWA suivant le calendrier convenu, qui est présenté de manière détaillée dans l'accord administratif ou tout autre document établi conjointement par la Banque mondiale et les bailleurs de fonds. Ce calendrier peut être modifié, si nécessaire, afin de satisfaire aux obligations de décaissement du projet. Le tableau A4.1 présente l'état des annonces de contributions et des dépôts des bailleurs de fonds.

Tableau A4.1. Annonces de contributions des bailleurs de fonds et montants déposés

Partenaires contributeurs	Monnaie	Montant (en la monnaie du bailleur de fonds)	Montant (USD)	Montant reçu (USD)	Solde (USD)
Pays-Bas	USD		55 552 581	41 052 581	14 500 000
Suède (Asdi)	SEK	434 000 000	51 986 655	51 986 655	-
Royaume-Uni (FCDO)	GBP	14 500 000	21 592 060	21 592 060	-
Commission européenne	EUR	4 950 000	5 399 708	5 399 708	-
Danemark (DANIDA)	DKK	18 700 000	3 398 597	3 398 597	-
Norvège (NORAD)	USD		882 746	882 746	-
Total			138 812 346	124 312 346	14 500 000

Au 30 juin 2022, 136,7 millions de dollars avaient été alloués à titre indicatif à des projets et des activités de CIWA⁶. Les financements de CIWA ont été en majeure partie affectés à des activités en cours de préparation ou de mise en œuvre. La demande actuelle de soutien dépasse de loin les ressources disponibles et les fonds non alloués s'élèvent à 2,8 millions de dollars. La demande devrait continuer à croître en raison de la contribution fondamentale des eaux partagées au progrès économique, social et environnemental en Afrique (voir tableau A4.2).

Tableau A4.2. État récapitulatif des fonds disponibles et des montants alloués

Allocation de fonds	USD
Annonces de contributions indiquées dans les accords administratifs signés	138 812 346
Plus intérêts perçus au titre des placements	4 240 820
Moins frais de recouvrement des frais administratifs pour TF071597	-1 460 856
Moins frais de recouvrement des frais administratifs pour le FF-bén. du TF072642	-1 950 000
Moins montant estimé des frais de recouvrement des charges administratives au titre de la réserve de projets FF-bén. (Soudan)	-1 000 000
Fonds disponibles pour les projets/activités	139 542 311
Moins allocations aux projets/activités (ainsi que convenu avec le Comité consultatif)	136 728 701
Fonds non alloués	2 813 610
Pourcentage alloué	98,0 %

Les fonds alloués ont été affectés à hauteur de 93 % (126,8 millions de dollars sur un total de 136,7 millions de dollars) aux sous-programmes de CIWA concernant, notamment, la Corne de l'Afrique, le bassin du Nil, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, et l'Afrique australe ainsi qu'à des travaux d'analyse couvrant l'intégralité du continent africain (voir le tableau A4.5 pour une ventilation des fonds).

CIWA a, dans certains cas, affecté des fonds pour financer le suivi de projets en cours, compte tenu de leur performance, de celle des organisations et de l'engagement des pays riverains. À la fin de l'exercice 2022, le montant cumulé des financements engagés par le programme s'élevait à 128,2 millions de dollars, dont 84,3 millions de dollars (66 %) avaient été décaissés dans le cadre de projets et d'activités. Le tableau A4.3 donne un aperçu de la situation financière par sous-programme et le tableau A4.5 présente des informations détaillées sur les projets de CIWA pour lesquels des financements ont été accordés depuis la création du programme ainsi que sur leurs résultats financiers.

⁶ Ces chiffres reflètent les financements enregistrés et les allocations indicatives approuvées par le Comité consultatif de CIWA au 30 juin 2022, qui sont susceptibles d'être modifiées après le 1^{er} juillet 2022.

Tableau A4.3. Montants alloués, engagés, décaissés et en réserve (USD)⁷

Bassin/sous-programme	Allocation convenue avec le Comité consultatif	Montant du financement approuvé	Décaissement	Solde des montants engagés	Réserve de projets
CORNE DE L'AFRIQUE	14 400 000	10 950 000	6 143 528	4 806 472	3 450 000
NIL	61 159 903	61 159 903	37 251 241	23 908 662	
Niger	5 903 772	5 903 772	5 903 772		
Volta	2 964 237	2 964 237	2 964 237		
CEDEAO	1 065 867	1 065 867	1 065 867		
Lac Tchad/Sahel	4 806 294	4 806 294	3 173 555	1 632 739	
AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE					
Participation citoyenne (modèle du NBD pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale)	2 000 000				2 000 000
Bassin aquifère sénégal-mauritanien	1 500 000				1 500 000
Total pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale	18 240 169	14 740 169	13 107 431	1 632 738	3 500 000
Okavango	995 568	995 568	995 568		
Orange-Senqu	1 695 822	1 695 822	1 695 822		
SADC	11 750 000	11 750 000	2 788 425	8 961 575	
Zambèze	12 316 497	12 316 497	12 316 497		
Approche-programme pour l'Afrique australe	1 759 882	1 759 882	1 150 897	608 985	
Total pour l'Afrique australe	28 517 769	28 517 769	18 947 209	9 570 560	
ASSISTANCE TECHNIQUE CATALYTIQUE À L'ÉCHELLE DE L'AFRIQUE	4 521 252	4 521 252	3 438 569	1 082 683	
RENFORCEMENT DE LA SUPERVISION	1 560 866				1 560 866
GESTION DU PROGRAMME	8 328 741	8 328 741	5 411 936	2 916 805	-
TOTAL	136 728 701	128 217 833	84 299 914	43 917 921	8 510 866

Revenus, décaissements et solde des financements

À la fin de l'exercice 2022, CIWA avait reçu 128,6 millions de dollars, dont 124,3 millions sous forme de versements de bailleurs de fonds et 4,2 millions au titre des revenus des placements pour le compte de CIWA. Le montant cumulé des décaissements s'élevait à 87,7 millions de dollars, dont 84,3 millions de dollars au titre des projets et 3,4 millions de dollars au titre de charges administratives. Le rythme des décaissements s'est accéléré pendant l'exercice 2022 et le volume des décaissements a pratiquement triplé par rapport à l'année précédente. Le solde des engagements était de 43,9 millions de dollars.

Le tableau A4.4 indique le solde du compte de CIWA, qui se chiffre à approximativement 40,8 millions de dollars (mais à -3,1 millions de dollars si l'on considère l'encours des engagements qui est de 43,9 millions de dollars). CIWA compte engager un montant supplémentaire de 8,5 millions de dollars au deuxième semestre de 2022 ou au début de 2023.

⁷ Les « montants alloués » correspondent au montant de l'allocation validé par le Comité consultatif de CIWA — et recouvrent non seulement les fonds affectés à des subventions, mais aussi les allocations indicatives qui n'ont pas encore été versées dans des comptes d'opération. Les « montants engagés » sont les montants considérés dans les systèmes de la Banque mondiale comme ayant été affectés à un projet ou une activité. Les fonds sont engagés lorsqu'une demande de financement a été approuvée par l'administrateur du fonds fiduciaire de la Banque mondiale ; cette approbation donne lieu à la création d'un engagement contractuel ou prospectif qui doit entraîner des dépenses effectives à une date future. Les « montants décaissés » recouvrent les montants transférés du compte de subvention dans le compte désigné du client après validation par la Banque mondiale d'une demande d'investissement particulière. Dans le cas des subventions au titre de projets exécutés par la Banque mondiale, il s'agit des paiements effectués sur la base d'un bon de commande ou d'un contrat. Les activités « en réserve » dans le cadre du sous-programme sont celles pour lesquelles la validation d'une allocation est subordonnée au respect de certaines conditions ou à l'approbation du projet par la Banque mondiale et suivant les modalités du fonds fiduciaire. La constitution de la réserve est un processus continu, et peut faire l'objet de modifications liées, notamment, aux allocations indicatives effectuées après le 30 juin 2022.

Tableau A4.4 : Solde des fonds⁸

Rentrées de fonds c. solde des engagements et décaissements	USD
Montant total des dépôts	124312346
Plus intérêts perçus au titre des placements	4240820
Revenu total	128553167
Moins décaissements (projets/activités de CIWA)	-84299914
Moins frais de recouvrement des charges administratives	-3410856
Solde	40842397
Moins solde des engagements au titre de subventions approuvées	-43917921
Solde total (y compris le montant des engagements au titre des subventions approuvées)	-3075524
Moins la réserve de projets pour 2022/2023 – Soudan et Soudan du Sud (3,5 millions de dollars) ; Participation citoyenne en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale (2 millions de dollars) ; Bassin aquifère sénégal-mauritanien (1,5 million de dollars) et Supervision de projets (1,5 million de dollars), etc.	-8510866
Moins frais de recouvrement des frais administratifs estimés pour la réserve de projets FF-bén. (Soudan)	-100000
Solde prévisionnel (y compris le montant des engagements/de la réserve de projets pour 2022/2023)	-11686390

État récapitulatif financier de la gestion du programme

Les frais de gestion de CIWA comprennent les dépenses encourues par l'unité de gestion du programme et les spécialistes techniques de la Banque mondiale qui fournissent un appui et des conseils stratégiques. Cette catégorie comprend, outre les dépenses au titre du personnel et des consultants, les dépenses liées à la coordination des actions des bailleurs de fonds de CIWA, aux activités d'information et de communications, aux opérations de suivi et d'évaluation, à l'examen à mi-parcours, à l'établissement de rapports, aux réunions des membres de partenariats et au travail de diffusion, y compris le site Web et les publications.

L'Accord administratif de CIWA indique que les dépenses au titre de l'unité de gestion du programme ne devraient pas dépasser 6 % du montant total des contributions des bailleurs de fonds. Ce pourcentage est de l'ordre de 3,9 % depuis le lancement du programme en 2011, de sorte que ces dépenses sont bien inférieures au plafond suggéré. Le programme est, dans l'ensemble, géré de manière efficace par rapport aux coûts grâce aux robustes systèmes de gestion financière et de suivi mis en place dès le départ.

Besoins de financement futurs et mobilisation de ressources

CIWA passe régulièrement en revue son portefeuille de projets existants et prépare une réserve de projets pour produire des résultats dans l'ensemble de l'Afrique. Les enseignements tirés de la mise en œuvre sont pris en compte dans le cadre de la planification des futurs engagements ; des outils de gestion des risques sont aussi employés dans le contexte du financement de CIWA, comme indiqué à l'annexe 3.

Comme indiqué, les demandes adressées au programme CIWA portent sur des montants supérieurs aux ressources dont il dispose actuellement, et CIWA a déjà alloué 98 % de ses fonds disponibles. Pour satisfaire la demande considérable de ses clients et avoir un plus grand impact, le programme a établi une réserve de projets dont le coût dépasse les ressources dont il dispose à ce stade. CIWA s'emploie donc activement à trouver des sources de financement supplémentaires.

⁸ Les bailleurs de fonds doivent accélérer leurs contributions pour permettre à CIWA de minimiser les expositions et les risques dus à la taille des engagements par rapport aux dépôts.

Tableau A4.5 : Données financières des projets financés par CIWA (USD)⁹

Bassin/sous-programme	Exécuté par	Nom	N° du Fonds fiduciaire	Date de clôture du financement	N° du projet	Allocation (USD)	Décaissement (USD)
CORNE DE L'AFRIQUE	IGAD	Informations et investissements dans les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique	TF0B0514	30/11/2021	P163554	2700000	2498000
	Banque mondiale	Informations et investissements dans les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique	TF0A8681	30/11/2021	P163554	694313	678409
	Banque mondiale	Somalie – appui à la gestion des ressources en eaux transfrontalières (y compris les bassins du Jubba et du Chébéli)	TF0A7944	Financement clos	P167749	1 155 687	1 154 769
	Banque mondiale	Renforcement de la résilience dans la Corne de l'Afrique	TF0B2448	31/05/2022	P172358	1400000	1 397 945
	Banque mondiale	Gestion et étude des eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique pour promouvoir la résilience	TF0B8456	31/01/2026	P178786	5000000	414405
	Banque mondiale	Soudan du Sud (nouveau projet FF-BM)	À déterminer			1000000	
	À déterminer	Gestion des inondations au Soudan (nouveau projet FF-bén.)	À déterminer			2000000	
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (FF-bén Soudan)	À déterminer			450000	
TOTAL POUR LA CORNE DE L'AFRIQUE						14 400 000	6 143 528
NIL	IBN (y compris lacs équatoriaux du Nil et Nil oriental)	Projet pour la coopération à l'appui de résultat (NCORE) + Financements supplémentaires 1 et 2	TF013767	Financement clos	P130694	22854134	22854134
	NBD	Participation de la société civile au renforcement de la résilience sociale et climatique dans le bassin du Nil (NBD) + Financement supplémentaire 1	TF015834	30/12/2021	P132448	4500000	4480479
	Banque mondiale	Programme d'appui pour le bassin du Nil	TF0A2051	Financement clos	P156765	1 657 727	1 657 727
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (NBD)	TF014064	31/12/2021	P132448	600000	595454
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (NCORE)	TF015335/ TF0A0526	Financement clos	P130694	1 098 042	1 098 042
	IBN (y compris lacs équatoriaux du Nil et Nil oriental)	Projet de coopération à l'échelle du bassin pour la résilience climatique du Nil	TF0B4716	30/11/2025	P172848	30000000	6295718
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (projet de coopération à l'échelle du bassin pour la résilience climatique du Nil)	TF0B5495	1/12/2025	P172848	450000	269687
TOTAL POUR LE NIL						61 159 903	37 251 241
Niger	ABN	Projet de gestion du bassin du fleuve Niger	TF018539	Financement clos	P149714	4 198 203	4 198 203
	Banque mondiale	Programme d'appui au bassin du Niger	TF018616	Financement clos	P148889	1 162 140	1 162 140
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (ABN)	TF016609	Financement clos	P149714	543 429	543 429
Total partiel pour le Niger						5 903 772	5 903 772
Volta	ABV	Projet de mise en œuvre du programme d'action stratégique dans le bassin de la Volta	TF016611	Financement clos	P147202/ P149969	1 979 795	1 979 795
	Banque mondiale	Programme d'appui au bassin de la Volta	TF015556	Financement clos	P132564	499 879	499 879
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (Volta)	TF015557	Financement clos	P147202/ P149969	484 563	484 563
Total partiel pour la Volta						2 964 237	2 964 237
AFRIQUE DE L'OUEST et AFRIQUE CENTRALE	Banque mondiale	P2.2 : Gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	TF016610	Financement clos	P150210	1 065 867	1 065 867
	Banque mondiale	P2.3 : Dialogue sur l'action à mener dans le bassin du lac Tchad (1)	TF0A1005/ TF17506/ TF015878	Financement clos	P144568/ P149275/ P124018	861 694	861 695
	Banque mondiale	Sahel occidental et central – Mise à l'essai d'outils novateurs pour la gestion des ressources en eau	TF0B2227	31/12/2022	P173152	444 600	363 981
	Banque mondiale	Sahel occidental et central – Appui en matière de savoirs pour la planification et l'investissement dans la résilience	TF0B2228	31/12/2022	P173152	1 500 000	1 044 122
	Banque mondiale	Lac Tchad (II, FF-BM)	TF0B5943	30/06/2023	P176378	1 000 000	187 219
	Banque mondiale	Initiative sur les eaux souterraines au Sahel	TF0B3793	30/06/2022	P175105	1 000 000	716 538
	Banque mondiale	Participation citoyenne pour FF-bén. (importer le modèle du NBD en Afrique de l'Ouest/centrale, nouveau FF-bén.)	À déterminer			2 000 000	
	Banque mondiale	Bassin aquifère sénégal-mauritanien (nouveau FF-BM)*	À déterminer			1 500 000	
Total partiel pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale						9 372 161	4 239 422
Total pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale						18 240 169	13 107 431

⁹ Les projets en réserve validés par le Comité consultatif sont indiqués en bleu ; * sous réserve de confirmation à la prochaine réunion du Comité consultatif.

Bassin/sous-programme	Exécuté par	Nom	N° du Fonds fiduciaire	Date de clôture du financement	N° du projet	Allocation (USD)	Décaissement (USD)	
Okavango	Banque mondiale	P2.1 : Analyse des opportunités d'investissements multisectoriels à Okavango	TA0A0105	Financement clos	P150383	995 568	995 568	
	Total partiel pour Okavango						995 568	995 568
Orange-Senqu	Botswana	Transfert d'eau des hauts plateaux du Lesotho vers le Botswana	TF016233	Financement clos	P144228	1 527 322	1 527 322	
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (projet de transfert d'eau des hauts plateaux du Lesotho vers le Botswana)	TF016038	Financement clos	P144228	168 500	168 500	
Total partiel pour Orange-Senqu						1 695 822	1 695 822	
SADC	SADC	Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC	TF016748	31/12/2020	P127086	2 000 000	2 000 000	
	Banque mondiale	Renforcement de la préparation (SADC)	TF015336	31/12/2020	P127086	300 000	299 996	
	SADC	Gestion durable des eaux souterraines II	TF0B5735	30/11/2025	P175355	9 000 000	412 500	
	Banque mondiale	Renforcement des activités de préparation et de supervision	TF0B5830	30/11/2025	P175355	450 000	75 929	
Total partiel pour la SADC						11 750 000	2 788 425	
AFRIQUE AUSTRALE	ZAMCOM	Projet de gestion du bassin du Zambèze (ZAMCOM)	TF018921	Financement clos	P143546	4 000 000	4 000 000	
	ZRA	Projet de mise en valeur du bassin du Zambèze (ZRA)	TF016238	Financement clos	P133380	5 786 277	5 786 277	
	Banque mondiale	Programme d'appui au bassin du Zambèze	TF011577	Financement clos	P129683	1 001 192	1 001 192	
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (ZAMCOM)	TF014926	Financement clos	P143546	648 749	648 749	
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (ZRA)	TF014927	Financement clos	P133380	880 279	880 279	
Total partiel pour le Zambèze						12 316 497	12 316 497	
Approche-programme pour l'Afrique australe	Banque mondiale	Programme d'ensemble pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse	TF0B3679	30/09/2022	P173077	300 000	299 188	
	Banque mondiale	Études exploratoires et préparation pour la résilience en Afrique australe	TF0B2156	Financement clos	P173077	59 882	59 882	
	Banque mondiale	Système énergétique pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse	TF0B3730	30/09/2022	P174870	400 000	117 270	
	Banque mondiale	Résilience des villes de l'Afrique australe à la sécheresse	TF0B3706	30/09/2022	P174856	400 000	288 001	
	Banque mondiale	Résilience de l'Afrique australe à la sécheresse – moyens de subsistance et sécurité alimentaire	TF0B3669	30/09/2022	P174871	400 000	386 556	
	Banque mondiale	Donner la priorité aux infrastructures transfrontalières résilientes en Afrique australe	TF0B8090	31/05/2023	P177477	200 000	0	
TOTAL POUR L'AFRIQUE AUSTRALE						28 517 769	18 947 209	
CATALYTIQUE	Opportuniste	Banque mondiale	P2.4 : Conférence sur le lac Tanganyika	TF0B6056	Financement clos	P149048	0	0
		Banque mondiale	P2.5 : Mise en valeur du bassin de la rivière Lwapula	TF0A5600	Financement clos	P162810	203 877	203 877
	Banque mondiale	P1 : Présentation stratégique des eaux internationales en Afrique	TF011569	Financement clos	P129776	280 358	280 358	
	Banque mondiale	P1 : Fondement économique de la coopération	TF011626	Financement clos	P129777	315 659	315 659	
	Banque mondiale	P1 : Analyse de l'économie politique	TF016821	Financement clos	P150041	517 035	517 035	
	Banque mondiale	P3 : Facilitation des services hydrométéorologiques en Afrique	TF0A0106	Financement clos	P151921	97 136	97 136	
	Banque mondiale	P3 : Coopération pour la résilience face au climat	TF0A1627	Financement clos	P156599	174 579	174 579	
	Banque mondiale	P4 : Renforcement des capacités et échange de connaissances	TF0A0107	Financement clos	P149931	260 564	260 564	
	Afrique	Banque mondiale	P4 : Améliorer l'accès du public aux données du bassin	TF016747	Financement clos	P149868	295 077	295 077
		Banque mondiale	Renforcer la résilience dans le domaine de la gestion des ressources en eau	TF0B1074	Financement clos	P171931	55 465	55 465
		Banque mondiale	Qualité de l'eau des Grands Lacs	TF0B1226	Financement clos	P172554	296 502	296 502
		Banque mondiale	Initiative des données numériques	TF0B5148	31/05/2023	P176348	1 000 000	223 908
		Banque mondiale	Conservation de la biodiversité et coopération au niveau des eaux transfrontalières	TF0B6640	31/12/2021	P149048	25 000	15 978
Banque mondiale		Réserve (à déterminer)	À déterminer		À déterminer			
Banque mondiale	Examen/gestion par les pairs	TF019125	30/06/2023	PA149048	1 000 000	702 431		
TOTAL, PROGRAMME CATALYTIQUE						4 521 252	3 438 569	
Sous-total (projets)						126 839 094	78 887 978	
RENFORCEMENT DE LA SUPERVISION	Banque mondiale	Réserve (à déterminer)	À déterminer		À déterminer	1 560 866		
	Banque mondiale	Gestion et administration du programme	TF011372 /11377 /TF0B1847 /TF0B1846	31/01/2026	P122345	8 328 741	5 411 936	
TOTAL						136 728 701	84 299 914	

Annexe 5

Optimisation de l'emploi des ressources

Optimisation des ressources — exposé succinct

CIWA accorde une place importante aux principes d'optimisation des ressources dans le cadre de la conception et de l'exécution de ses activités¹⁰. Il opère dans les limites définies par ses cibles et est guidé par les mesures prises dans le but de réaliser des économies au niveau des coûts de gestion et d'administration du programme et de préparation et de supervision des projets. Tout en maîtrisant ses coûts, CIWA est parvenu à réaliser de solides progrès en direction des objectifs établis au niveau du programme et a dépassé les cibles fixées pour les résultats intermédiaires, ce qui lui a permis d'obtenir un bon taux de rentabilité pour l'appui financier de ses partenaires de développement.

CIWA continue d'être bien placé, au sein de la Banque mondiale, pour réaliser des économies d'échelle et exploiter l'appui qui lui est fourni de manière à multiplier son impact aux niveaux de l'efficacité et de l'efficacités. Il est parvenu à ce résultat en menant une action conçue pour :

- Tirer parti de l'expérience et des compétences spécialisées de la Banque mondiale en matière de gestion de fonds fiduciaires de manière à rationaliser ses frais d'administration.
- Exploiter les compétences techniques dont disposent les membres des services de la Banque mondiale à l'échelle mondiale pour agir dans une large gamme de secteurs pertinents tels que l'eau, l'agriculture, l'énergie, l'environnement, la gouvernance et la lutte contre la pauvreté et s'attaquer à des questions de développement intersectorielles comme le changement climatique, la fragilité et les conflits, la parité femmes-hommes et les partenariats public-privé.
- Faire fond sur la longue expérience acquise par la Banque mondiale dans le domaine de la coopération autour des eaux internationales dans le cadre de programmes, comme le Fonds fiduciaire du bassin du Nil, l'Initiative pour la maîtrise de l'eau en Asie du Sud et le Programme de partenariat pour l'eau.
- S'appuyer sur les étroits partenariats forgés par la Banque mondiale avec des collaborateurs mondiaux pour pouvoir faire appel à l'expérience et aux réseaux régionaux.
- Mobiliser des financements auprès de sources supplémentaires, notamment le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) au titre de projets appuyés par CIWA.
- Recourir à de multiples sources de financement relais, comme l'Association internationale de développement (IDA), la Banque africaine de développement (BAfD) et d'autres investisseurs, pour les projets susceptibles d'être financés dont CIWA soutient la préparation.
- Mobiliser des fonds (comme les cofinancements), pour de nouveaux financements du fonds fiduciaire coréen pour la croissance verte et du dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR) pour un montant total d'environ 1 million de dollars.

¹⁰ CIWA détermine l'optimisation de ses ressources en se fondant sur le cadre des 3E de l'ex-Agence de développement DfID, défini par ce dernier dans son document intitulé *Approach to Value for Money* de juillet 2011 comme suit : Économie — est-il possible, pour nous ou nos agents, d'acquiescer des intrants ayant la qualité requise au prix correct ? Les intrants recouvrent le personnel, les consultants, les matières premières et les capitaux qui sont employés à des fins de production. Efficacité — dans quelle mesure est-il possible, pour nous ou nos agents, de convertir nos intrants en produits ? Les produits sont les résultats obtenus par nous-mêmes ou par nos agents. Nous, ou nos agents, exerçons un contrôle important sur la qualité et la quantité des produits. Efficacités — dans quelle mesure les produits d'une intervention permettent-ils d'obtenir les résultats souhaités ? Il est important de noter que contrairement à ce qui se passe pour les produits, nous ou nos agents n'avons aucun contrôle direct sur les résultats.

Mesures pouvant être employées pour déterminer le degré d'optimisation des ressources par CIWA

Les mesures ci-après peuvent être employées pour déterminer l'économie, l'efficacité et l'efficacé de l'action de CIWA qui, conjointement, caractérisent le degré d'optimisation des ressources du programme :

Économie

1. Commission de gestion et d'administration du programme. Cette commission, qui représente un montant estimé à 6 % des contributions versées dans le fonds fiduciaire (mais qui ne sont réglées que sur la base des coûts effectifs), finance toutes les fonctions de gestion et d'administration assurées par l'équipe de gestion du programme, notamment la conception et l'application de procédures, de systèmes et d'outils de gestion propres au programme ; la négociation de la reconstitution des fonds destinés aux opérations en cours et l'élargissement de la couverture de ces dernières ; l'appel et l'évaluation de propositions d'activités et l'allocation des fonds du programme aux unités d'exécution ; la planification du programme de travail ; la planification des ressources au niveau du programme ; la planification et la gestion du budget ; le suivi et l'évaluation du programme ; les activités de communication et de sensibilisation ; les mesures visant à assurer la visibilité, la coordination des actions et l'organisation des réunions des bailleurs de fonds ; et l'établissement de rapports sur les résultats.

2. Renforcement des activités de préparation et de supervision. Dans le but d'assurer la poursuite de programmes de qualité, la Banque mondiale exige que les opérations financées par le fonds fiduciaire se déroulent conformément aux dispositions des différentes politiques et procédures applicables du Groupe de la Banque mondiale, et que toutes les activités exécutées par les bénéficiaires fassent l'objet d'une supervision adéquate et soient menées conformément aux conditions des accords d'administration et de financement, ainsi qu'aux normes et procédures de supervision de l'institution. Les coûts de préparation et de supervision couvrent l'identification et l'évaluation des projets qui pourraient être poursuivis, les activités de préparation, l'apport d'un soutien à la mise en œuvre et la supervision. Ainsi que stipulé dans l'Accord d'administration, la Banque mondiale sollicite l'approbation préalable du Comité consultatif de CIWA lorsque le coût d'une supervision renforcée des activités du programme représente plus de 6 % du montant des contributions indiqué dans ledit accord. CIWA a adopté des normes dans le but de maintenir les coûts de supervision renforcée à moins de 6 % des contributions versées dans le fonds fiduciaire — selon ces dernières, les frais d'identification et de préparation sont fixés à 150 000 dollars par projet, et les dépenses de supervision de la mise en œuvre sont plafonnées à 100 000 dollars par an pendant trois ans, quelle que soit la durée du projet. Le montant des coûts de supervision renforcée de CIWA est inférieur au coût type enregistré dans le cadre des opérations de l'IDA.

Les données de la Région Afrique de la Banque mondiale indiquent que le coût moyen de la préparation d'un projet d'investissement est de l'ordre de 350 000 dollars tandis que le coût de supervision est d'environ 150 000 dollars. Il est normal que les coûts de préparation et de supervision de projets régionaux réalisés dans le cadre de l'IDA soient plus élevés parce qu'ils sont plus complexes ; CIWA parvient de surcroît à maintenir ses coûts à un niveau plus faible en établissant les budgets des projets sur la base d'estimations précises des coûts et en suivant des procédures de passation des marchés efficaces ; il procède également au partage des frais de déplacement et rationalise ces derniers en s'efforçant, dans la mesure du possible, de tenir ses réunions par vidéoconférence, d'organiser différentes réunions les unes après les autres ou encore de les mener en marge d'autres réunions concernant le secteur de l'eau de manière à bénéficier de synergies. Le directeur du programme peut, dans les limites imposées par le plafond de 6 %, affecter des fonds supplémentaires à la préparation et à la supervision de projets particuliers, si nécessaire.

3. Ratio de levier. CIWA améliore ses résultats économiques en mobilisant des fonds auprès d'autres sources de financement, ce qui lui permet de réduire le coût unitaire de ses intrants par rapport à la somme des produits qu'il obtient. Il utilise la mesure indiquée ci-après en tant qu'indicateur de l'amélioration des résultats économiques due à la mobilisation de fonds auprès de sources supplémentaires :

$$\text{Ratio de levier} = \frac{\sum \text{Fonds mobilisés auprès de sources de financement additionnelles des projets de CIWA}}{\sum \text{Contributions de CIWA aux projets cofinancés}}$$

Le tableau A5.1 présente le ratio de levier cumulé de CIWA à la fin de l'exercice 2022, et donc les ressources économiques de CIWA par rapport à ses contributions

Tableau A5.1. Contributions cumulées sous forme de cofinancement jusqu'à l'exercice 2022

Projet	Contribution de CIWA (USD millions)	Co-financeur	Contribution de partenaires (USD, millions)
Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase 2	9,0	FEM	4,57
Projet de coopération à l'échelle du bassin pour la résilience climatique du Nil	30	GFDRR	0,1
		GFDRR	0,3
		Fonds fiduciaire coréen pour la croissance verte	0,65
Coopération à l'appui de résultats dans le bassin du Nil	23,5	Fonds fiduciaire pour le bassin du Nil	16,5
Collaboration de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe	2,0	FEM	8,2
Mise en œuvre du Programme d'action stratégique et de développement institutionnel dans le bassin de la Volta	3,5	FEM	7,2
Contribution de CIWA	68	Fonds mobilisés	37,5

CIWA a mobilisé des fonds supplémentaires dans le but d'améliorer les résultats économiques des projets qu'il appuie (en accroissant son produit global et, par conséquent, en réduisant le coût unitaire de ses intrants) et a ainsi pu cofinancer le projet NCORE en partenariat avec le fonds fiduciaire pour le bassin du Nil, ainsi que trois projets – pour la gestion des eaux souterraines de la SADC (phases 1 et 2) et la mise en œuvre du programme d'action stratégique pour le bassin de la Volta – en partenariat avec le FEM. Le projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR) a reçu un cofinancement du GFDRR au titre du système d'alerte précoce des inondations dans le Nil oriental et des financements supplémentaires du GFDRR et du fonds fiduciaire coréen pour la croissance verte.

Le ratio de levier est de 1,81 ; en d'autres termes, chaque dollar affecté par CIWA à des projets cofinancés permet à ce dernier de mobiliser, en moyenne, 1,81 dollar auprès de sources de financement supplémentaires au profit de ses projets. Ce ratio est légèrement inférieur à celui enregistré pour l'exercice 2021, qui était de 1,83.

Bien qu'elle ne soit pas prise en compte dans l'analyse économique, il convient de noter que l'initiative pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique a donné lieu au projet de résilience des eaux souterraines de la Banque mondiale, financé par l'IDA à hauteur de 385 millions de dollars, et que le nouveau FF-BM de CIWA, Tirer parti de la résilience, soutient directement ce vaste projet. Si CIWA avait contribué directement au projet de résilience des eaux souterraines, la méthodologie utilisée aurait permis d'inclure les 385 millions de dollars dans le tableau A5.1 au titre des contributions des partenaires, ce qui aurait porté le total des fonds mobilisés à 422 millions de dollars au lieu de 37,5 millions de dollars.

Efficacité

CIWA mesure son efficacité, c'est-à-dire sa capacité d'obtenir les résultats en matière de développement correspondant aux cibles établies, qui sont représentés par les indicateurs du programme. Comme les années précédentes, CIWA a partiellement atteint ses objectifs au cours de l'exercice 2022. Dans l'ensemble, il a atteint ou dépassé toutes les cibles fixées pour les indicateurs durant l'exercice 2022 à l'exception de l'indicateur 1 de l'objectif de développement du programme (ODP), qui mesure la valeur des financements catalysés.

Les indicateurs inclus dans le cadre des résultats de CIWA ne décrivent toutefois pas pleinement les avantages secondaires et tertiaires de l'appui du programme. Une institution transfrontalière renforcée par CIWA, par exemple, peut ultérieurement faciliter la poursuite d'une série de mesures de coopération régionale. Nombreux sont ceux qui profitent à divers titres des mesures poursuivies en coopération grâce au renforcement de l'institution transfrontalière. Ces produits sont souvent enregistrés au niveau du bassin et du projet ; il n'est pas possible de les regrouper au niveau du programme en raison de leur diversité et de leur portée générale, de la nature des questions traitées et du temps qu'il peut leur falloir pour se manifester. À long terme, l'efficacité de CIWA pourrait être supérieure à celle qui ressort des indicateurs du cadre des résultats. Les résultats du rapport d'évaluation à mi-parcours 2022 de CIWA seront utilisés pour guider la révision future de la méthode utilisée par CIWA pour mesurer son efficacité.

Pour l'heure, la valeur totale des investissements induits par CIWA (mobilisés et potentiels) est de 18,04 milliards de dollars. Elle est égale à la somme des investissements qui pourraient être induits par CIWA (11,7 milliards de dollars) et des investissements mobilisés grâce à l'action du programme (6,34 milliards de dollars), alors que les objectifs fixés pour l'exercice 2022 étaient respectivement de 14 milliards de dollars et de 7 milliards de dollars. Les résultats obtenus représentent donc environ 85 % de l'objectif. Le nombre estimé de bénéficiaires directs des investissements catalysés dépasse toutefois de 50 % la cible globale fixée à 35 millions de personnes (soit environ 54 millions de personnes). De même, CIWA a dépassé tous ses objectifs de résultats intermédiaires.

Effcience

CIWA estime son effcience en calculant le ratio des deux résultats relatifs à l'ODP par rapport à la valeur globale du programme :

$$\text{Ratio d'investissement induit} = \frac{\text{Valeur des investissements induits}}{\sum \text{Valeur de l'ensemble des opérations en cours}}$$

$$\text{Ratio des bénéficiaires directs} = \frac{\sum \text{Bénéficiaires directs des investissements induits}}{\sum \text{Valeur de l'ensemble des opérations en cours}}$$

Ces mesures sont basées sur les indicateurs de l'ODP de CIWA et la valeur des opérations en cours, c'est-à-dire le montant total provenant de l'enveloppe globale affectée au programme¹¹.

Le ratio d'investissement induit est de 131 ; en d'autres termes, chaque dollar de contribution de CIWA induit, en moyenne, 131 dollars d'investissement à l'appui d'une croissance coopérative, durable et résiliente face au climat. Le ratio des bénéficiaires directs est de 0,39 bénéficiaire par dollar engagé par CIWA ; en d'autres termes, chaque fois que CIWA engage trois dollars, une personne profite directement des investissements mobilisés ou pouvant l'être dans les ressources en eau transfrontalières. Les ratios de bénéficiaires et d'investissement sont à peu près équivalents à ceux de l'année dernière, mais se sont légèrement améliorés puisque le ratio d'investissement était de 126 et celui des bénéficiaires de 0,27 (autrement dit, toute augmentation est bonne). Il sera intéressant de suivre ces valeurs puisque CIWA vise à réaliser un nombre plus faible d'investissements dans les grandes infrastructures au cours des prochaines années.

Amélioration des résultats de marché et optimisation des ressources

CIWA affiche de bons résultats économiques dans le cadre de ses activités de passation de marchés et de contrats (en réduisant ses coûts et en assurant l'obtention de produits de qualité), car il exige que toutes les activités exécutées par des bénéficiaires financent des marchés de fournitures et de travaux ainsi que des contrats de services passés conformément aux directives de la Banque pour la « Passation des marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA » et pour la « Sélection et emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale » conjointement appelées « Directives pour la passation de marchés et l'emploi de consultants ». La Banque mondiale est, de même, responsable de toutes les activités de CIWA dont elle assure l'exécution, et procède à la passation de marchés de fournitures et des contrats d'emploi et de supervision de consultants conformément aux procédures et politiques applicables. Les Directives fournissent, notamment, des instructions détaillées concernant l'emploi des documents de la Banque mondiale (par exemple, dossiers types d'appel d'offres, demandes de propositions et formulaires de contrat) ; les conflits d'intérêts ; les marchés et contrats passés par anticipation ; les cofinancements ; la déclaration de marchés non conformes ; ainsi que la fraude et la corruption.

Financements disponibles

À la fin de l'exercice 2022, CIWA avait mobilisé 138,8 millions de dollars de la Commission européenne, du Danemark, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède. En raison de la forte demande de clients souhaitant obtenir son appui et de l'allocation préliminaire de 98 % de son enveloppe de financement actuelle, CIWA doit continuer de mobiliser des ressources pour accroître son impact et assurer la pérennité de ses résultats.

¹¹ Il est important de noter que ces deux indicateurs ne sont plus calculés comme auparavant ; en effet, cette année, le dénominateur prend en compte la valeur de l'ensemble des opérations en cours (montant alloué à partir de l'enveloppe globale du programme) et non pas seulement le financement des projets en cours bénéficiant de l'appui de CIWA qui ont induit les investissements considérés et fait des bénéficiaires. L'emploi des valeurs établies au niveau du programme pour calculer les indicateurs donne une meilleure idée de l'effcience au niveau du programme.

Le programme CIWA continue-t-il d'optimiser ses ressources ?

Le programme CIWA se déroule dans un environnement complexe caractérisé par des progrès non linéaires. En d'autres termes, les progrès peuvent être suivis de revers, ce qui peut avoir des répercussions sur les indicateurs de développement. Les données indiquent toutefois clairement que le programme CIWA continue d'utiliser ses ressources de manière optimale. Il a, en particulier, partiellement atteint les cibles fixées pour l'ODP, et de nombreux investissements induits par CIWA ont permis de mobiliser des ressources et les trois indicateurs d'économie, d'efficacité et d'efficience de CIWA ont affiché de bons résultats pour l'exercice 2022. CIWA a donc fait preuve de sa détermination à respecter les principes d'économie, d'efficience et d'efficacité et a prouvé qu'il optimisait ses ressources.



© Boezie/Getty Images - Rizicultrice africaine au Mozambique

COOPÉRATION POUR LES EAUX INTERNATIONALES EN AFRIQUE



La Coopération pour les eaux internationales en Afrique (CIWA), créée en 2011, est un partenariat forgé par la Banque mondiale, ses partenaires africains et la Commission européenne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. CIWA aide les pays riverains d'Afrique subsaharienne à exploiter les possibilités d'assurer une croissance durable, inclusive et résiliente face au climat, et de réduire la pauvreté en s'attaquant aux obstacles à une gestion et à une mise en valeur concertées des ressources en eau internationale.

www.ciwaprogram.org

www.ciwaprogram.org/fr

 @CIWAProgram



Norwegian Ministry
of Foreign Affairs



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF DENMARK



Sweden
Sverige